

مكتبة من الامم

● L'EXTRÊME DROITE À LA CONQUÊTE DU PROLÉTARIAT — Pages 3 à 5

5000

N° 501 - 42^e année

DÉCEMBRE 1995

LE MONDE

diplomatique

Lettre aux « majors »
d'Hollywood

Par ANATOLE DAUMAN

(Page 28)

28 pages - 20 F
Abonnements : voir tarif page 16

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

Réformer par la ruine

Par IGNACIO RAMONET

AVEC le compromis de Dayton, qui met un terme provisoire à la guerre de Bosnie, et avec la défaite du chef mythique de Solidarité, M. Lech Wałęsa, à l'élection présidentielle de Pologne, un cycle d'histoire s'achève à l'est de l'Europe. Il aura duré quinze ans.

Commencée en août 1980 lors des grandes grèves ouvrières de Gdansk, et poursuivie par la mise en œuvre de la « perestroïka » de M. Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique dès 1985, cette période aura vu, dans un premier temps, l'effondrement de tous les régimes communistes européens. Rien ne put les sauver, ni la proclamation de la dictature militaire par le général Jaruzelski en Pologne, ni la présence des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, ni les redoutables machines policières en Allemagne de l'Est, en Roumanie ou ailleurs. Au nom des idéaux de la liberté, les citoyens rejettent massivement un système qui, par ailleurs, faisait faillite économiquement, et où les pénuries étaient généralisées. Le mur de Berlin s'effondra, et l'URSS elle-même finit par imploser en décembre 1991. Balayés par des révoltes tranquilles, les partis communistes paraissent être tombés dans les poubelles de l'histoire, certains universitaires occidentaux n'hésitant pas à comparer leur doctrine à celle du nazisme...

Dans un second temps, sur les décombres de ces régimes, et alors que, dans les Balkans et au Caucase, explosaient les nationalismes agressifs, la démocratie fut, au moins formellement, rétablie. Simultanément, partout, en matière économique, les thèses ultra-libérales et les « politiques de stabilisation » prônées par le Fonds monétaire international (FMI) et par la Banque mondiale étaient adoptées avec enthousiasme. En tout premier lieu en Pologne.

Ce pays, dès 1990, sous l'impulsion de M. Leszek Balcerowicz, ministre de l'économie, était soumis à une brutale « thérapie de choc » qui allait provoquer un véritable cataclysme social. Au nom de la rigueur budgétaire, l'État se retirait soudain du financement public des services sanitaires et sociaux, du logement et de l'éducation. Aux illusions nées du retour à la démocratie succédait la misère comme phénomène de masse. La chute de la production, des revenus, et de la consommation atteignit des taux, plus importants que lors de la grande crise de 1929-1932. « Le bond dans le marché », écrit Karol Modzelewski, l'un des fondateurs de Solidarité, fait penser

à un plongeon dans une piscine où il n'y a pas encore d'eau (1).

Sommés par la violence du choc, 15 % des Polonais se retrouvaient, du jour au lendemain, au chômage, et près de 40 % au-dessous du seuil de pauvreté. En même temps, une minorité s'enrichissait à une vitesse parfois vertigineuse. La rancœur, la frustration et le désarroi se répandaient dans une population qui avait tant espéré des temps nouveaux et qui voyait, à présent, les gouvernements issus du syndicat Solidarité ne parler que sur « la main invisible du marché ». Parallèlement, l'Eglise catholique imposait, à une société largement laïque, un ordre moral d'un autre âge ; rétablissant, sans consultation, les cours de religion à l'école, s'opposant à l'avortement, réclamant ses biens confisqués, et poursuivant tous azimuts un activisme clérical qui a fini par lasser les gens.

UNE même lassitude s'est, peu à peu, manifestée à l'égard du discours qui, au nom du dogme néolibéral, faisait table rase de la période 1945-1989 et présentait celle-ci, systématiquement, de manière négative. Bien sûr, nul n'a la nostalgie du manque de libertés, des files d'attente, des magasins vides ou des cartes de rationnement, mais les millions de victimes de la « thérapie de choc » peuvent mesurer ce qu'elles ont perdu : un salaire garanti, l'éducation et les soins médicaux gratuits, des loyers bas, des crèches et des colonies de vacances, etc. Ce niveau de vie minimal reste à leurs yeux préférable à la pauvreté dans laquelle le changement politique les a plongés.

Demeurés massivement favorables à une économie de marché, de plus en plus de citoyens refusent la réforme par la ruine et réclament une politique interventionniste de l'État pour corriger les excès, empêcher l'apparition de richesses ou de pauvreté extrêmes, et assurer à tous un niveau correct de couverture sociale. C'est ce programme qu'ont repris d'anciens dirigeants communistes polonais, devenus sociaux-démocrates, regroupés au sein de l'Union de la gauche démocratique (SLD). Il leur avait déjà permis de sortir d'un ostracisme qui n'aura duré que quatre ans, de



KAROL MODZELEWSKI. - « Corridor » (1988)

gagner les élections législatives de septembre 1993 (2) ; et d'assurer la victoire de M. Aleksander Kwasniewski à l'élection présidentielle.

La Pologne n'est pas le seul pays de l'Est où la population se détache des forces politiques ayant ouvert la voie des réformes. En Lituanie, en Hongrie, en Ukraine, en Slovaquie, en Bulgarie, les succès électoraux des anciens communistes sont spectaculaires ; et toutes les enquêtes montrent qu'ils peuvent l'être également en Russie dès ce 17 décembre, en attendant l'élection présidentielle de juin 1996...

Imposer la stratégie ultralibérale en dépit des résistances populaires signifie non seulement affaiblir la démocratie mais encore alimenter les nationalismes les plus guerriers, parfois drapés dans les habits de l'extrême droite. « Le réveil des nationalismes agressifs à l'Est n'est le plus souvent qu'une réaction de gens désespérés », estime Karol Modzelewski. Ouvriers, techniciens, enseignants paupérisés et déclassés, tous cherchent des explications simples au phénomène incompréhensible de leur malheur. Et ils trouvent des coupables faciles : les élites, les étrangers, les gens de langue ou de religion différentes sur lesquels décharger leurs frustrations (3).

A cet égard, et même si les conflits ethniques semblent s'apaiser dans les Balkans et au Caucase, l'Europe de l'Est reste - tant que le choc ultralibéral ne sera pas amorcé - l'une des zones les plus instables et les plus dangereuses du monde.

(1) Karol Modzelewski, *Quelle voie après le communisme ?* Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1995.

(2) Lire « Polonais nostalgiques », *Le Monde diplomatique*, octobre 1993.

(3) Karol Modzelewski, *op. cit.*

L'AUTONOMIE PALESTINIENNE À L'ÉTROIT

Paix piégée au Proche-Orient

Massivement, les habitants de Cisjordanie et de Gaza s'inscrivent sur les listes électorales, en vue de participer au scrutin pour le Conseil palestinien, qui aura lieu le 20 janvier 1996. Ils veulent ainsi affirmer leur droit à un État indépendant et à la récupération de toutes les terres arabes occupées par Israël en juin 1967, un droit qui est loin de leur être garanti par les accords d'Oslo. Cantonnée dans un cadre politique et territorial trop étroit, l'autonomie palestinienne risque de n'être qu'un leurre.

En Israël même, le retrait programmé de l'armée de quelques villes palestiniennes a suscité la mobilisation de l'extrême droite (lire, page 17, l'article de Joseph Algaï). Mais le choc de l'assassinat du premier ministre Itzhak Rabin, le 4 novembre dernier, a affaibli la droite et conforté le camp de ceux qui veulent poursuivre les négociations avec M. Yasser Arafat. Pourtant, le refus de revenir aux frontières de juin 1967 et la volonté d'annexer une partie au moins de la Cisjordanie demeurent la base d'action du nouveau gouvernement israélien.

Par ALAIN GRESH

« Je suis prêt à tuer. - Qui ? demande le journaliste. - Celui qu'on me dira de tuer. - Des Arabes ? - Que ce soit un terroriste ou juste un Arabe, n'importe qui. - Si on vous demande de tuer des juifs, les tuez-vous ? - Si c'est un juif qui n'est pas un juif, et tout le monde comprend à qui je pense, alors oui. »

Interrogé le 9 novembre 1995 sur la première chaîne de télévision d'Israël, un activiste du groupe Eyal - auquel appartenait M. Yigal Amir, l'assassin du premier ministre israélien Itzhak Rabin - n'hésite pas à ressasser son bréviaire de la haine.

« Si le gouvernement continue de prendre des gamins, il sera battu par les terroristes juifs en même temps que la démocratie », s'indignait, un peu tard, M. Yossi Sarid, ministre israélien de l'environnement (1).

Pourtant, la « complaisance » du pouvoir à l'égard des terroristes remonte loin, à la conquête même de la Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne en juin 1967, quand les objectifs du Parti travailliste et ceux des « fous de Dieu » juifs étaient les mêmes, expliqués en mai 1973 par le ministre de la défense, le général Moshe Dayan : « Les Israéliens doivent rester jusqu'à la fin des temps en Cisjordanie. (...) Si vous considérez le désir de se sentir chez soi dans toute la Cisjordanie comme une ambition expansionniste, alors je suis expansionniste (2). »

(Lire la suite page 18.)

(1) Déclarations faites à la radio de l'armée israélienne le 8 novembre 1995, reproduites par *Summary of World Broadcasts* (cité plus loin SWB), BBC, Londres, 10 novembre 1995.

(2) Cité par Amnon Kapeliov, *Hébron, un massacre annoncé*, Arles-Seuil, Paris, 1994, p. 111.

En vente dans les kiosques :

LES NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE

Manière de voir, n° 28

100 pages, 42 F

ESPRIT

Décembre 1995

Vers une société de pluriactivité ?

Travail et nouvelle échelle des âges
La pleine activité
ne remplacera pas le plein emploi

Reprendre la lutte contre les inégalités
Mireille Elbaum

Le Proche-Orient après la mort d'Itzhak Rabin

Sur les droits des animaux
André Comte-Sponville

Stephen King : le maître de l'horreur

Le numéro : 80 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 550 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 48 04 08 33

DANS CE NUMÉRO :

A l'ombre des urnes

« Demeurés massivement favorables à une économie de marché », écrit Ignacio Ramonet, de plus en plus de citoyens refusent la réforme par la ruine. Comme l'ont récemment prouvé les Polonais lors de l'élection présidentielle.

NOUVELLE CLASSE

Plus que le verdict des urnes, les forces partent à l'œuvre modifiant sociétés et mentalités. Les élections en Russie ? Les pressions de l'Occident et l'acceptation - comme en Chine et au Vietnam - d'une part importante des richesses nationales par une nouvelle classe issue de l'ancienne ne permettent guère d'engager de grands débats démocratiques (pages 8 à 11). Des évolutions qu'on retrouve, dans des conditions différentes, au Portugal (pages 12 et 13), au Brésil (pages 22 et 23), au Canada (pages 24 et 25).

M 2136 - 501 - 20.00 F



UN TERREAU FERTILE

Le risque est grand, dans ces conditions, de voir se renforcer le terreau populaire des extrêmes droites dont les simplismes xénophobes séduisent des citoyens perdus entre des nations aux frontières oubliées et une mondialisation à la fois réelle et mythique (pages 3 à 5). Car faut-il baisser les bras ? Est-il, dans le domaine culturel notamment, exclu de provoquer des sursauts dont, par exemple, le cinéma européen pourrait profiter (page 28) ?

À TÂTONS

La paix, dans tout cela ? Au mieux, elle tâtonne ; à preuve l'évolution du Proche-Orient (pages 1 et 17 à 19). Mais les dilutions de tant de sociétés, les affrontements armés sans motivations politiques réelles, les violations sans fards des droits de l'homme - à preuve le cas birman (page 21) -, rendent de plus en plus difficile, mais aussi de plus en plus nécessaire l'action d'organisations telles que la Croix-Rouge internationale (page 14).

Lire le sommaire détaillé page 28.

En France, désespérance populaire

Manifestation d'une révolte impuissante habilement exploitée par le discours de M. Jean-Marie Le Pen, la percée électorale du Front national chez les ouvriers et les employés - qui représentent en 1995 près de la moitié de son électeurat, contre moins d'un tiers en 1988 - sanctionne l'attitude des responsables politiques de la gauche qui, pendant des années, ont conduit l'offensive contre les milieux populaires.

Par
ALAIN
BIHR *

Le score élevé (15,07 % des suffrages exprimés) réalisé lors du premier tour de l'élection présidentielle française du printemps dernier par le dirigeant du Front national (FN) n'a été une surprise que pour ceux qui, régulièrement, présentaient le déclin de cette formation. Optimisme que rien ne justifie : depuis sa percée sur la scène politique française lors des élections européennes de juin 1984, sa progression aura été continue (1).

Du coup, passant d'un excès à l'autre, les commentateurs ont eu tendance à s'affoler, certains faisant remarquer qu'en ajoutant à ces 15,07 % les 4,75 % de suffrages recueillis par M. Philippe de Villiers, l'audience de la droite extrême et de l'extrême droite conjuguées atteignent près de 20 %. Des scores que seul le si mal nommé Parti libéral autrichien de M. Jörg Haider dépasse au sein de l'Union européenne (lire ci-dessous l'article de Brigitte Pätzold) (2).

Pourtant, si M. Jean-Marie Le Pen a fait mieux que lors de la précédente élection présidentielle, sa progression reste limitée. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, il avait déjà recueilli 14,39 % des voix ; en pourcentage, son gain n'aurait été que de 0,7 % ; et en nombre de suffrages, d'un peu moins de 200 000 voix (4 570 838 voix en 1995 contre 4 375 894 voix en 1988). En revanche, la composition sociologique de l'électorat lepéniste s'est notablement infléchi sous l'effet de deux mouvements contraires.

En 1988, c'est parmi les catégories moyennes traditionnelles et travailleurs indépendants (agriculteurs, artisans et commerçants, professions libérales) (3)

que le chef du Front national réalisait ses meilleurs résultats. Près d'un artisan ou commerçant sur trois avait alors voté pour lui. Sept ans plus tard, les agriculteurs, artisans, commerçants et les membres des professions libérales ne sont proportionnellement pas plus nombreux que la moyenne de l'électorat à pencher vers l'extrême droite (4). C'est qu'entre ces deux dates une partie de cet électorat a été accaparée par M. de Villiers.

Mais si le dirigeant du FN a perdu des voix dans les classes moyennes traditionnelles, il en a incontestablement gagné au sein du prolétariat : employés (4,5 %) et surtout ouvriers (4,11 %). Dans cette dernière catégorie, M. Le Pen, avec 27 %, vient même largement en tête, loin devant M. Lionel Jospin (21 %) et M. Robert Hue (15 %). Bref, en 1988, M. Le Pen était le champion de la « boutique » ; en 1995, il est celui de l'atelier.

C'est cette progression, déjà en partie perceptible lors des élections régionales de 1993 et des élections législatives de 1993, qui est le fait le plus notable du dernier scrutin présidentiel. Et lorsqu'on ne classe plus les électeurs

selon des critères objectifs (l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle) mais qu'on leur demande de se répartir eux-mêmes selon des critères subjectifs, 19 % de ceux qui se rangent parmi les « classes populaires » et surtout 33 % de ceux qui se sentent « dévalorisés » ont voté en faveur de M. Le Pen. Le terreau sur lequel prospère la fleur vénéneuse de l'extrême droite est bien, de plus en plus, enrichi par les menaces multiformes que la prolongation et l'aggravation de la crise économique font peser sur la situation socio-professionnelle et l'avenir d'un nombre grandissant de ménages du salariat populaire.

C'est sur lui que pèsent les effets les plus massifs de cette crise : le développement du chômage et de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, le démantèlement rampant du système public de protection sociale, la restriction de possibilités déjà limitées d'ascension sociale, la relégation dans des banlieues désertées, l'extension de la vulnérabilité et de l'exclusion. À cela, une raison essentielle : la crise du mouvement ouvrier, qui a pris en France un tour singulier et particulière-

ment signifié (5), et la remise en question du compromis social d'après-guerre dans le cadre d'une transnationalisation accélérée des économies.

De ce compromis, le mouvement ouvrier occidental avait été l'agent et le garant pendant les « trente glorieuses », s'intégrant de plus en plus dans les rouages du pouvoir, de l'entreprise à l'État, en aggravant du même coup la structure bureaucratique de ses organisations. Sa remise en question allait le prendre au dépourvu, en le privant de toute stratégie, face aux attaques contre les acquis matériels et institutionnels de sa base sociale. Et ce d'autant plus que l'État national, qui avait jusqu'alors constitué le cadre et le levier de son action, allait se trouver progressivement privé de ses moyens traditionnels d'intervention économique et sociale.

Les ouvriers et les employés subissaient de plein fouet les « restructurations industrielles » synonymes de licenciements collectifs, le bouleversement des métiers, des qualifications et des formations liées à l'introduction des « nouvelles technologies » et des nouvelles formes de gestion de la main-d'œuvre (recours accru au travail pré-

caire, individualisation du rapport salarial), la montée du chômage, générateur d'incertitude du lendemain. Avec pour conséquence l'aggravation des hétérogénéités et des inégalités entre qualifiés et non-qualifiés, jeunes et adultes, hommes et femmes et bien évidemment nationaux et étrangers ; et l'exacerbation de la concurrence entre catégories et individus ainsi que des réactions de méfiance et de rejet fondées sur le paternalisme, le sexisme mais aussi le racisme.

Dans ces conditions, l'audience des organisations du mouvement ouvrier (associations, syndicats, partis) a décliné ; d'autant plus qu'elles se sont trouvées affaiblies par la dispersion de leurs meilleurs éléments, désorganisés par les restructurations industrielles, le chômage, la précarité. Les réseaux de socialisation et de solidarité qu'elles avaient constitués ont fini par disparaître de certaines entreprises ou quartiers, privant des collectifs de travail et de vie de toute identité (organisationnelle et idéologique), et laissant du même coup le champ libre à l'implantation du Front national (6).

Parallèle situation a discrédité les idéaux traditionnels de solidarité universelle, d'égalité, de justice sociale d'autant plus qu'au cours des années 80 ces derniers auront eu à subir simultanément un retour en force du libéralisme (culte de l'esprit d'entreprise, de l'individualisme concurrentiel, de l'argent et de la réussite, adulation des « gagnants » et mépris des « perdants ») et l'effondrement des deux modèles rivaux du mouvement ouvrier, le réformisme social-démocrate à l'Ouest et le prétendu socialisme réel à l'Est.

Le traumatisme qu'a représenté pour les milieux populaires cet effondrement a été d'autant plus grave en France qu'il y aura pris la forme d'une véritable tra-



LA « BÊTE IMMONDE », TAKTOR (INDE)

EN AUTRICHE

Un guide au temps des médias

En attendant la présidence de la République à laquelle il se destine, le dirigeant de l'extrême droite, M. Jörg Haider, compte sur une campagne médiatisée et les élections anticipées de décembre pour accéder enfin aux responsabilités gouvernementales.

Par
BRIGITTE
PÄTZOLD *

Le 13 octobre dernier, M. Wolfgang Schüssel, chef des conservateurs autrichiens (ÖVP) et vice-chancelier, faisait tomber la coalition entre sociaux-démocrates (SPÖ) et conservateurs sur la réduction du déficit budgétaire. Les élections anticipées du 17 décembre verront peut-être une redistribution du pouvoir entre les trois grands partis qui recueillent chacun environ un tiers des voix, les sociaux-démocrates (SPÖ), les conservateurs (ÖVP) et les libéraux nationalistes (FPÖ), avec leur turbulent dirigeant populiste, M. Jörg Haider.

M. Wolfgang Schüssel, qui aspire au poste de chancelier, n'exclut pas une éventuelle coalition avec le FPÖ. Fort des 23 % de suffrages obtenus aux élections d'octobre 1994, M. Haider est convaincu qu'il est devenu indispensable. Accusé d'avoir préparé le terrain aux attentats xénophobes qui ont secoué l'Autriche depuis décembre 1993, il tente de se donner des airs de respectabilité - sans toujours y parvenir.

Les murs sont parfois éloquentes. Dans les quartiers ouvriers de Vienne, en octobre dernier, de drôles d'affiches, signées par les libéraux, ont attiré l'attention des passants leur demandant : « AIMEZ-VOUS : Scholten, Jelinek, Haupt, Peymann, Pastork... OU : l'art et la culture ? » Le ton est donné.

* Journaliste.

Celui de la dénonciation. M. Jörg Haider, le leader de la droite nationaliste qui entend s'attaquer aux bastions traditionnels des sociaux-démocrates, sur le terrain de la culture.

En prenant pour cible des intellectuels de gauche provocateurs comme l'écrivain Elfriede Jelinek ou Claus Peymann, directeur du prestigieux Burgtheater de Vienne, le ministre de la culture, Rudolf Scholten, accusé de subventionner grossièrement une prétendue « gauche caviar », M. Haider mise sur le réflexe anti-intellectuel des habitants des quartiers populaires. L'affiche sous-entend que les défenseurs de l'art « véritable », de la « vraie » culture sont les signataires. Ainsi dénonce-t-on, de manière sous-jacente, « l'art dégénéré ».

Comme ses collègues écrivains Gerhard Roth, Josef Haslinger ou Peter Turini, M. Haider dénonce les « Nestbeschmutzer », ceux qui salissent leur propre nid. Elfriede Jelinek n'a pas fini de revenir sur le passé ambigu et la responsabilité refoulée des Autrichiens pour leur attitude pendant la seconde guerre mondiale. C'est aussi le thème de sa dernière pièce *Die Kinder der Toten* (« Les enfants des morts »). Pour la première fois, elle se sent réellement menacée : « Je suis certainement une cible privilégiée pour les terroristes de l'extrême droite en tant que femme, féministe de gauche et mi-juive. »

Attiser la xénophobie

POUR elle comme pour la plupart des intellectuels de gauche, M. Jörg Haider est le véritable responsable des séries d'attentats terroristes qui déferlent sur le pays depuis décembre 1993. En attisant la haine contre les étrangers et tous ceux qui les soutiennent, travailleurs sociaux, hommes politiques ou intellectuels de gauche, il crée un climat xénophobe propice à la terreur. Dernière victime : M^{me} Maria Loley, une vieille dame autrichienne de soixante et onze ans qui, dans le petit village viticole de Poysdorf, a aidé les réfugiés bosniaques à s'inté-

grer. Le 16 octobre dernier, une lettre piégée lui arrache la main gauche. Par son action - contestée par une partie des villageois - elle est devenue la cible des militants de l'extrême droite qui s'attaquent aussi bien aux étrangers - quatre Tziganes ont trouvé la mort dans une explosion en février 1995 (1) - qu'à tous ceux qui les défendent.

M. Jörg Haider a profité de cette dernière série d'attentats pour faire grief au ministre de l'intérieur de n'avoir pas réussi à trouver les responsables. Il lui a notamment reproché de n'avoir pas cherché une piste du côté d'anciens agents de la Stasi, la police secrète de l'ex-RDA. Soucieux de respectabilité, il prend ses distances avec l'extrême droite dont il condamne officiellement les actes terroristes, se moquant de la « teutomanie » (« Deutsch-tümelei ») de ses adeptes.

En fait, la loupe se déguise en agneau. Hans Henning Scharsach dans son best-seller *Haider's Kampf* (2) montre les similitudes entre M. Jörg Haider et Adolf Hitler. L'Autrichien de Braunau, lui aussi, n'était qu'un populiste à ses débuts. Lui aussi mettait à profit le mécontentement des Allemands face « aux partis politiques établis », lui aussi séduisait les couches les plus défavorisées, les moins informées, les moins cultivées de la population allemande. Le pouvoir absolu était au bout. M. Jörg Haider aussi en rêve. Il se voit déjà président en 1998.

La troisième République qu'il veut instaurer et dont il brosse le tableau dans son livre (3) serait fondée sur la démocratie directe. Fini les partis politiques, place aux dirigeants populaires portés au pouvoir par la volonté du peuple. La recette s'appelle « privatisation » du pouvoir et médiatisation à outrance selon ses modèles, M. Silvio Berlusconi en Italie ou M. Ross Perot aux États-Unis.

Carné de la politique, il séduit par son allure jeune, sportive et décontractée, apparaissant tantôt en costume traditionnel, tantôt en costume urbain, et sait exploiter les moindres faiblesses de ses adversaires (se moquant même de leur âge ou de leur allure vieillotte).

En attaquant « ceux d'en haut », les hommes politiques et leurs privilèges, ce milliardaire, fils d'un fonctionnaire nazi devenu riche industriel, prétend se faire l'avocat des « petites gens », reculant ainsi les voix d'anciens électeurs du parti social-démocrate, en particulier des ouvriers (les trois quarts de ses électeurs). Après s'être attiré les sympathies des paysans et artisans de l'électorat traditionnel des conservateurs, cet ancien vuppé se proclame « leader prolétaire » (4). Son parti, le FPÖ, se présente comme le parti des « jeunes ouvriers en colère » et des « retraités apeurés » (5).

Sur le registre de la protestation

EXPLOITANT les mécontentements et les peurs de certaines couches sociales face aux changements socio-économiques depuis la chute du mur de Berlin et l'entrée de l'Autriche dans l'Europe, M. Haider joue à fond sur le registre de la protestation, de la jalousie sociale, voire de la haine. Épinglant à tour de rôle les privilèges des hommes politiques, les prétendues subventions aux écrivains et artistes ou les allocations versées aux immigrés, il est sûr d'être entendu.

Mais pas toujours suivi. L'échec du référendum anti-immigrés qu'il a voulu organiser l'année dernière et l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne en dépit de sa campagne hostile prouvent que la majorité des Autrichiens ne sont pas toujours dupes de son populisme racoleur.

- (1) Brigitte Pätzold, « Autriche, les fissures d'un modèle », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.
- (2) *Haider's Kampf*, Hans Henning Scharsach, Örc, Vienne, 1992.
- (3) Jörg Haider, *Die Freiheit, die ich meine* (« La liberté à laquelle je pense »), Ulstein, Berlin, 1993.
- (4) *Das Ende der Seligkeit* (« La fin du bonheur »), Peter Peitsch, Kremayr et Scheriau, Vienne, 1995.
- (5) Fritz Plassner et Peter Ulram, *Radikaler Rechtspopulismus* (« Populisme de l'extrême droite »), Signum, Vienne, 1995.

سكنا من الامم

Menaçantes percées de l'extrême droite

Par RINKE VAN DEN BRINK *

1. *Journal of the American Medical Association*, 1990; 263: 1025-1026.

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

**LES
RAISONS
DE L'IRE**
REVUE
HUMANISTE
PLURALISTE
THÉMATIQUE

n°6

avec Y. Lenoir, F. Asher, P. Quéau, L. Shahid, A. Shapir

En vous abonnant, choisissez
2 n^{os} qui vous seront offerts.

Commande : 142 av. de Flandre 75019 Paris France.
 • Tél (1) 49 23 52 10 • 40FF CEE 45FF Autres 50FF
 Abonnement : 140FF CEE 160FF Autres 180FF

Abonnement : 140 FF CEE 1997 Autres 1997 :

2	7	8
---	---	---

.....

DANS DEUX DOCUMENTS RESSUSCITÉS,

Un Vatican lucide et timoré

La publication d'un projet d'encyclique commandé en 1938 par Pie XI - document qui, après d'autres, devait réaffirmer l'unité du genre humain, et donc dénoncer le racisme du III^e Reich - conduit à s'interroger une fois encore sur l'impact de certains silences, et sur la prudence de certaines condamnations. Aussi bien d'ailleurs que sur l'étouffement par les pouvoirs étatiques et médiatiques des prises de position de Rome - comme ce fut le cas lors de la prise de position du Vatican hostile à la guerre du Golfe.

Par HENRI MADELIN*

Entre Anschluss (annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne) et invasion des Sudètes, l'année 1938 est cruciale dans l'histoire contemporaine. Le culte du sang et de la race, l'antisémitisme, l'aveuglement devant les injustices sociales, la poussée des nationalismes, les discours belliqueux atteignent une sorte de paroxysme dans une Europe qui digère mal les méfaits du traité de Versailles. Deux chercheurs belges, Georges Passelecq, moine bénédictin à l'abbaye de Maredsous, et M. Bernard Suchecky, historien juif, familier des États-Unis, ont récemment entrepris de reconstituer l'atmosphère de cette époque, après avoir réussi à mettre la main, outre-Atlantique, sur un texte enfoui dans les archives : une traque policière aux allures de roman.

Le document qu'ils publient et commentent est un projet d'encyclique que Pie XI avait commandé à un jésuite américain, le Père John La Farge, spécialiste reconnu de la question noire et du racisme aux États-Unis (1). Pour ce travail, il se fait assister d'un Français, le Père Gustave Desbuquois, et d'un Allemand, Gustav Gundlach, jésuites l'un et l'autre, déjà sollicités pour préparer des développements rédactionnels dans des encycliques précédentes.

La tâche est accomplie durant l'été 1938 à Paris, rue Monsieur, siège de la revue *Études*, au milieu de la profonde inquiétude qu'inspire la situation internationale. L'arrogance d'Adolf Hitler ne connaît plus de bornes, les démocraties cherchent l'apaisement, applaudies par l'écroulement majoritaire de leurs opinions publiques, et déjà la Gestapo semble avoir installé une station quasi officielle au cœur de Paris (2).

Le Père Gustav Gundlach n'a pas tardé à être dénoncé à Berlin par un zélé installé dans les cercles du Vatican. Dès mai 1938, il est averti qu'il sera arrêté par la police du Reich s'il rentre en Allemagne (3). On lui reproche une intervention le 1^{er} avril 1938 à Radio-Vatican, intervention dans laquelle il dénonce ce qu'il nomme le « faux catholicisme politique » de l'épiscopat autrichien et de son chef, le cardinal Innitzer. Ce dernier avait déclaré, à la veille du plébiscite en faveur de l'Anschluss : « Ceux qui ont charge d'âmes et de fidèles se rangent sans conditions derrière le grand État allemand et le Führer (4) ». Paroles étonnantes qui entraînent la convocation du prélat au Vatican. Après avoir rencontré Pie XI, il est fermement invité à signer un communiqué unanimement considéré comme une rétractation de ses propos précédents.

La lucidité politique qu'exigeraient les circonstances fait gravement défaut dans certains milieux d'Église. Le livre fourmille d'exemples qui prouvent les ravages d'un piètisme et d'un idéalisme incapables d'une véritable analyse politique et spirituelle des situations

* Rédacteur en chef d'*Études*, Paris.

concrètes. Ce « faux catholicisme politique » que ne cesse de réprouver Gustav Gundlach trouve sa source dans les simplismes de fidèles ou de dignitaires passablement naïfs. Ces faiblesses nées du désir de s'adapter, quelle que soit la gravité des événements, sonnent comme un refus de la liberté évangélique face à des situations de force. Cela va parfois jusqu'au suivisme à l'égard d'un Führer que Pie XI vient de qualifier un an auparavant de « prophète du néant (5) ». À l'opposé, on constate qu'un ultramontanisme (6) bien conduit, comme ce fut le cas pour l'Action française, peut aider des Églises locales à éviter les ornières d'un nationalisme à courte vue.

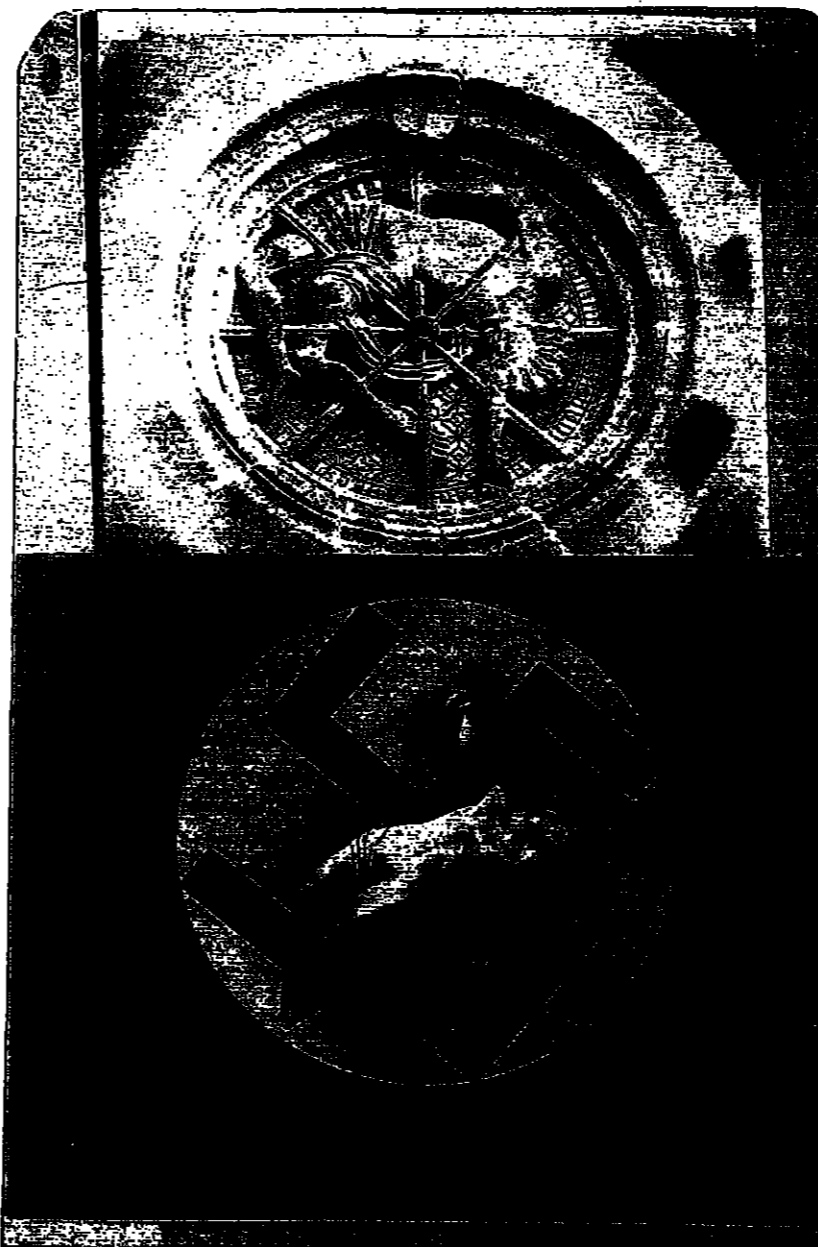
Ce travail de recherche nous permet de disposer du texte intégral de l'encyclique « cachée ». La facture en est assez classique. Après une analyse de la situation économique et sociale, et beaucoup de retenue sur les questions proprement politiques, sont décrits les dangers de l'époque : libéralisme échevelé, prosternation devant le dieu Mammon, injustices subies par les plus démunis, fragilisation de l'État en charge du bien commun, inhumanité des conditions de vie... Le texte est particulièrement critique envers le faux remède que propose le communisme, vilipendé pour son goût prononcé pour des solutions violentes.

Appelée *Humani generis unitas* (L'Unité du genre humain), cette encyclique dénonce diverses formes de nationalisme et la montée en puissance d'États fauteurs de désordre, tout occupés à des préparatifs de guerre. La personne humaine, voulue par Dieu et placée au centre du dispositif de la société, est bafouée lorsque le règne de l'argent se conjugue avec l'agressivité d'un régime où la prééminence de la race ou de la classe remplace le souci

De pesants silences

Ce que l'encyclique dit sur le racisme s'inspire de ce que John La Farge a déjà écrit pour stigmatiser le racisme anti-Noir qui sévit aux États-Unis. Elle reprend en outre l'essentiel des condamnations très fermes que Pie XI vient de donner dans son encyclique sur le nazisme (*Mit Brennender Sorge*, mars 1937).

Hitler, en effet, s'était réjoui trop vite d'entendre le pape parler d'un communisme « intrinsèquement pervers (7) ». Il ne soupçonnait pas que, quelques jours plus tard, une condamnation en règle du nazisme sous forme d'encyclique serait introduite clandestinement en Allemagne et, à la barre des autorités, serait lue solennellement en chaire dans toutes les églises le dimanche de la fête des Rameaux de 1937. Sont mis en accusation : « la pré-

JOHN HEARTFIELD. - « Comme au Moyen Âge... ainsi sous le III^e Reich » (1934)

d'une politique au service de tous. Certes, le communisme est toujours désigné comme l'adversaire principal, le danger suprême. Mais les diverses figures d'un nationalisme exacerbé sont, elles aussi, dénoncées comme mensongères et contraires au plan de Dieu. On sent cependant entre les lignes une moindre sévérité à leur égard qu'à l'égard du communisme.

tendue conception des anciens Germains », à base de panthéisme, d'identification entre Dieu et le « destin impersonnel », entre Dieu et la race, le peuple, l'État, les hommes au pouvoir - bref l'idolâtrie d'un Dieu et d'une religion purement nationaux (8).

C'est sur la question des juifs persécutés que le projet d'encyclique de 1938 se révèle le plus faible. Il est largement tributaire de ce que le Père Gundlach a écrit dans un article intitulé « Antisémitisme » et paru en 1930 dans une encyclopédie théologique. L'auteur établit en effet des distinctions entre plusieurs sortes d'antisémitismes. Il note d'abord la présence d'un antisémitisme à base législative et réglementaire fait de lois d'exception, qu'il faut combattre parce qu'il est contraire à la règle d'un État soucieux de promouvoir le bien commun. Il l'oppose à un anti-judaïsme « religieux » fondé sur la concurrence dans le zèle pour Dieu entre juifs qui n'ont pas reconnu le Christ et chrétiens issus du judaïsme de la première Alliance, dont les premiers apôtres et saint Paul sont les prototypes. Demeure aussi le fait que chacun doit rester attentif à ce qui est appelé un « antisémitisme de l'intérieur », risque inhérent à la réussite qualitative et à la progression numérique de juifs dans diverses professions décisives pour l'évolution des sociétés (9).

Calendrier des fêtes nationales

1 ^{er} - 31 décembre	
1 ^{er} CENTRE-AFRIQUE	Proclamation de la Rép.
1 ^{er} ROUMANIE	Fête nationale
2 SUD-ARABES UNIS	Fête de l'indépendance
2 LAOS	Fest. de la Rép. dém. pop.
5 THAILANDE	Anniversaire du roi
6 FINLANDE	Fête de l'indépendance
7 COTE D'IVOIRE	Fête de l'indépendance
9 TANZANIE	Fête de l'indépendance
11 BURKINA FASO	Proclamation de la Rép.
12 KENYA	Fête de l'indépendance
16 BAHRÉÏN	Fête nationale
18 NIGER	Proclamation de la Rép.
23 JAPON	Ann. de l'empereur
25 NÉPAL	Anniversaire du roi

de préserver les intérêts catholiques allemands en pleine tourmente ? Il est vrai que le supérieur général des jésuites, un Polonais autoritaire, semble avoir fait traîner la copie du texte dans ses services. De par sa nationalité, il pensait la Russie rouge aux frontières de son pays plus menaçante que la peste brune. Mais il semble bien que, grâce à la ténacité de ses rédacteurs, le texte soit finalement parvenu jusqu'à son commanditaire, le pape lui-même.

L'hypothèse favorable que ne peuvent sans doute pas entendre les médias modernes est que le projet n'était pas mûr, car trop peu préoccupé du sort des juifs persécutés, et trop dangereux à publier dans la situation internationale, pour être prêt à exploser. Beaucoup s'étonnent d'un secret si jalousement gardé. Mais il n'est pas dans l'habitude des gens qui rédigent des textes pour les autres de s'en vanter devant la postérité ; a fortiori lorsqu'il s'agit d'une commande passée par le pape. « Dites simplement ce que vous diriez si vous étiez pape vous-même », déclare Pie XI au Père La Farge au cours d'une audience privée - lequel ressort abasourdi de cette entrevue. « Franchement, je suis tout simplement médusé, écrit-il confidentiellement, et tout ce que je puis dire est que le roc de saint Pierre m'est tombé sur la tête (10) ». A plusieurs reprises, d'ailleurs, John La Farge se fera rappeler à l'ordre par le supérieur général, qui le trouve trop bavard avec ses proches sur la commande passée par le pape et dont il s'acquitte très vite avec ses deux compagnons, deux mois plus tard à Paris. C'est lui, sur les conseils de Gustav Gundlach, qui fera parvenir directement à Pie XI un texte que son supérieur semble garder sous le coude. L'encyclique perdue hier et aujourd'hui retrouvée sera d'ailleurs découverte grâce aux archives de ce jésuite américain, après sa mort.

Comment ne pas se réjouir de cette enquête qui nous permet de saisir sur le vif l'état des mentalités ecclésiales dans l'immédiat avant-guerre ? Comme les auteurs, nul ne doit projeter sur cette époque les critères des perceptions actuelles. Mais le lecteur ne peut s'empêcher de regretter la non-publication d'un texte, même imparfait : car, en ce temps de cataclysmes annoncés, toutes les ressources d'une fraternité « à hauteur d'homme » n'étaient pas de trop pour tenter de briser les tabous de la race et de repousser les barrières des nationalismes.

(1) Georges Passelecq, Bernard Suchecky, *L'Encyclique cachée de Pie XI. Une occasion manquée de l'Église face à l'antisémitisme*, La Découverte, Paris, 1995, 322 pages, 135 F. Depuis Léon XIII et son célèbre document *Rerum novarum*, les papes publient, à intervalles réguliers, des encycliques, documents simples adressés à un public large. Ces textes ne sont pas des réflexions latérales sur le contenu des dogmes catholiques, mais plutôt, à la lumière de la foi, des analyses et des jugements sur l'évolution des mentalités et des institutions nationales et internationales. Les confits liés au développement de la concentration urbaine et les vives oppositions entre les groupes sociaux qu'engendre la société industrielle constituent le cœur de cette réflexion plus que commentaire, d'une portée inédite. Les questions sociales et culturelles y tiennent une place de choix.

(2) *Ibid.*, p. 104.
(3) *Ibid.*, p. 103. Après Paris, il regagnera Rome et y restera jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.
(4) *Ibid.*, page 97.
(5) Encyclique *Mit Brennender Sorge* (Avec un souci brûlant).
(6) Doctrines théologiques favorables au Saint-Siège, par opposition au gallicanisme.
(7) Encyclique *Divini Redemptoris* du 19 mars 1937.
(8) *Le Discours social de l'Église catholique*, Bayard éditions-Camurion, Paris, 1994, p. 150.
(9) *L'Encyclique cachée de Pie XI*, pp. 94-95.
(10) *Op. cit.*, p. 83.

Rencontres « 25 images/seconde »

Valence, du 7 au 10 décembre 1995

TÉLÉVISION ET POUVOIRS

La télévision, une menace pour la démocratie ? Dans nos sociétés médiatiques, la télévision est devenue un pouvoir colossal. Cela, à tous égards, soulève bien des questions. Et chacun s'interroge sur le devenir de cet outil dont l'influence est d'autant plus considérable que progressent les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Une démocratie peut-elle survivre si elle ne maîtrise pas, d'une manière ou d'une autre, cette toute-puissance ?

■ Colloque *

(avec la collaboration du Monde diplomatique).

■ **Tables rondes, projections, débats** avec la participation, entre autres, de : Elisabeth Auclair, Jean-Louis Berdot, Hervé Brusini, Pierre Carles, Jean-Louis Comolli, Guy Lochard, Pierre Musso, Michel Naudy, Ignacio Ramonet, Alain Rollat, Daniel Schneidermann, Emmanuel Soucier, Claude Torracinta, François-Henri de Virieu et Paul Virilio.

■ Exposition Arnulf Rainer.

Renseignements : CRAC, scène nationale, 36, boulevard du Général-de-Gaulle, 26000 Valence. Tél. : (16) 76-82-44-10.

* Les actes des colloques précédents : « Guerres et Télévision » (1991), « Sport et Télévision » (1992), « Élections et Télévision » (1993) et « Télévision et réalités sociales » (1994) sont disponibles sur demande.

PROJET

244

FORMATION, PASSEPORT À RENOUEVER

A quelles conditions l'élévation du niveau de formation peut-elle devenir facteur de promotion humaine, économique et sociale ? Parcourant tous les grands chantiers de la formation — scolaire, professionnelle, continue —, soulignant les promesses en germe dans certaines évolutions récentes, ce dossier met aussi en lumière, sans complaisance, quelques failles et impasses de nos systèmes de formation.

B. Charlot, M. Correla, J. Dubois, J. Lamoure, J. Lesourne, V. Merle, J. Michelin, F. Piolet, M. Praderie, B. Schwartz, C. Thélot, M. Vasconcellos.

Le N° (128 pages) : 65 F - Etr. : 70 F En vente dans les grandes librairies

PROJET • 14, rue d'Assas • 75006 PARIS • (1) 45 55 46 48

هكذا من الاجل

هكذا من الامل

CONQUÊTE DU PROLÉTARIAT

et démagogie politique

hison de leurs espoirs et aspirations par la gauche, notamment socialiste, qui aura exercé l'essentiel du pouvoir depuis le début des années 80. Ce sont en effet leurs propres représentants qui, venant leurs engagements antérieurs, auront pour l'essentiel conduit l'offensive néolibérale contre les milieux populaires. C'est à la gauche que ces milieux ont dû le doublement du chômage sous les deux septennats de M. François Mitterrand ; la conduite musclée des restructurations industrielles, la déréglementation accentuée du marché du travail et la multiplication des formes d'emplois au rabais, la précarisation grandissante d'une partie de la jeunesse populaire, « galérant » entre les « petits boulots », les « stages parking » et le chômage ; la désindexation des salaires sur les prix ; la révision à la baisse des prestations sociales, accompagnée d'une augmentation continue des cotisations.

Rigueur à l'égard des milieux populaires que bon nombre de responsables de gauche se seront bien gardés de s'appliquer à eux-mêmes ou aux possé-

dants. Car la détermination dont la gauche aura fait montre dans ses attaques contre sa propre base sociale, n'aura en d'égale que sa générosité à l'égard de ces derniers : déréglementation du marché du travail et multiples exonérations de charges sociales et fiscales ; « libéralisation » des marchés monétaire et financier pour le plus grand bénéfice de détenteurs de portefeuille de valeurs mobilières. Si bien que le résultat final de deux septennats et deux législatures socialistes aura été une aggravation générale des inégalités sociales (7).

C'est auprès de cette base populaire trahie et abandonnée par les siens, que le discours du FN a rencontré une audience grandissante (8). Car il a su exploiter la peur et l'angoisse, le profond sentiment d'insécurité, la dégradation de l'environnement matériel et social (services publics et équipements collectifs), la désocialisation due au sous-encadrement associatif, syndical, politique, administratif, particulièrement dans ces zones de relégation que sont devenues certaines banlieues.

Exploiter la révolte

DEUX aspects de cette peur doivent tout particulièrement être pris en considération. D'une part, l'attachement des milieux populaires à la propriété de biens matériels (notamment l'automobile et le logement) souvent durement acquis et de ce fait hautement symboliques, qui ne peut que donner prise à l'obsession sécuritaire face à la montée de la petite délinquance. D'autre part, et surtout, la peur du déclassement et l'obsession de se distinguer du sous-prolétariat se sont intensifiées avec la multiplication des « sans-domicile-fixe » et des « nouveaux pauvres ».

Un sous-prolétariat dont la figure emblématique reste celle des travailleurs immigrés (même si la réalité socio-économique de l'immigration a bien changé). Là se trouve un des fondements du racisme populaire : l'immigré est perçu comme celui dont le statut social, vulnérable et dévalorisé, est l'image vivante de ce que bon nombre d'ouvriers et d'employés français craignent de devenir un jour. Bien plus, le fait de se retrouver en concurrence (pour le travail, le logement, l'accès aux allocations, etc.) avec lui, est devenu le signe de la dégradation de leur condition sociale.

Par son pathos caractéristique, le discours lepéniste a su exploiter le ressentiment populaire : cette sorte de révolte passive sans objectifs définis ni moyens

accessibles que ne peut manquer d'engendrer une situation vécue comme profondément injuste et à laquelle il est pourtant devenu impossible de se soustraire.

D'une part en déclinant inlassablement tous les maux réels (chômage et précarité, appauvrissement, peur du lendemain, etc.) accablant quotidiennement les couches populaires, en les agglomérant avec des maux imaginaires (la décadence morale et spirituelle, les menaces sur l'identité française) ; face au discours froid d'une gauche prêchant la réconciliation à l'ordre capitaliste, désormais tenu pour indépassable, le discours du Front national a été des années durant le seul à faire entendre, dans son langage propre, la plainte et le cri de révolte de ceux que cet ordre écrase de jour en jour davantage. D'autre part en leur fournissant des exutoires : coupables imaginaires sous l'espèce des populations immigrées et de responsables politiques, de droite comme de gauche, uniquement préoccupés de ses intérêts personnels.

En dernier lieu, en proie au douloureux sentiment d'être laissé pour compte, de n'être plus rien, la dramaturgie nationaliste du FN apporte une nouvelle identité et une nouvelle dignité, celle d'être français, mieux : la promesse d'un salut collectif. Au sein de ces couches populaires en situation d'anomie, le Front national institue la

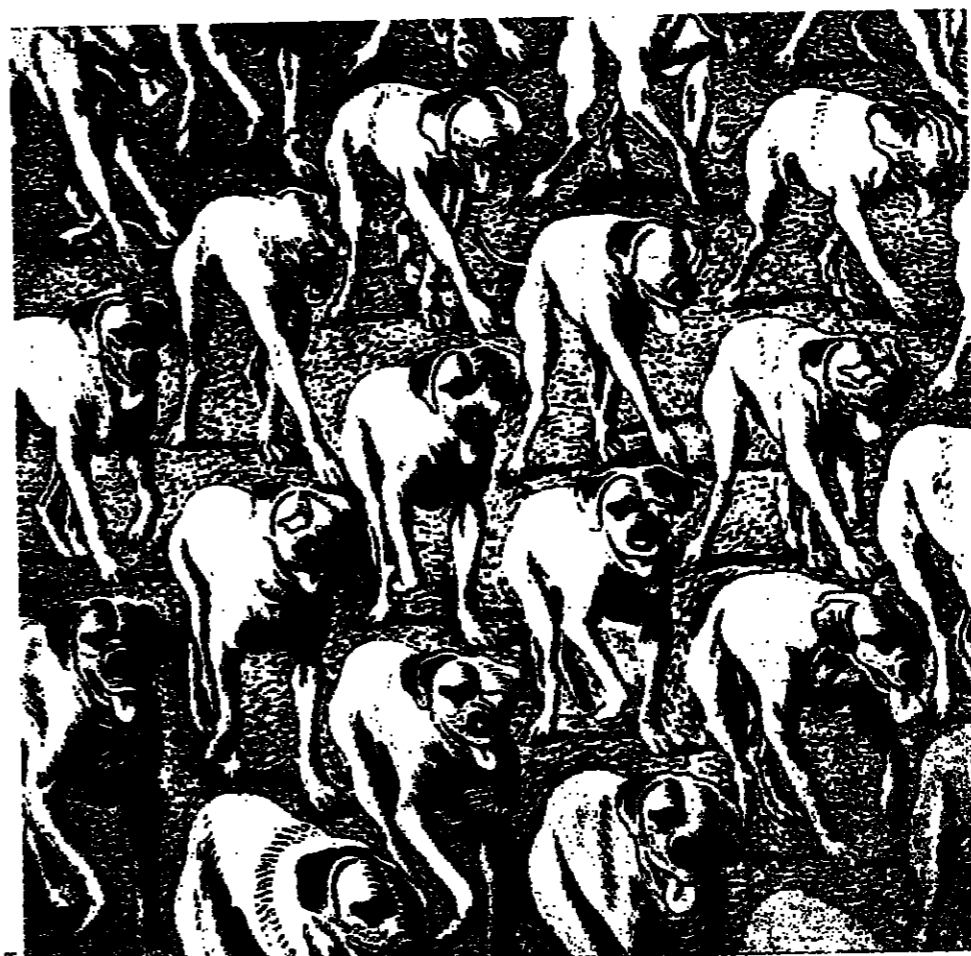
communauté des « braves gens qui s'aiment de détester ensemble », selon l'expression suggestive d'Albert Cohen (9).

On mesure la complexité des ressorts du racisme populaire et l'insuffisance de la plupart des moyens mis en œuvre pour lutter contre la progression du FN. C'est que les lites engagées se sont, pour l'essentiel, situées au niveau de la défense de quelques grands principes, en méconnaissant la base sociale particulière de ce mouvement.

Non pas que la démocratie ne soit pas à défendre. Mais elle ne peut plus l'être sous la seule forme représentative et formelle qu'on lui connaît (10). De la même manière, l'antiracisme de tradition humaniste a montré ses limites. Chercher, par exemple, à convaincre un ouvrier ou un employé de la supériorité morale de l'antiracisme sur le racisme ne lui donnera pas le moyen de trouver du travail s'il se trouve au chômage, ou même seulement de ne pas redouter de « tomber » dans le cycle infernal du chômage et de la précarité, peur que l'extrême droite sait bien exploiter. Dans cette mesure même, les idéaux humanistes risquent d'être rejetés comme des phrases creuses, si ce n'est comme des mensonges. Comme le dit justement Gilles Perrault, « le malheur est sourd aux leçons de morale » (11).

Mais il l'est tout autant aux leçons de l'histoire. C'est pourquoi une certaine rhétorique antifasciste, faisant appel à la mémoire des atrocités commises par les mouvements et régimes fascistes dans l'entre-deux-guerres et pendant la seconde guerre mondiale, en soulignant la filiation qui les relie au FN, se révèle tout aussi insuffisante : nécessaire pour la mobilisation contre l'extrême droite actuelle, elle ne permet pas de neutraliser le phénomène qui conduit influençablement vers elle des couches populaires à la fois victimes de la crise socio-économique et devenues incapables de se défendre par elles-mêmes.

ALAIN BRIER



HENRI CUECO. - « Troupes de chiens » (1991)

(7) Sur tous ces points, voir notre dernier ouvrage, *Déchiffrer les inégalités*, Syros, Paris, 1995.

(8) Les éléments d'analyse qui suivent ont été élaborés à partir des enquêtes en milieu populaire menées par Anne Tristan, op. cit. ; Marie-Paule Ziegler, « On se sent chez nous comme des immigrés, conscience ouvrière et dévotion lepéniste », in *Cahiers d'Artic' 31*, n° 2, 2^e trimestre 1990 ; une équipe de sociologues dirigés par Michel Wie-

vorica, *La France raciste*, Le Seuil, Paris, 1992. Cf. aussi l'enquête menée par Gilles Smadja, « En plongée dans l'électorat populaire du Front national », *L'Humanité*, 11 juillet 1995.

(9) Cité par Anne Tristan, op. cit., page 257.

(10) Cf. *Pour en finir avec le Front national*, Syros, 1993.

(11) Cf. « Pour un antifascisme militant », *Le Monde*, 8 mai 1995.

Nos précédents articles :

- Anvers la cosmopolite, Anvers la brune, par Ingrid Carlander (mai 1995).
- Solidarités dans l'extrême droite, par Brigitte Pätzold (mars 1994).
- A peine mesqués s'avancent les faussificateurs du passé, par Philippe Vidolier (janvier 1994).
- Marignane, anatomie d'un fief du Front national, par Gilbert Rochu (août 1993).
- L'inquiétante renaissance de l'extrême droite en Russie, par Denis Paillard (janvier 1993).
- Glissements au bord du gouffre, par Christian de Bris (janvier 1992).

EN RUSSIE

La dynamique des patriotes

L'incapacité du régime russe à dominer la crise et à empêcher la décomposition du corps social favorise l'expansion des thèmes identitaires et nationalistes repris par le camp patriotique, qui dépasse la multitude de groupes ultra, à la vie plus ou moins éphémère, s'agitant sur le devant de la scène.

Par
DENIS
PAILLARD *

EN raison de la crise très profonde que connaît le pays et de la violence de l'affrontement entre le pouvoir et l'opposition dite patriotique, une poussée de l'extrême droite en Russie n'est pas à exclure. Le succès de M. Vladimir Jirinovskij aux élections de décembre 1993 avait déjà témoigné de l'ampleur du phénomène (1), même s'il est peu probable qu'il se renouvelle lors des élections de décembre 1995.

Toutefois, on ne peut mesurer le danger extrême-miste en assimilant l'ensemble du camp patriotique à un conglomérat de forces d'extrême droite - « les rouges et les bruns » - comme on se réduit à le faire en Russie qu'en Occident (2). Une telle perception n'était pas sans fondement durant la période d'août 1991 (échec du putsch contre M. Mikhaïl Gorbatchev) à octobre 1993 (assaut contre le Parlement), lorsque l'opposition patriotique privilégiait les blocs unitaires : Bloc patriotique de l'opposition de gauche et de droite (février 1992), puis Front de salut national (octobre 1992). Mais elle a été remise en cause par le cours des événements (3).

D'un côté, depuis octobre 1993, tant les courants nationalistes que communistes sont traversés par une ligne de partage entre ceux qui déclarent jouer le jeu d'une opposition légaliste et parlementaire

(Parti communiste de Russie, Puissance Routskoï, parti de l'ancien vice-président Alexandre Routskoï...) et ceux qui prônent des modes d'action plus radicaux (Parti communiste ouvrier de Russie de M. Victor Anpilov, et la grande majorité des groupuscules ultranationalistes).

De l'autre, la guerre de Tchétchénie a renforcé la division entre nationalistes russes et communistes : les premiers, pour la plupart, ont choisi de soutenir, au nom de la grande Russie, la guerre entreprise par le pouvoir. À l'inverse, l'ensemble des organisations communistes ont multiplié les manifestations et dénoncé activement l'intervention militaire.

Il existe une constellation de groupes et groupuscules ultranationalistes, à l'existence parfois très éphémère, exposent plus ou moins ouvertement leurs idées dans de multiples publications au tirage restreint, ressassant le « génocide » du peuple russe et la dénonciation de tous les complots, tout en glorifiant les faits d'armes des forces armées en Tchétchénie (4).

Manifestations de force

Parmi eux on peut citer le Parti russe, le Parti national républicain russe, le Mouvement de libération nationale de Russie, le Mouvement national socialiste de Russie, le groupe Cent Noirs, l'Union nationale russe, le Parti national populaire etc. (5), groupuscules largement manipulés, aux rapports conflictuels et dont la sphère d'influence dépasse rarement le cadre régional (6).

Le seul réellement organisé est l'Unité nationale russe (RNE) de M. Alexandre Barkachov, dont les miliciens, habillés de noir, paradedent en tête des manifestations de l'opposition. Sur le thème « la sécurité c'est nous », ils ont « nettoyé » certains quartiers périphériques de Moscou des ivrognes et petits délinquants. Par-delà ces manifestations de force, le RNE a entrepris un travail d'implantation locale dans tout le pays et commencé à infiltrer cer-

tains syndicats indépendants. Pour les élections du 17 décembre, le RNE a décidé de ne participer à aucun bloc mais de présenter localement des candidats, qui n'afficheront pas ouvertement leur appartenance au mouvement (7).

Un autre groupe, le Parti national bolchevique, doit sa notoriété à la personnalité de ses animateurs. On y trouve l'écrivain Edouard Limonov et M. Alexandre Douguine, rédacteur de la revue *Elément*, qui en 1991-1992 fut le vecteur principal de la percée de la droite extrême occidentale dans les milieux patriotiques (8).

Actifs propagandistes

INDÉPENDamment de ces formations, un certain nombre d'acteurs de la scène politique propagent activement des idées d'extrême droite. Parmi eux, M. Sergueï Babourine, principal animateur du mouvement nationaliste ROS, représenté à la Douma par La Voie russe, défenseur actif d'un nationalisme grand russe (9) et, d'une révolution conservatrice nationale. Également, M. Victor Alkznis, l'ancien « colonel noir » de Riga, membre du comité de rédaction de la revue *Elementy*, qui fut, en septembre 1995, très brièvement, une des têtes de liste du bloc électoral Derzava (Puissance) animé par le général Alexandre Routskoï. Ou encore Alexandre Prokhanov, rédacteur en chef de *Den* (Le jour), rebaptisé *Zavtra* (Demain) au lendemain de l'interdiction de l'hebdomadaire à la suite des événements d'octobre 1993.

Reste que les thématiques identitaire et nationaliste débordent très largement les frontières des groupes nationalistes ultra, et se retrouvent aussi bien chez les membres des organisations issues de l'ancien Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) que dans les prises de position du pouvoir actuel.

Au cœur de l'idéologie de l'opposition patriotique, le patriotisme d'État s'accommode autant

d'un conservatisme de « gauche » que d'un conservatisme de « droite ». Cela explique aussi la place considérable qu'occupent les complots tant intérieurs qu'extérieurs dans l'explication de la catastrophe que vit la Russie. La question identitaire - qu'est ce que la Russie, après l'écroulement de l'empire ? - sert avant tout à désigner l'ennemi : FMI, « nouvel ordre mondial », États-Unis, Israël (10). Et l'antisémitisme, qui s'inscrit directement dans ce dispositif, se retrouve dans les discours des représentants des organisations issues de l'ex-PCUS.

À l'articulation de ces différents plans se dessine en Russie une dynamique d'extrême droite largement favorisée par l'incapacité radicale du régime à apporter quelque solution que ce soit à la crise et à la décomposition du corps social.

(1) Rappelons que, depuis 1993, M. Vladimir Jirinovskij a soutenu les principales mesures de M. Boris Eltsine, du coup de force sur le Parlement en octobre 1993 à la guerre en Tchétchénie en passant par la nouvelle Constitution.

(2) L'exemple le plus frappant est l'ouvrage de l'historien Walter Laqueur, *The Rise of the Extreme Right in Russia*, Harper Collins, New York, 1994 ; le rapport de Crida, « Racisme, extrême droite et antisémitisme en Europe » (année 1995) ne résume pas toujours à cette tentation.

(3) Lire Jean Radwan, « Retour de flamme en Russie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

(4) Les auteurs de l'ancien Musée Lénine sont un des principaux lieux de réunion publique de ces groupuscules : on y trouve non seulement toute la presse, mais aussi des cassettes de chants de la SS.

(5) En revanche, Parnist a quasiment disparu, victime d'affrontements internes : nombre des responsables des groupuscules nationalistes actuels sont passés par Parnist.

(6) En province, on trouve également une multitude de groupes ; parmi les centres importants on peut citer Saint-Petersbourg, Ekaterinbourg, Irkoutsk mais aussi le Kouban, au sud.

(7) Cette tactique a déjà été utilisée, avec succès, lors de récentes élections locales.

(8) Lire Denis Paillard, « L'inquiétante renaissance de l'extrême droite en Russie », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993. Spectaculaire en 1992, cette percée a été brutalement stoppée à la suite d'un article renouissant d'un des idéologues du mouvement expliquant que l'opposition patriotique n'a rien à voir avec les héritiers des nazis.

(9) ROS se définit comme « organisation de la résistance blanche face au régime de tradition nationale ». (10) L'identification massive au camp serbe dans le conflit en ex-Yougoslavie, relève d'une identification à celui qui affronte l'ennemi occidental.

La Russie sous la pression de l'Occident

Si la campagne électorale n'est pas étrangère au durcissement de Moscou à l'égard des Occidentaux, le mécontentement du Kremlin a des racines plus profondes. La proposition d'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale lui apparaît comme un acte d'hostilité. Et les dispositions du traité de 1990 sur la réduction des forces conventionnelles en Europe limitent l'intervention de la Russie face à de nouvelles crises régionales, sur son propre territoire. Pour les États-Unis, c'est un double moyen de pression sur la politique russe.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE*

Le jeudi 28 septembre 1995, M. Willy Claes, alors secrétaire général de l'OTAN, présentait, au nom des États membres de l'organisation, une étude adressée aux pays d'Europe centrale et orientale sur les conditions de leur adhésion, après la période de transition du « partenariat pour la paix » (1). Par ailleurs, le 17 novembre dernier, les pays signataires du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) ont fait le point sur la réduction des forces classiques entre l'Atlantique et l'Oural.

Or ces deux sujets sont une importante pomme de discorde entre la Russie et l'Occident. L'élargissement de l'OTAN est considéré comme un acte d'hostilité par le Kremlin, qui demande, en outre, que soient modifiées les dispositions du traité FCE concernant l'implantation de ses forces sur les flancs de son territoire.

À l'origine de la volonté d'élargissement de l'OTAN, dont le mémorandum de M. Willy Claes marque une étape importante, se trouve une indiscutable aspiration de divers gouvernements des anciennes « démocraties populaires ». Plusieurs d'entre eux ont, après la chute des régimes communistes, manifesté, plus ou moins discrètement, leur désir d'être protégés contre un éventuel retour en force de la prépondérance soviétique dans l'est de l'Europe : si improbable qu'elle fût, c'était une hypothèse évoquée, par exemple, à Varsovie, à Prague et à Budapest. Aux yeux des dirigeants polonais, tchèques, slovaques et hongrois, le seul moyen d'y parer était de faire garantir leur protection par les États-Unis par le biais de leur adhésion à l'OTAN.

Tout autre système ne leur paraissait pas crédible. Ils le disent chaque fois que d'autres formules, plus européennes, leur furent officiellement sug-

* Auteur, notamment, de 39-45. Une guerre inconnue, Flammarion, Paris, 1995.

gérées. Ainsi refusèrent-ils très clairement, lors de la conférence convoquée à Prague en 1992 à l'initiative du président François Mitterrand, un projet de confédération qui n'impliquait ni leur adhésion à l'OTAN ni leur participation entière à la Communauté européenne. Par là, ils confirmaient qu'ils n'envisageaient pas d'autre système de sécurité que la protection américaine ni de construction européenne autre que celle qui existe et fonctionne effectivement.

Il en résulta une réaction hostile et sans ambages de Moscou et du président Boris Eltsine lui-même. Engagé tout entier dans une politique d'entente à tout prix avec les États occidentaux, et d'abord avec les États-Unis, au point d'être accusé de s'aligner systématiquement sur les positions américaines, il y voyait un inacceptable signe de défiance envers ses choix et peut-être même envers sa personne. Si les Occidentaux incorporaient à leur organisation militaire, reportant plus à l'est l'ancienne ligne de partage de la guerre froide, à quoi avait-il donc servi d'orienter la politique russe vers une entente débridée et constante avec eux ? On ne comprendrait pas l'acharnement de la politique russe à combattre l'élargissement de l'OTAN si l'on oubliait qu'il procède d'une réaction personnelle et, pour ainsi dire, passionnelle du président Eltsine lui-même.

La réaction russe compte pour beaucoup dans les réserves de nombreuses capitales occidentales, en particulier Paris et Londres, à l'égard d'une éventuelle extension de l'OTAN à l'Est : ils ne voulaient pas détériorer leurs relations avec Moscou, a fortiori rétablir artificiellement un nouveau « front » Est-Ouest. Mais, avant tout, ils entendaient éviter de se placer dans un engrenage incontrôlable. Si les candidatures à l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie,

de la Slovaquie et de la République tchèque étaient acceptées, les pays baltes poseraient la leur ; et si la Roumanie un jour y adhérerait, la Moldavie pourrait demander à la suivre. Bientôt se poserait le problème de l'adhésion de l'Ukraine elle-même. Or cet élargissement suppose que les pays occidentaux s'engagent à défendre, au besoin par tous leurs moyens militaires, le statut territorial actuel issu du démantèlement de l'ancienne Union soviétique.

Mais, bien que les responsables européens ou américains hésitent à le reconnaître ouvertement, nul n'est sûr de la pérennité de ce démantèlement, ni des frontières qu'il a engendrées. À preuve la volonté affichée des Biélorusses de se lier à nouveau avec la Russie, le succès des partisans de liens plus étroits entre Kiev et Moscou lors des élections législatives ukrainiennes de 1994, le problème posé par la population russe de Crimée ou par les très fortes communautés russes d'Estonie et de Lettonie.

Appuyée principalement par l'Allemagne - qui est, de tous les États européens, celui qui tient le plus au maintien du statut territorial hérité de la désagrégation de l'URSS -, l'administration américaine a donc élaboré les conditions que devront remplir les postulants à l'OTAN. L'habileté de ceux qui les ont conçus est de lier autant que possible cette adhésion à l'intégration dans l'Union européenne, car ce sont « des processus qui se soutiennent mutuellement ». L'OTAN prévient qu'elle accordera une « considération particulière aux pays qui ont la perspective d'adhérer à l'Union européenne ». Ainsi les candidats sont-ils mis devant une obligation : remplir les conditions financières, économiques et sociales de leur adhésion à l'Union européenne pour obtenir leur intégration à l'alliance, celle-ci entraînant « des obligations financières considérables ». Quant aux pays de l'OTAN, comme la France, qui craignent une tension inutile avec la Russie, il est précisé, pour les apaiser, que toute l'affaire doit se situer dans une « architecture européenne de sécurité », et que l'alliance développera simultanément avec Moscou une « coopération contribuant à garantir que l'Europe ne sera plus jamais divisée en camps opposés ».

Cette architecture était également en cause le 17 novembre 1995, échéance de la mise en application définitive du traité FCE, signé le 19 novembre 1990 à Paris. Cet accord prévoyait une réduction considérable du volume des cinq composantes principales des forces classiques - chars, autres engins blindés, artillerie, aviation et hélicoptères - sur l'ensemble du théâtre européen, 100 000 armes étant ainsi promises à la casse. De plus, les forces restantes devaient être réparties, à l'intérieur de chaque État, en zones géographiques, de manière à ne représenter aucune menace d'agression par surprise. Le traité ayant été négocié et conclu dans le prolongement de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), sa validation a été placée sous la responsabilité de l'organisation qui en est issue, l'OSCE, basée à Vienne, et sa mise en



MOSCOU RÉSISTE À L'EXTENSION DE L'OTAN VERS L'EST

application est supervisée par un personnel militaire qui dépend d'elle. Il est paradoxal que soit ainsi mise en œuvre une construction imitée sous le signe de l'ancien conflit Est-Ouest, tenant compte de l'existence des deux blocs, cherchant à établir entre eux un certain équilibre et destinée à réduire les tensions héritées de la guerre froide. Car seul l'un de ces blocs subsiste, l'autre ayant disparu entièrement. C'est peu dire qu'il n'est plus question d'équilibre entre eux : l'éclatement du pacte de Varsovie et le démantèlement de l'Union soviétique ont entièrement renversé le rapport des forces et la situation stratégique en Europe. La perspective de l'adhésion à l'Alliance atlantique de plusieurs États autrefois membres du pacte de Varsovie souligne encore plus l'obsolescence du traité FCE.

Et pourtant il est en passe d'être appliqué. À l'échéance du 17 novembre, les trente pays signataires constataient que les armements conventionnels avaient été ramenés à 40 000 chars, 60 000 véhicules blindés, 40 000 pièces d'artillerie, 13 600 avions et 4 000 hélicoptères.

Un flanc sud déstabilisé

MAIS, si remarquable que soit ce résultat, il n'est pas complet. Le 15 novembre, en effet, le ministre russe de la défense, le général Gratchev, faisait savoir que son pays ne pourrait appliquer intégralement les dispositions du traité.

C'est que les réalités politiques, stratégiques et militaires ont changé pour la Russie, dont la situation territoriale a été le plus profondément bouleversée par les changements intervenus ces dernières années. Le traité délimite, en particulier, sur son territoire actuel huit régions qui en constituent maintenant les flancs depuis la dislocation de l'Union soviétique (voir carte), et fixe le plafond d'armements qui peuvent être déployés dans chacune d'elles (2). Ce sont les régions de Leningrad, Novgorod, Pskov et Kaliningrad sur le flanc nord, et de Volgograd, Rostov, Krasnodar et Stavropol sur le flanc sud, avec un maximum de 600 chars par flanc. Le gouvernement russe invoque les transformations radicales de la situation stratégique et le nouveau tracé des frontières entre États pour demander qu'une autre répartition des forces soit possible sur son propre territoire, afin de retrouver, le cas échéant, une certaine liberté d'action. C'est donc à partir de ses démarches que s'est engagée une négociation qui doit aboutir en mai prochain à une conférence européenne sur l'adaptation, mais aussi sur la consolidation du traité.

Les demandes russes s'expliquent par l'éventualité de crises provoquées par des communautés nationales qui, pour une raison ou pour une autre, contestent le nouveau tracé des frontières ou, du

moins, le statut politique et juridique qui leur est imposé. Plus précisément, l'affaire tchétchène a montré les risques d'affrontements armés qui pouvaient en résulter et les déplacements de forces militaires que de telles crises pouvaient nécessiter.

Il est significatif de voir quelles sont à cet égard les réactions des pays limitrophes de la Russie. Si les trois États baltes sont les seuls, parmi les États héritiers de l'ancienne Union soviétique, à ne pas avoir adhéré au traité et si, par conséquent, leurs préoccupations éventuelles ne sont pas prises en compte officiellement par l'OSCE, la question des régions militaires du flanc nord n'est pas séparée des incertitudes pesant sur cette partie du continent. L'OTAN et l'Union européenne s'inquiètent, quant à elles, d'une concentration excessive de troupes russes aux frontières de la Norvège, membre de la première, et de la Finlande, membre de la seconde.

Le Kremlin s'intéresse essentiellement au flanc sud, où il demande les modifications les plus significatives du dispositif actuel. Rien de plus compréhensible : la région du Caucase est la plus sérieusement déstabilisée, avec la révolte tchétchène en territoire russe, la révolte abkhaze en Géorgie, le conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le conflit entre Ingouches et Ossètes, à cheval sur plusieurs frontières. Si la Turquie peut s'en inquiéter, ses objections ne seront pas déterminantes, dans la mesure où la partie orientale de son territoire - située en Asie - n'est pas concernée par la répartition ter-

ritoriale des forces conventionnelles que prévoit le traité FCE.

Une négociation va donc s'ouvrir, qui devra aboutir au mois de mai 1996 et portera sur les difficultés d'application du traité. Elle sera facilitée par la volonté générale des signataires de ne pas remettre en cause le traité lui-même. Le gouvernement russe, en particulier, n'a suggéré à aucun moment qu'il voulait s'en retirer - ce qu'il aurait évidemment pu faire en invoquant son obsolescence. Seule la carte des zones d'implantation des forces conventionnelles est en cause : or elle n'est pas incluse dans le traité, dont elle ne constitue qu'une annexe. On peut donc en discuter sans le remettre directement en cause. Le traité comporte, en revanche, le principe de la répartition par zones géographiques des forces conventionnelles : c'est par là que les négociateurs occidentaux ont pris sur leurs interlocuteurs russes.

Dès lors, en effet, que ces derniers ne paraissent pas désireux de se retirer du traité, la discussion ne porte que sur sa mise en application, c'est-à-dire sur le volume des forces réparties entre les régions militaires de Russie, et plus particulièrement sur le flanc sud. On comprend donc pourquoi les Occidentaux acceptent d'en discuter : ils veulent avant tout garder cet instrument d'influence et même de pression que le traité leur donne et qui leur permet de peser, dans une mesure importante, sur le système de défense de la Russie.

On retrouve ici le même raisonnement et les mêmes motivations qui inspirent leur projet d'extension à l'Est de l'OTAN : il n'est évidemment pas vital pour les États-Unis, mais il est ressenti comme une marque de défiance, sinon d'hostilité, par le président Boris Eltsine. Sans qu'on le fasse aboutir à brève échéance, il sert, tout comme la négociation sur les flancs prévus par le traité FCE, de moyen de pression permanente sur la Russie : elle devra s'en souvenir dans ses autres choix de politique étrangère, plus urgents et plus importants aux yeux de Washington, s'agissant par exemple de l'Irak ou de l'ex-Yugoslavie.

Nul doute que l'administration américaine en tiendra compte dans ses négociations avec la Russie sur le flanc sud. Le ministre russe des affaires étrangères ne déclarait-il pas, le 20 novembre, que l'élargissement de l'OTAN à l'Est pourrait « faire sauter » le traité sur les forces conventionnelles ?...

(1) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Filles et contradictions du nouveau système de sécurité occidentale », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

(2) Les plafonds fixés par le traité, en 1990, pour les forces armées russes se montent à 13 300 chars, 20 000 véhicules blindés, 13 700 pièces d'artillerie, 15 150 avions et 1 500 hélicoptères, chiffres globaux répartis ensuite en annexe dans les huit régions définies.

ATLAS DES PEUPLES D'EUROPE OCCIDENTALE

Jean Sellier
André Sellier



Prix de lancement : 275 F jusqu'au 29-02-96
295 F au-delà

- Du Moyen Âge à nos jours, l'histoire de la formation des peuples d'Europe occidentale abordée par grands espaces géographiques
- Une centaine de cartes en couleur.

Déjà parus dans la même collection

Atlas des peuples d'Orient 295 F
Atlas des peuples d'Europe centrale
(éd. 1995) 295 F

LA DÉCOUVERTE

سكندرية

هكذا من الاجل

L'ANTISÉMITISME DU III^e REICH

L'autre face du génocide

Mille cent trente-six pages pour raconter le sort des centaines de milliers de martyrs du génocide commis par l'occupant nazi en Union soviétique : c'est le fameux *Livre noir*, dont le texte intégral vient, pour la première fois, de paraître en français (1).

Commandé en 1942 par le Comité antifasciste juif d'URSS aux journalistes-écrivains Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, il rassemble les témoignages de correspondants de guerre soviétiques sur les massacres antisémites commis par les troupes allemandes et leurs collaborateurs. Mais l'œuvre ne paraît pas. Car le Comité juif antifasciste, créé pendant la seconde guerre mondiale pour mobiliser les juifs du monde en faveur de l'Union soviétique, est victime, dès 1946, de la répression stalinienne contre le « cosmopolitisme », en premier lieu le « nationalisme juif » (lire, ci-dessous, l'article de Laurent Rucker). Ses dirigeants sont « jugés » en 1952, quand ils n'ont pas, comme le grand acteur Solomon Mikhoels, été assassinés avant.

Saisi avant impression, *Le Livre noir* sera partiellement édité en Israël dans les années 70. Sa parution - dans la traduction du texte russe complet dont Ilya Ehrenbourg avait corrigé les épreuves - donne au lecteur français la mesure du rôle décisif joué par l'extermination des juifs soviétiques dans la mise en œuvre de la « solution finale » planifiée lors de la conférence de Wannsee, en janvier 1942. C'est bien sur le « front de l'Est » que la SS a expérimenté l'anéantissement des juifs d'Europe. On l'oublie trop souvent. - D.V.

QUAND Hitler attaque l'Union soviétique en juin 1941, la guerre européenne prend un tournant capital, et la guerre contre les juifs entre dans sa phase finale. Les exécutants sont des unités spéciales de la police et de la SS, les *Einsatzgruppen*, qui avancent sur les talons de la Wehrmacht et procèdent à la mise à mort de dizaines de milliers d'hommes juifs. Dans les régions annexées par l'Union soviétique en 1940, les pays baltes et l'Ukraine occidentale en particulier, des groupes antisémites locaux les secondent avec zèle, et les principales villes deviennent la scène de pogroms dont la violence excède les pouvoirs de l'imagination.

Puis, au courant de l'été 1941, la tuerie prend un tournant systématique. Le cercle des victimes est élargi aux familles, aux femmes, aux enfants et aux vieillards indistinctement, les uns et les autres fusillés au bord ou au fond de fosses communes, après avoir été contraints d'abandonner leurs affaires et de retirer leurs vêtements. À la fin de 1941, probablement 500 000 juifs avaient été massacrés. Un nombre approximativement deux fois aussi élevé le seraient au cours de l'année suivante.

Jamais encore la politique antisémite du III^e Reich ne s'était faite aussi violente. Ce déchaînement, inscrit pour ainsi dire dans les gènes du nazisme, découlait logiquement de la définition qu'il avait construite de l'adversaire soviétique : non seulement puissance étatique, mais aussi et surtout puissance idéologique où confluaient les images de deux ennemis essentiels, le judaïsme

et le bolchevisme, et subsidiairement celle du « sous-homme » slave. Autant de concepts fondateurs de l'identité nazie qui imprégnaient en même temps de larges strates de la société allemande.

Le caractère destructeur d'une guerre conçue dès le départ comme une « guerre d'anéantissement » allait être puissamment renforcé par la résistance inattendue de l'adversaire et par la perspective de plus en plus probable d'une extension du conflit, qui intervint à la fin de 1941 avec l'entrée en guerre des États-Unis. Or le passage à la guerre totale ne seulement exacerba la fureur meurtrière des nazis, qui y virent une machination juive visant à détruire l'Allemagne, mais elle fournit les conditions favorables à leurs crimes.

Alors que, pendant la campagne de Pologne, les chefs de la Wehrmacht avaient mis le holà aux actions de la SS contre les élites polonaises et contre les juifs, ils apportèrent en Russie, dans le droit fil de leur anticommunisme et de leur antisémitisme, une aide substan-

tielle aux sbires de Himmler. Dans l'ambiance crépusculaire que répandait la prolongation d'une guerre de plus en plus éprouvante, les élites et la population allemandes allaient serrer les rangs, et fermer les yeux et les oreilles.

Mais le déchaînement de l'été 1941 importe aussi et surtout parce qu'il se prolonge dans l'extermination de tous les juifs de l'Europe nazie. La vague meurtrière lancée vers l'est repartait bientôt vers l'ouest pour englober l'ensemble du continent. Même si la chronologie, les modalités et les motivations de cette décision restent objets de débat pour les historiens, il est certain du moins que les préparatifs en vue d'une extermination à l'échelle européenne ne furent entamés qu'après l'amorce contre l'Union soviétique. Et s'il est loisible de débattre de leur rapport exact avec les vicissitudes de leur campagne sur l'Est, il demeure que les massacres sur le sol soviétique furent une étape décisive du génocide, dont ils constituent une face à part entière, et trop souvent oubliée.

Étape décisive, parce que c'est dans les plaines de l'Est que la SS fit l'apprentissage de la tuerie de masse. Chose qui n'allait pas de soi, même pour des troupes idéologiquement aguerries, et dont les effets se firent sentir par la suite dans toute l'Europe nazie : en 1943-1944, les actions répressives les plus sanglantes menées par les Allemands en France seraient le fait d'hommes qui appartenaient aux *Einsatzgruppen* en 1941-1942. C'est aussi en Union soviétique, et dès l'été 1941, que Himmler, prenant la mesure de l'énorme tâche à accomplir et des problèmes psychosomatiques qu'elle engendrait chez ses exécutants, comprit qu'il fallait chercher des moyens plus efficaces et moins éprouvants. Le bricolage improvisé de camions spéciaux, dont les gaz d'échappement étaient utilisés pour asphyxier les personnes enfermées à l'intérieur, fut un pas important vers l'invention de l'extermination industrielle. Le premier centre de mise à mort, celui de Chełmno, créé à la fin de 1941, s'en inspira directement puisqu'il allait fonctionner avec un moteur Diesel, avant que l'emploi à Auschwitz d'un désinfectant puissant, le Zyklon B, s'imposât comme la solution de loin la plus efficace.

Une barbarie primitive

TERRAIN d'apprentissage et champ d'expérimentation, l'Union soviétique occupée fut même prévue initialement comme le lieu d'assassinat des juifs d'Europe. Ce fut, de fait, la destination mortelle des premiers convois de juifs déportés d'Allemagne en automne 1941. En définitive, les camps d'extermination furent installés plus à l'ouest, sur le territoire de l'ancienne Pologne, donnant naissance à deux pratiques divergentes. Tandis que les nazis transportaient les juifs du reste de l'Europe vers les camps de Pologne, ils continuèrent, en Union soviétique, à aller se saisir d'eux sur les lieux de résidence et à les tuer par les méthodes habituelles. Affaire de distances et de capacités de transport, sans doute, mais aussi logique d'une politique de terreur

conçue pour pacifier les arrières dans le cadre d'une « guerre d'anéantissement » qui ferait, en dehors des juifs, des millions de morts, parmi les prisonniers de guerre comme parmi la population civile.

C'est donc une autre face du génocide que montre la politique nazie en Union soviétique. Ici, point de mort administrée comme dans les camps d'extermination, au terme d'un transport plus ou moins long, mort que les bourreaux déguisaient du mieux possible en opération d'hygiène et qu'ils infligeaient de manière quasi clinique, avant de faire partir en fumée les cadavres de leurs victimes, d'effacer la trace d'un passage d'homme sur cette terre. Mais une mort violente, sang-

lante, infamante, qu'il n'est même pas possible de qualifier de boucherie tant fait défaut la méthode du boucher : personnes rouées de coups de crosse, accumulation de blessés et d'agonisants dans des fosses bruyantes de râles et de gémissements et qui seront fermées sur bien des respirations, meurs pris de boisson et ruisselant du sang de leurs victimes.

Ces massacres à ciel ouvert commis dans le voisinage d'innombrables localités, il n'était même pas question de les tenir secrets, ni pour les populations locales ni pour les troupes allemandes. À la différence de ce qui se passa pour les camps d'extermination, les nouvelles, en dépit des barrières dressées par les autorités, filtrèrent très rapidement vers l'Allemagne d'abord. Les traces des fosses communes qui jonchaient le territoire soviétique, et qu'un renversement de la situation militaire pouvait rendre compromettantes, devaient être supprimées. Himmler confia donc à une équipe spéciale le soin de déterrer et de brûler les myriades de cadavres qu'elles contenaient. Cette tâche immonde, des juifs durent l'accomplir, avant d'être à leur tour assassinés et brûlés sur des bûchers d'occasion arrosés d'essence.

Auschwitz est devenu à bon droit le synonyme d'un génocide sans précédent et sans équivalent par la combinaison qui le caractérise de fanatisme idéologique, de rigueur administrative et de méthode industrielle. Mais cela ne saurait faire oublier ce qui s'est passé dans les plaines de l'Est, et n'a d'ailleurs, à ma connaissance, jamais fait l'objet d'une tentative de négation. Ce qui s'y donne à voir du nazisme, ce n'est pas sa modernité, notion aussi difficile à éviter qu'à définir précisément, mais bien au contraire cette face de barbarie primitive qui a trouvé dans *Le Livre noir* un témoignage saisissant.

(1) Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, *Le Livre noir*, coll. « Hébraïca », Actes Sud-Solita, Arles-Paris, 1995, 1136 pages, 285 F.



MARC CHAGALL. - Costume pour le Théâtre juif d'État de Moscou (1921)
Miraculé : à peine roussi, ce dessin a échappé à l'incendie qui détruisit, fin 1940, les archives du théâtre, présage de l'extermination prochaine du monde juif

Pourquoi Staline liquida le Comité antifasciste juif

Par LAURENT RUCKER

IMPOSÉE par Staline, la décision de ne pas publier *Le Livre noir* n'a pas été un acte isolé. Elle s'inscrivait dans le cadre de l'opération, engagée dès 1946, de liquidation du Comité antifasciste juif (CAJ) (1). Créé au printemps 1942, certainement à l'initiative de Lavrenti Beria, mais sans aucune décision officielle, ce comité avait pour mission de mobiliser les juifs à travers le monde en faveur de l'URSS et de récolter des fonds pour l'effort de guerre soviétique. La communauté juive américaine constituait la cible privilégiée de cette campagne, qui se faisait pour objectif de l'amener à faire pression sur le gouvernement des États-Unis en vue de l'ouverture d'un second front en Europe. Présidé par le grand acteur juif Solomon Mikhoels, le CAJ était dirigé par des collaborateurs de la Sécurité d'État, proches de Beria : Chakhno Epstein, Yitzhak Fefer et Grigori Heifetz. Il comptait parmi ses membres quelques-uns des plus grands noms de la culture juive soviétique (Peretz Markish, David Bergelson, etc.).

En 1946, au moment même où la publication du *Livre noir* est remise en question, les premiers rapports dénonçant le caractère « nationaliste bourgeois » des activités du CAJ émanent du parti sous la signature de Mikhaïl Sousslov et de la Sécurité d'État. L'opération de liquidation du CAJ s'achèvera

en août 1952, après six ans d'instruction et trois mois de procès à huis clos, par la condamnation à mort et l'exécution des trois accusés, dont Solomon Lozovski, Yitzhak Fefer, David Bergelson, Peretz Markish. Solomon Mikhoels ne fut pas jugé comme les autres membres du CAJ : il avait été assassiné en janvier 1948 à Minsk par la police de Staline, pour des raisons qui n'ont pas encore été élucidées.

La suspension de la publication du *Livre noir* et la machination montée contre le CAJ ne s'expliquent ni par la supposée paranoïa de Staline ni par le seul antisémitisme. Ce sont avant tout des aspects de la reprise en main de la société soviétique par Staline au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les espaces de liberté concédés pendant la guerre, pour cause de défense de la patrie soviétique, fondent alors comme neige au soleil. Le signal du retour à une stricte orthodoxie idéologique est donné par Andréï Jdanov en 1948. Cette *jdanovitchina* vise d'abord les intellectuels et la vie culturelle. La lutte contre les « influences étrangères » et l'« individualisme petit-bourgeois » est lancée. Puis ce sera le combat contre le nationalisme (non russe) et, d'un pas allègrement franchi à partir de 1949, contre le « cosmopolitisme » - un euphémisme stalinien pour désigner le « nationalisme » juif.

Dès 1948, les rapports de la section de politique extérieure du PCUS dénoncent à longueur de pages les manquements du Comité antifasciste juif à la ligne définie par Lénine et Staline sur la question nationale. Ils stigmatisent l'influence exercée par les

organisations sionistes américaines sur le comité. Toute expression d'un quelconque « particularisme juif » devient suspecte. *Le Livre noir* cumulait donc tous les défauts : il concernait les juifs et était le fruit d'une initiative internationale. Il alimentait donc les dossiers de l'instruction qui précède le procès du CAJ. Tout cela n'empêche nullement, par ailleurs, Staline de soutenir simultanément, avec vigueur, la création de l'État d'Israël, puis les forces armées juives dans leur affrontement avec les soldats arabes.

Lavrenti Beria, cible de la machination ?

LA reprise en main de la société soviétique s'accompagne d'un renforcement du pouvoir de Staline. De très nombreux éléments convergents montrent que l'attaque contre le Comité antifasciste juif visait Vassili Molotov et Lavrenti Beria. Le juif visait Vassili Molotov et Lavrenti Beria. Le dictateur préparait à l'époque une nouvelle purge afin de se débarrasser du dernier carré de la vieille garde stalinienne. La femme de Molotov, Paulina Jemtchoujina, liée au comité, fut arrêtée et emprisonnée. Molotov se vit intimé de divorcer avant de tomber en disgrâce en 1949 (2).

Lavrenti Beria, rival potentiel du maître du Kremlin, était la cible principale de la machination contre le CAJ. Parrain du comité, il le contrôlait étroitement (3). Comme souvent en pareil cas, Staline fit lancer

l'attaque contre le comité par un proche de Beria : le ministre de la Sécurité d'État, Viktor Abakoumov. Mais celui-ci fit traîner l'affaire et fut arrêté en juillet 1951. Dès lors, l'instruction et le procès furent bouclés en moins d'un an par Semion Ignatiev et Mikhaïl Rioumine.

Parallèlement à cette opération interne, une consolidation du système communiste dans les démocraties populaires est entreprise. Des grands procès, semblables à ceux de 1938-1939 en URSS, sont organisés. Le procès de Prague en 1952 vise des hommes proches de Beria et reprend les mêmes chefs d'accusation que celui du CAJ : nationalisme bourgeois, espionnage au profit de l'impérialisme et du sionisme, etc. Enfin, quelques semaines avant la mort de Staline, le « complot des blouses blanches » - des médecins soviétiques accusés d'avoir voulu assassiner Staline - visait directement Beria et les juifs.

La suspension de la publication du *Livre noir* fut-elle le premier maillon d'un projet de déportation massive des juifs soviétiques ? Malgré de nombreux éléments tendant à alimenter cette hypothèse, aucun document n'a été trouvé à ce jour prouvant l'existence d'un tel projet.

(1) Voir à ce sujet les travaux réalisés depuis l'ouverture des archives soviétiques : Alexandre Bortchagovski, *L'Holocauste inachevé, ou comment Staline tenta d'éliminer les juifs d'URSS*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1995, et Jean-Jacques Marie, *Les Derniers Complots de Staline*, Complexe, Bruxelles, 1993.
(2) Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, Paris, 1995.
(3) Amy Knight, *Beria*, Aubier, Paris, 1994.

* Historien, chargé de cours à l'université Paris-X.

Moscou, Pékin, Hanoï :

CYNISME et corruption, telles sont les « rationalités » dominantes des économies en place ou en formation en Russie, en Chine et au Vietnam. Le pouvoir est confié par l'ancienne classe dirigeante qui a su détourner à son profit une part essentielle de l'ancienne propriété d'État dans des conditions d'improvisation ne satisfaisant guère les institutions financières internationales. Il ne suffit pas en effet de piller la richesse publique pour ériger solidement une économie de marché.

Par GABRIEL KOLKO *

Aussi étonnant que cela puisse paraître après l'effacement de l'URSS et les profonds changements à l'œuvre en Chine et au Vietnam, il n'y a en rien rupture entre les anciens et les nouveaux régimes : demeurent intacts pouvoirs et privilèges de ceux qui gouvernaient en tant que communistes. La seule révolution digne de ce nom se situe sur le plan de la rhétorique et des justifications théoriques des politiques menées, la mystification appelée « marché » remplaçant cette autre, marxiste, nommée « lois de l'histoire ».

Les responsables cyniques qui dirigeaient ces nations, et dont l'idéologie avait de plus en plus pour but de masquer un appétit sans frein de pouvoir personnel, avaient depuis longtemps oublié le credo égalitaire socialiste. Rien dans la doctrine légaliste, fondée sur la mise sous tutelle, au nom de la discipline communiste, à la fois des membres du parti et de l'opinion, n'empêchait l'élite de conclure que ses intérêts seraient mieux respectés dans ce « marché » issu de la confiscation de ce qui fut propriété de la société. De cette transformation sans précédent d'un pouvoir politique et économique émerge ce qui, faute de mieux en ce monde étrange où nous vivons, peut être appelé « capitalisme bureaucratique ».

Depuis au moins une décennie, le partage du pouvoir en Russie, en Chine et au Vietnam a reflété les équilibres changeants et les tensions entre blocs rivaux disposant de clientèles et jouant sur les alliances régionales. Pour maintenir en place ces coalitions, les loyautés de protégés sont cultivées, aux niveaux national et local, protégés unis par patronage et privilèges, mais, les liens idéologiques étant tenus par là, de telles ententes sont éminemment fragiles. Ce système de gouvernement que l'instabilité mine en permanence a fortement modelé les formes prises par la politique de privatisation et l'économie de marché en Russie et en Chine, et le Vietnam est engagé sur la même voie. De la sorte, les stratégies choisies sont inspirées par la volonté de servir et de renforcer les intérêts privés des dirigeants bien plus que par des théories, fumeuses par essence, sur l'efficacité économique (1).

Dans les trois pays, la première génération arrivée au pouvoir une fois disparue, une plus jeune couche de bureaucrates et de technocrates a permis l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante composée des membres de la nomenclature privilégiée du parti, de leurs enfants et de gestionnaires de haut rang. Pour ces carriéristes qui se taillent et se partagent des empires, peu importent les idéologies socialistes, de toute façon fortement dépréciées par Staline et Mao, pas plus qu'importe les doctrines capitalistes, l'essentiel étant de renforcer leurs intérêts. Un opportunisme qui rend, autant que la survie du socialisme, impossible la création de ces économies de « marché » concurrentiel dont parle la

* Historien, auteur notamment de *Century of War*, The New Press, New York, 1994.

Édité par la SA Le Monde
Société anonyme
avec direction et conseil de surveillance
Comité exécutif :
Jean-Marie COLOMBANI,
président du conseil,
directeur de la publication
Dominique ALDUY
directeur général
Noël-Jean BERGEROUX
directeur de la rédaction
Eric FIALLOUX
directeur de la gestion
Anne CHAUSSEBOURG
directeur délégué

Imprimerie
du Monde
12, r. M. Gansbourg
93852 IVRY

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réimpression ou autre, utiliser nos numéros de téléphone vers :
Paris et sa banlieue : 05-03-11-36
Province : 05-36-11-11

mythologie du Fonds monétaire international. Ce qui se met en place diffère des deux systèmes.

Les changements en cours en Russie préfigurent probablement les évolutions prévisibles en Chine et au Vietnam dans la mesure où le rôle de la nomenclature communiste - descendants inclus - a jusqu'à présent été virtuellement identique ici et là.

À la fin des années 80, les gestionnaires de la plupart des entreprises d'État russes disposaient d'une autonomie de plus en plus grande ; lorsque, après 1987, la réforme et les privatisations furent lancées, ces hommes possédaient le savoir et les relations leur permettant de s'assurer du contrôle de l'ensemble du phénomène et d'en être les principaux bénéficiaires. Selon la loi originelle sur les privatisations, les travailleurs se voyaient accorder des droits, mais les « patrons » leur retirèrent tout pouvoir de contrôle, tout en affirmant souvent que « la propriété collective » serait défendue. Grâce à leurs liens politiques avec les ministères-clés et à leur aptitudes à maîtriser les failles du système, ces dirigeants acquirent tout de suite une position dominante. De leur côté, les administrations fixèrent à un bas niveau le prix d'achat pour l'encadrement et attribuèrent souvent des crédits non marchés pour financer le transfert (2).

Ces gestionnaires dirigent une grande partie de l'économie, beaucoup jouissent de droits de propriétaires privés sans en avoir en général les responsabilités ; la plupart cependant conservent des liens juridiques avec l'État dont les intérêts sont aussi en théorie protégés de diverses manières - notamment la possibilité d'associer sous forme de monopole des firmes de secteurs-clés aux fins de poursuivre des

objectifs communs. Relations ambiguës entre l'État et l'industrie qui sont d'une grande importance, car ces associations jouent un rôle de plus en plus crucial dans le modelage de la structure du pouvoir politique. Elles continuent de recevoir d'énormes subventions de l'État lorsqu'elles ne sont pas « bénéficiaires » au sens traditionnel du terme ; quant aux gestionnaires, ils mènent simultanément plusieurs politiques qui peuvent sembler contradictoires mais font d'eux les vrais maîtres d'une économie devenue de plus en plus complexe depuis 1990.

Le contrôle d'entreprises ne faisant pas de bénéfices rend la privatisation peu attrayante, et de nombreux gestionnaires, qui en sont les propriétaires de facto, continuent de dépendre largement de subventions directes ou indirectes. Au printemps de 1993, elles équivalaient à 22 % du produit national brut. L'alternative à ce type d'arrangement (qui provoque aussi un arrêt de versement des salaires quand il y a retard des subventions) consiste en une multiplication des faillites, des suppressions d'emplois et en un accroissement du chaos social. Cependant que les gestionnaires continuent, pour leur part, de toucher de substantiels revenus.

Des liens de cette nature entre l'État et le secteur industriel ont, comme l'a noté un expert de la Banque mondiale, une connotation fortement « corporatiste », chaque composante de l'association ayant un très grand intérêt en l'avenir du secteur, et la frontière entre le propriétaire de fait et le bureaucrate ayant progressivement disparu (3). On a aussi assisté au renforcement des relations et des liens de dépendance entre la direction politique et l'élite économique naissante. Les firmes dépendent de l'État (c'est-à-dire des hommes politiques) pour leurs subventions, et la plupart ont opté pour cette solution plutôt que de rechercher des profits sur un marché vraiment libre, s'en remettant à des moyens politiques pour résoudre leurs problèmes.

Les hommes politiques de Moscou s'appuient aussi pour leur part sur ces responsables économiques dont les liens sont solides avec les politiciens régionaux qui pèsent d'un poids certain dans les affaires nationales. Ces alliances font qu'une stratégie économique en soi désastreuse devient acceptable pour des raisons uniquement politiques. Ainsi s'explique que le contrôle étatique sur les secteurs industriels

majeurs a beaucoup crû depuis 1992, accélérant la concentration cependant que, depuis le début de la réforme, la bureaucratie étatique a doublé.

Nombre de groupes industriels et bancaires étant liés à des factions politiques précises, les alliances sont aisément identifiables. Le premier ministre, M. Victor Tchernomyrdine, est l'ancien directeur de Gazprom, qui a le monopole de l'exportation du gaz naturel et qui est la plus importante firme de Russie ; or il dirige la coalition dans laquelle Gazprom est partie prenante. Des rivalités se font certes jour pour le contrôle de l'économie, mais cela ne signifie en rien que les adversaires veulent en finir avec l'intervention de l'État que le FMI réclame en vain. Jusqu'à présent ont été évitées les privatisations qui permettraient des avancées considérables de capitaux étrangers dans les entreprises géantes les plus prometteuses. Il ne faut voir dans cette attitude le reflet d'aucune fermeture nationaliste ou idéologique. Le pragmatisme règne : s'il y a de l'intérêt des groupes concernés, le rôle de l'État sera amoindri, voire effacé. Peu importe, pourvu que s'accroissent pouvoir et revenus.

Environ 90 000 entreprises d'État avaient été privatisées d'une manière ou d'une autre avant la fin de 1994. Dans les trois quarts d'entre elles, d'anciens salariés, dont les gestionnaires et les directeurs, contrôlaient la majorité du capital, pour lequel ils n'avaient rien déboursé, ou fort peu. Les anciens gestionnaires demeurent en place dans neuf dixièmes des cas. Selon une étude, sur 580 personnes parmi les plus riches en 1994 (avocats déclarés moyens de 26 millions de dollars), plus de 60 % d'entre elles étaient d'anciens communistes, et celles qui autrefois faisaient partie de la nomen-

clature figuraient parmi les plus opulentes. C'est qu'elles eurent accès à des informations cruciales, bénéficièrent de relations privilégiées et, au début de la décennie 90, purent acheter des dollars à un cours bien inférieur à celui du marché. De la sorte, la classe dirigeante demeure le monopole d'une génération d'opportunistes ambitieux (4). Un grand nombre de directeurs d'entreprises très subventionnées ont aussi créé des coopératives parallèles, des firmes privées qui en gèrent les activités les plus rentables. Filiales qui constituent une des sources majeures des flux de capitaux vers l'étranger, flux dont le montant est évalué à 60 milliards de dollars pour le premier semestre de 1995.

Les patrons des firmes sont désormais les plus résolus des opposants au type de privatisation préconisé par le FMI. D'où la frustration de ce dernier et de la Banque mondiale, dont les importants prêts servent en partie à créer ce substitut au communisme et dont les experts parlent de « pillage », de « corruption », et de « criminalité » (5). Leur seul espoir est que, à long terme, un capitalisme se bâtira sur ce vol massif et légalisé, la corruption faisant partie de l'inévitable coût de la disparition de ce que, autrefois, on appelait le socialisme. La Russie crée ainsi une des variantes de ces économies hybrides qui se retrouvent un peu partout et défient les descriptions théoriques. De manière vague, on parle à leur propos de corporatisme, de capitalisme bureaucratique ou politique, de clientélisme... Quel que soit le terme utilisé, la question se pose : la Russie pourra-t-elle éviter l'effacement ou une profonde convulsion aussi longtemps que son économie demeurera inefficace socialement, et incapable de croissance (6) ?

Batailles de clans

M. Deng demeure le maître incontesté de ce système précaire aussi longtemps que sa santé le lui permet, mais l'ensemble du mécanisme a été gravement fragilisé par une irrésistible décentralisation et les conflits d'intérêts. Il a aussi été exploité à leur profit par des dirigeants sans scrupules, les bénéfices les plus grands étant levés par des chefs d'entreprise et des responsables régionaux du parti bien introduits politiquement.

Depuis 1980, les choix stratégiques en économie ont en grande partie dépendu des objectifs fixés par des factions, les idéologies marxiste ou libérale ne jouant aucun rôle dans l'affaire. En fait, les orientations politiques et économiques ont fréquemment été proposées dans le seul but de mieux cerner des clans rivaux, les objectifs de leurs avocats demeurant vagues au-delà du désir d'ambition et de protection d'un pouvoir (7).

La Chine a commencé en 1990 à mettre en œuvre les réformes dans le domaine de l'entreprise, a créé une Bourse de valeurs, et, en novembre 1993, a lancé un programme visant à augmenter l'autonomie de quelque 10 000 entreprises d'État, moyennes et grandes, soit la quasi-totalité d'entre elles. Il y aura coexistence d'une variété de programmes économiques allant de la vente pure et simple d'entreprises d'État à leur désaffectement d'une partie de leurs activités ou au maintien du *statu quo*. À la même époque un nouveau texte législatif fut promulgué qui concerne environ 11 000 autres sociétés créées avant la fin de 1993 et que les gestionnaires des firmes d'État peuvent aussi posséder et diriger (8).

(1) Lire Susan L. Shirk, *The Political Logic of Economic Reform in China*, University of California Press, Berkeley, 1993. Une excellente analyse de phénomènes ici étudiés.

(2) Michael McFall et Tova Perlmutter (sous la direction de), *Privatization, Conversion and Enterprise Reform in Russia*, Westview Press, Boulder (Colorado), 1995. Une série d'essais très bien informés par des experts de la Banque mondiale ou semi-officiels. Lire aussi Igor Fikhtengolts (et al.), *The Case of Buy-Out in the USSR*, dans Thomas Clarke et Christos Pissidis (sous la direction de), *The Political Economy of Privatization*, Routledge, Londres, 1993.

(3) Michael McFall et Tova Perlmutter, op. cit. ; L. Fikhtengolts, op. cit.

(4) *Globe and Mail*, Toronto, 17 septembre 1994 ; M. McFall et T. Perlmutter, op. cit. ; *Financial Times*, 30 juin 1994, et 25-26, 27 mars, 26 avril, 17-18, 27 juin, 10 juillet, 10 août 1995 ; *International Herald Tribune*, 27 mars 1995.

(5) M. McFall et Perlmutter, op. cit. ; L. Fikhtengolts, op. cit.

(6) La production industrielle de la Russie représentait en 1994 45 % de celle de 1991. En 1993-1994, seulement 40 % des salariés ont été payés en temps voulu. Le pourcentage des habitants vivant au-dessous du niveau de pauvreté a plus que triplé, il comprend un tiers de la population. Cf. *Financial Times*, 31 décembre 1994 et 19-20 août 1995 ; *IMF Survey*, Washington, 14 août 1995.

(7) Cf. Susan L. Shirk, op. cit. ; Kenneth Lieberthal, *Governing China : From Revolution Through Reform*, W. W. Norton, New York, 1995 ; *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 10 septembre 1993 et 11 mai 1995.

(8) Fonds monétaire international, *Economic Reform in China : A New Phase*, novembre 1994.



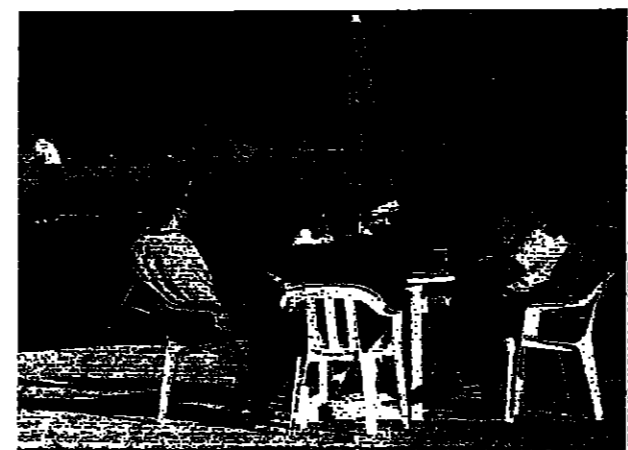
DE CHINE EN RUSSIE, LA DÉMOCRATIE, C'EST LE GOLF PLUS L'ÉLECTRICITÉ

Les petits princes pékinois...

M. Deng Xiaoping a pu, après 1980, obtenir un soutien politique crucial à son programme de réformes économiques en permettant aux familles de milliers de hauts responsables d'en bénéficier directement. Dans ce groupe informel - l'entourage du « prince » - figurent en bonne place les enfants du patriarcat.

Son second fils, M. Deng Zhifang, dirige un énorme holding chinois qui fait partie de l'empire de M. Li Ka-shing, le plus riche homme d'affaires de Hongkong, dont la fortune personnelle est évaluée à 5,8 milliards de dollars et qui a investi dans d'innombrables domaines en Asie comme en Europe et au Canada.

L'une des filles de M. Deng Xiaoping figure parmi les responsables de la commission des armements, et son ami a dirigé le service des ventes d'une des principales firmes exportatrices de l'armée. Quant aux gendres de l'ancien secrétaire général du PC, M. Zhao Ziyang, et du président



DE CHINE EN RUSSIE, LA DÉMOCRATIE, C'EST LE GOLF PLUS L'ÉLECTRICITÉ

Yang Shangkun, ils ont eux aussi exercé des fonctions importantes dans le commerce de l'armement. Les fortunes accumulées par des personnalités de cette envergure représentent une grande part des plus de 10 milliards de dollars placés à l'étranger par les Chinois.

On assiste parfois à des « ratés ». Le nom de M^{me} Ding Peng, nièce de M. Deng Xiaoping, a été mentionné lors d'un procès à Hongkong. Elle aurait touché 100 000 dollars de Hongkong par mois de l'homme d'affaires australien d'origine chinoise, M. James Peng, et aurait secrètement transféré 450 millions de dollars de Hongkong d'une firme appartenant à M. James Peng à une de ses propres sociétés ainsi qu'à une entreprise appartenant à la ville de Shenzhen. M. James Peng a été arrêté à Macao, emprisonné à Shenzhen en octobre 1993, pour finalement être condamné fin septembre à dix-huit ans de prison. Quant à la nièce de M. Deng, elle a pris le contrôle de la société créée par M. Peng (commerce, textile, immobilier)...

G. K.

...et leurs collègues moscovites

À Novossibirsk, le patron d'une usine géante de fer-blanc (1300 salariés, production cinq fois supérieure à la plus grande firme européenne de ce type) a pu obtenir un abaissement du prix d'achat, s'est octroyé 5 % du capital et le contrôle de fait du reste. En dépit de tentatives légales de remise en cause de ce que nombre de Russes considèrent comme un vol, le premier ministre adjoint chargé de la privatisation, M. Anatoli Chubais, a couvert les opérations menées par le gestionnaire de l'entreprise (2). Opérations à vrai dire tout à fait ordinaires...

(1) Thomas Clarke et Christos Pissidis (sous la direction de), *The Political Economy of Privatization*, Routledge, Londres, 1993.

(2) *Financial Times*, 15 juin 1995.

هكدا من الاصل

صكنا من الاجل

CHOIX DE SOCIÉTÉ

Toropets, une petite ville face aux réformes

LE 17 décembre, les Russes élisent leurs députés. Par leur vote, ils portent en même temps jugement sur la transition en cours. Comment la Russie profonde accueille-t-elle les réformes qui bouleversent le pays ? Loin de Moscou et de ses rumeurs, Toropets, une petite ville sans histoires, retrouve, malgré bien des zones d'ombre, son lustre oublié de centre commercial et artisanal de la région.

Par notre envoyé spécial JEAN RADVANYI *

En haut de la butte gazonnée médiévale qui domine Toropets, le chef adjoint de l'administration du district est manifestement fier. Fier du panorama de lacs et de forêts qui entoure sa ville, à 420 kilomètres à l'ouest de Moscou. Fier de la tranquillité qu'elle inspire, bien loin des tensions de la capitale, avec sa douzaine d'églises miraculeusement échappées à la destruction volontaire - ses petites rues bordées d'isbes pimpantes, son centre aux maisons marchandes à un étage des XVIII^e et XIX^e siècles. « Toropets a été fondée en 1074, ajoute-t-il, bien avant Moscou... Alexandre Nevski s'est marié ici, et c'est Pierre le Grand qui a accordé à la ville des privilèges commerciaux au vu de son dynamisme sur la route des Varègues... »

Une vue superficielle pourrait donner l'impression que la cité reste à l'écart des changements. La majorité de ses 15 000 habitants vit dans des maisons en bois bien entretenues, souvent en cours d'agrandissement, au milieu de petits lopins soigneusement cultivés, avec serre et poulailler. Ces maisons individuelles, pas plus que les cités HLM de deux étages construites juste après la guerre, ne disposent de l'eau courante : la population s'alimente à l'aide de puits. Les services collectifs fonctionnent normalement : écoles et crèches, maison de la culture (le seul édifice contemporain, construit dans les années 80, qui défigure le centre) sont ouverts. Les autobus circulent - quelques véhicules brinquebalants en ville et vers les villages du district, les réductions touchant surtout les trajets inter-régionaux.

L'administration s'est en effet fixé comme priorité de maintenir les équipements existants, au prix d'un effort budgétaire important. Le maire tonne contre l'inégalité de traitement dont il se dit victime : « Regardez, pour le cinquantième anniversaire de la victoire, Iouri Loujkov (le maire de Moscou) a donné à tous les vétérans de la capitale un cadeau de 250 000 roubles ; ici, on

avait du mal à leur en accorder 20 000. Moscou concentre 70 % des financements de la région centre et ils réclament encore des dotations ! »

Pour autant, ici comme ailleurs, l'ère des réformes est bien entamée. Le plus frappant, c'est l'espèce de renversement du fonctionnement économique de la cité. Dans cette région agricole pauvre, l'activité de la ville était dominée par quelques industries de taille moyenne, agro-industrielles et autres, comme une petite fabrique de meuble, une de textile... Leur situation est peu enviable : faute de circuit d'écoulement pour les fabrications russes, elles ne parviennent même pas à distribuer au dehors ceux de leurs produits qui trouveraient preneur, comme les meubles en bois blanc, les panoplies, la charcuterie et... la vodka. Si les autorités du district tentent d'empêcher la fermeture de ces entreprises, elles ne peuvent enrayer leur réduction d'activité : un tiers d'emplois en moins depuis 1992, si bien qu'en 1995 l'on compte 146 chômeurs, ce qui représente pour la ville une charge appréciable.

Dans le même temps cependant, les activités commerciales et de services progressent de façon spectaculaire. Toropets paraît retrouver une partie de son lustre d'autrefois, fondé sur son rôle de centre commercial et artisanal pour toute une région rurale. L'administration a joué à fond la carte des réformes, privatisant dès 1992 presque tous les commerces existants, à l'exception de ceux dont on craignait la disparition, comme la pharmacie. La plupart des édifices étant classés, la loi ne permet pas encore de vendre les immeubles ; la privatisation des baux s'est donc effectuée à bas prix, souvent en faveur des collectifs en place, parfois aux enchères. Le dynamisme commercial et bancaire saute aux yeux. Le nombre de magasins est passé de trente à cinquante en trois ans, offrant un nombre d'emplois croissant (il faut en compter entre trois et cinq par magasin).

Apprendre à se débrouiller

LES commerçants interrogés ne correspondent guère à l'image du « nouveau riche » russe telle qu'elle est véhiculée depuis Moscou. Ce sont en général des natifs du pays, cadres moyens de l'administration ou des entreprises, mais aussi des migrants revenus au pays après des années de travail dans une autre région. Ils ont incontestablement pris des risques au départ, tentant leur chance en reprenant un local vétuste, le plus souvent à crédit, montant leur affaire de toutes pièces, dans le labyrinthe de règlements contradictoires.

La réussite a surtout souri à ceux qui ont su organiser leur propre réseau commercial, proposant une gamme de produits diversifiés qu'ils vont eux-mêmes chercher à Tver, Moscou ou Saint-Petersbourg. C'est d'ailleurs là-bas qu'ils se trouvent confrontés aux mafias, phénomène ignoré à Toropets. Outre le commerce local, les plus actifs servent de grossistes pour les districts environnants et trois au moins possèdent plus d'un magasin. Ce succès tient pour partie au laxisme fiscal caractéristique de cette période : plus de la moitié des négociants ne déclarent aucun bénéfice.

Malicieuse, la baba russe qui décrit ce phénomène dirige une entreprise qui fonctionne comme une petite firme familiale. Dans une sorte de sous-sol aménagé, elle multiplie les coups de téléphone pour récupérer un wagon de sucre biélorusse, du matériel hi-fi à Moscou, ou tenter d'arracher l'administration d'un second magasin. Là comme ailleurs prévalent les mêmes recettes : factures fictives, salaires et revenus sous-évalués...

Si l'administration ferme les yeux, elle favorise simultanément des regroupements, au détriment de ceux qui n'anticipent pas assez vite l'évolution de la demande. « Après un engouement pour les produits alimentaires d'import-

tation, explique-t-elle, on ressent déjà un regain d'intérêt pour les produits russes au goût plus familier. Mais où voulez-vous les trouver ? Personne ne s'en occupe. » Le dynamisme commercial et bancaire est complété par l'essor du marché dominical, qui voit converger des dizaines de marchands des régions voisines ainsi que des Biélorusses profitant de la suppression des contrôles douaniers.

Ce regain d'activité modifie sensiblement le visage du centre : les commerçants renouvellent peu à peu les maisons anciennes des rues principales qui s'ornent de vitrines et d'enseignes. Les trottoirs s'animent. « Tout le monde n'en profite pas, affirme un retraité. Vous avez vu les prix ? Mais au moins il n'est plus nécessaire d'aller à Moscou faire ses courses. Avant, on produisait du saucisson dans la semaine et on allait à Moscou l'acheter le samedi ! » De fait, bien des gens dépensent avec parcimonie et certains ne prennent pas souvent de la viande ou de la charcuterie.

Comme dans tant d'autres villes russes, plusieurs strates de population se mélangent ici, dont les situations sont très différentes. Une petite minorité a déjà profité des changements : tel directeur d'usine ou commerçant circule en Mercedes et fait construire, dans un des nouveaux lotissements au bord du lac, un pavillon en panneaux de béton imposant, de mauvais goût. La majorité des habitants répond aux difficultés de la période en s'adaptant progressivement. Ce n'est pas encore l'aisance, mais les maisons s'équipent, les tenues vestimentaires s'égayent.

Minoritaire mais significative, une autre partie de la population est manifestement à la dérive, comme ces familles alcooliques dont l'habitat, les vêtements, l'aspect physique se dégradent. Les retraités, enfin, constituent - fait commun à ces régions de terres non noires - près de 50 % de la population totale, formant une catégorie à part, touchée de plein foyet par la crise économique. Les pensions

accusent régulièrement un retard de un à deux mois, ils ne vivent que grâce au lopin de terre ou à l'entraide familiale, heureusement très active.

Conscience de ces tensions sociales, l'administration tente de faire face avec des moyens limités. Le chef du district, nommé par le gouverneur régional, tempête contre l'administration fédérale : « Ils nous accordent 35 % des recettes fiscales alors que les charges grimpent constamment ; que voulez-vous qu'on fasse avec cela ? Il nous faudrait au moins 50 % ! C'est pourtant ici, dans les provinces, que se joue l'avenir de la Russie. » Natif du pays, il était cadre dans la métallurgie de l'Oural avant de diriger le soviet local. Son discours est sans ambiguïté : « Tous le monde continue de s'adresser à moi. Ils n'ont rien compris ! Il faut s'inscrire au plus vite dans les nouveaux mécanismes du marché. Le temps où l'administration intervenait directement dans la gestion des entreprises est révolu. C'est à eux [les entrepreneurs, les directeurs d'entreprises] de prendre les initiatives. » Mais il ajoute : « D'un autre côté, on ne peut lancer les entreprises à la mer et leur dire : Nagez ! »

Il avoue manquer cruellement d'expérience pour favoriser la montée de nouveaux secteurs porteurs (tourisme, filière bois) et attirer des partenaires extérieurs. D'autant qu'il doit affronter un véritable problème de légitimation. Nommé par l'échelon supérieur pour appliquer les réformes, il lui faut convaincre une population conservatrice : aux élections de décembre 1993, les trois premiers partis furent la formation de M. Vladimir Jirinovski (27,6 % des voix), suivie des communistes (16,3 %) et des agrariens (15,6 %).

Voilà une des contradictions de cette période : aucune force politique n'est réellement organisée. Le soviet du district dissous a été remplacé par une douzaine de vingt membres désignés. Le seul parti présent, le Parti communiste, compte, dit son secrétaire, cent membres (quarante selon l'administration), tous âgés (1). Son discours, passéiste et nationaliste, dénonce surtout la « vente de la Russie à l'étranger ». Les jeunes ne s'impliquent dans aucune organisation, et les autorités locales ne savent pas comment mettre en valeur ce qu'elles font de positif. Dans ces conditions, la tension du vote protestataire est forte : les conditions de vie quotidienne d'une majorité de votants demeurent très dures. Il n'y a pourtant, guère de solution de rechange à l'administration actuelle. Conscient de cette contradiction, le chef du district considère qu'il faudrait revenir dès que possible à l'élection d'un conseil, même si, selon lui, dans la période de transition, le choix de dirigeants nommés est la seule solution viable.

Faute d'une grande entreprise susceptible d'entraîner son essor (mais dont l'absence a sans doute sauvé la cité d'une défiguration complète), le maire compte sur le statut de ville historique de Toropets pour y attirer aides et investissements. Avec cinq autres édifices de petites cités historiques des régions centrales, liées par le lobby militaire-industriel, il a créé une association de développement des petites villes qui a décroché un fonds d'aide gouvernementale. Le chef du district espère obtenir, dans ce cadre, des aides et privilèges fiscaux supplémentaires.

Il cherche aussi des partenaires étrangers mais, sa ville étant à l'écart des grandes routes touristiques et ne dispo-

sant pas d'un site d'intérêt majeur, il ne sait pas comment attirer leur attention et s'estime déçu par les premières rencontres : « On a bien des visiteurs. Ils se laissent promener, s'extasient devant la beauté de notre nature, mais quand il s'agit de passer au concret... plus rien. » Le chef de district reconnaît cependant que son district manque cruellement d'infrastructures : hôtellerie plus que médiocre, liaisons téléphoniques incertaines.

Faute de moyens financiers, l'administration fait le gros dos. Elle maintient en l'état ce qui existe, aide les habitants à franchir le cap douloureux du creux de la transition. La municipalité intervient ainsi sur de nombreux plans, comme, pendant l'été, la constitution à bas prix de réserves de bois pour l'hiver ou encore l'offre de déjeuners gratuits aux enfants des écoles. Elle favorise toute initiative dynamique venant de la population, de l'ouverture d'un nouveau restaurant à la création d'un lycée municipal semi-privé.

On trouve là les limites d'une gestion locale d'enjeux qui dépassent de loin les compétences d'un district. Placées entre une population meurtrie par les réformes et des structures fédérales hésitantes quant aux rythmes et à l'ampleur des mutations à effectuer, les autorités de la cité comptent sur une entraide régionale fondée sur leur vraie spécificité, un héritage historique et naturel à valoriser. Or, et tel est bien le dilemme, les habitants aspirent à des améliorations immédiates qu'aucun dirigeant non démagogue ne peut promettre pour bientôt.

(1) Lire Bernard Frédéric, « Au-delà de la normalité, la parole communiste », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

«Trois ouvrages clés de l'Eurostat», la statistique européenne au service de l'Europe d'aujourd'hui.

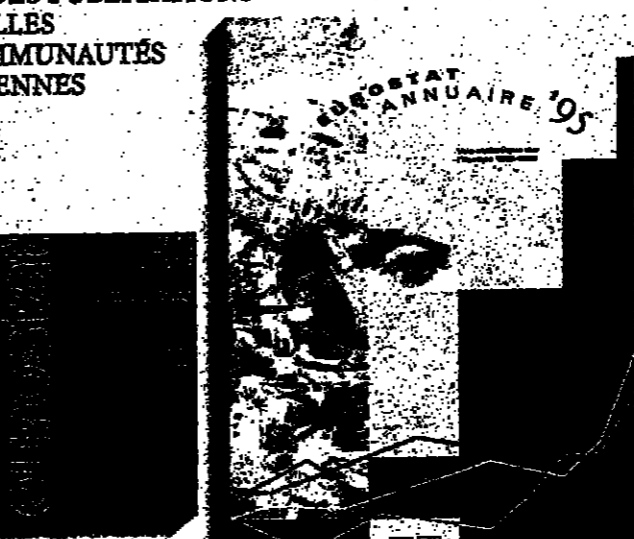
LEUR-OP
OFFICE DES PUBLICATIONS
OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

STATISTIQUES
DE BASE DE L'UE
(3^e édition 1995)

Mais, réunies en format
livre de poche, les
données statistiques les plus
importantes concernant l'UE,
comparées à celles de
plusieurs autres pays
européens et des principaux
porteurs économiques
mondiaux de l'UE.

Il est le complément
précieux de
l'Annuaire Eurostat
et de
«L'Europe en chiffres».

Eurostat 1995
373 pages
10,5 X 14,8 cm
Code vente :
40194 5291 - 86 F



L'EUROPE
EN
CHIFFRES

L'ANNUAIRE
EUROSTAT '95

Nouvelle publication
de l'Eurostat, l'Annuaire '95
comprend cinq chapitres :
• les hommes et les femmes
• le pays et l'environnement
• le revenu national et les dépenses
• le commerce et l'industrie
• l'Union européenne

Ce nouvel annuaire
s'adresse particulièrement
aux acteurs de la vie
politique, économique
et sociale et ne devrait pas
manquer d'intéresser un public
beaucoup plus large encore.

Eurostat 1995 - 489 pages
21 X 29,7 cm
Code vente :
40193 2041-198 F

L'EUROPE EN CHIFFRES
(4^e édition)

Cette nouvelle et 4^e édition de «L'Europe en chiffres»,
corpus par l'Office statistique des CE dans un but pédagogique,
s'adresse en priorité au monde scolaire
et universitaire et à tous ceux qui s'intéressent
à l'Europe d'aujourd'hui.

Elle donne l'essentiel sur tous les sujets.
Graphiques, tableaux statistiques et photos couleurs
illustrent agréablement et très largement l'ouvrage.

Eurostat 1995 - 425 pages - 21 X 27 cm
Code vente : 40195 7011 - 98 F

BON DE COMMANDE

Veuillez m'envoyer :

- ☐ L'ANNUAIRE EUROSTAT '95 en exemplaires au prix de 198 F
☐ STATISTIQUES DE BASE DE L'UE (3^e édition) en exemplaires au prix de 86 F
☐ L'EUROPE EN CHIFFRES (4^e édition) en exemplaires au prix de 98 F

Paiement joint à la commande par chèque bancaire ou
postal à l'ordre des «Publications Officielles des CE»,
ou à réception de la facture jointe à l'envoi.
(Participation facultative aux frais de port fixés à 15 F)



Diffuseur pour la France de l'EUR-OP
Office des Publications Officielles des CE

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Date :
Signature

à retourner au :
Journal Officiel
bureau de vente des CE 26, rue Desaix - 75727
Paris Cedex 15 - Fax : (1) 40 58 77 00

* Professeur à l'Institut national des langues
et civilisations orientales, auteur de *La Nouvelle
Russie*, Armand Colin-Masson, Paris,
décembre 1995.

DE « L'ORGUEILLEUSE SOLITUDE »

Le Portugal rattrapé

EN janvier 1996, lorsque les Portugais éliront le successeur de M. Mario Soares à la présidence de la République, ils pourront mesurer l'ampleur des mutations provoquées par dix ans de participation de leur pays à la construction communautaire. La recherche de la convergence avec le reste de l'Europe a modifié en profondeur les mentalités, et suscité les premières contestations d'une certaine normalité libérale, entraînant l'échec du parti de centre-droit, le CDS, aux élections législatives du 1^{er} octobre dernier, et le retour au pouvoir des socialistes.

Par BORIS MARCO*

« L'âme de mon pays eut la dimension du monde. Nous célébrons la geste des Portugais en leurs découvertes. Il est grand temps que l'Europe célèbre, elle aussi, ce qui s'est projeté d'eux dans l'extraordinaire révolution de sa culture. » Ces paroles de l'écrivain Vergílio Ferreira, prononcées en 1991 à l'occasion de l'exposition Europa à Bruxelles consacrée au Portugal, symbolisent la nouvelle attitude d'un pays retrouvant les chemins de l'ouverture extérieure par le biais de la construction communautaire.

Les Portugais – et d'abord à leurs propres yeux – reviennent de loin. Au cours des dix dernières années, ils ont vécu collectivement un changement de cap et un télescopage tels qu'ils commencent seulement aujourd'hui à en identifier les effets. Car le choix européen, concrétisé par l'intégration dans la Communauté au 1^{er} janvier 1986, n'est en rien comparable à celui de l'Espagne, intervenu à la même date. Il n'allait pas de soi, pour des raisons historiques et culturelles, autant qu'économiques.

Très tôt constitué sur le flanc ouest de la péninsule ibérique – et dans ses limites territoriales actuelles dès le

* Consultant international.

milieu du XIII^e siècle –, le Portugal a poursuivi, à la fin du XIV^e siècle, sa croisade contre les musulmans le long des côtes africaines, à la recherche d'un chemin vers le royaume mythique du pèbre Jean, évangéliste symbolique d'une région orientale censée abriter de fabuleuses richesses. En fait, il s'agissait surtout d'inciter la noblesse née de la Reconquête à continuer plus loin son engagement au profit de la couronne de Lisbonne, en trouvant un nouvel itinéraire vers le Soudan, grand producteur d'or, et vers la Chine, déjà décrite par Marco Polo un siècle auparavant. Ainsi se sont constitués les deux piliers traditionnels de l'économie : l'agriculture, permettant d'alimenter les expéditions outre-mer et le commerce des denrées coloniales, dont Lisbonne fut le principal comptoir de redistribution vers l'Europe du Nord, en concurrence ou en alliance, selon les périodes, avec l'Espagne, l'Angleterre et les Pays-Bas.

L'identité portugaise s'est façonnée durablement autour de ces données : d'un côté, l'attachement à la terre, et la fameuse *saudade*, cette nostalgie née de l'éloignement ; de l'autre, le sentiment de n'être soi-même que dans la pluralité des mondes que l'on a découverts et que l'on rétrocede aux autres, sentiment dont le poète Fernando Pessoa fut l'incomparable interprète. Cette vision

géopolitique pluricontinentale s'est inscrite dans l'histoire du pays depuis le commencement de son déclin, amorcé à la fin du XVIII^e siècle. Un exemple significatif : à la suite des invasions napoléoniennes, Lisbonne et le Portugal furent abandonnés à un régent britannique, Beresford, tandis que le roi Jean VI, exilé au Brésil, songeait à faire de Rio de Janeiro sa capitale.

Avec l'Estado Novo, institué par la Constitution de 1933, Antonio de Oliveira Salazar, qui, dans les faits, gouvernait déjà le pays depuis 1928, entreprit de figer autoritairement un Portugal « orgueilleusement seul ». Tablant sur le maintien en l'état d'une économie de subsistance relativement peu touchée par le développement capitaliste du XIX^e siècle et assise sur la stabilité d'un

empire colonial beaucoup plus ancien que celui de toutes les autres puissances européennes, il entendait conjurer le spectre de l'évolution prophétisée par Marx pour les économies occidentales avancées. Son raisonnement le conduisit même à concevoir, un temps, le projet d'une nouvelle capitale de l'empire, Nova Lisboa (« la Nouvelle Lisbonne »), qui devait être construite sur les hauts plateaux du centre de l'Angola !

Le dictateur fut cependant rattrapé par les évolutions liées à son erreur de perspective fondamentale. Outre-mer, le Portugal s'était livré, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, comme les autres puissances, à une « recolonisation » administrative et économique de ses possessions africaines, rompant avec le système des comptoirs côtiers et induisant le même type de domination que les populations indigènes finirent par refuser, les armes à la main, à partir de 1961. En même temps, le régime ne put s'opposer à la pression de la bourgeoisie d'affaires qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, réclama une politique de développement du territoire portugais se concrétisant, comme dans les autres pays occidentaux, par une forte croissance industrielle : 5,5 % en moyenne de 1955 à 1970, date de la disparition de Salazar.

Les capitaines qui firent la révolution du 25 avril 1974, afin de réaliser une décolonisation rendue inévitable par l'échec militaire en Afrique, ont, eux aussi, partagé cette vision d'un Portugal rattaché aux autres continents plutôt qu'à l'Europe, ne serait-ce qu'en raison de sa pauvreté qui le rapprochait du tiers-monde. Ce que l'on a appelé les « balbutiements » de la jeune démocratie portugaise résulte très largement de l'opposition entre les adeptes de cette analyse et les tenants d'un ancrage européen qui, à l'orée des années 80, finirent par l'emporter.



A LA UNE DE L'ASSIETTE AU BEURRE DU 29 OCTOBRE 1910
La proclamation d'une République qui allait conquies Salazar

Faiblesse de la démocratie

Par ANA NAVARRO PEDRO*

AU terme d'une campagne conduite sur la promesse d'un « changement en douceur », le Parti socialiste (PS) portugais, dirigé par M. Antonio Guterres, a remporté les élections législatives du 1^{er} octobre dernier avec 43,8 % des suffrages, obtenant une confortable majorité relative de 112 sièges sur 230 à l'Assemblée de la République. Ce résultat, scellant la fin de dix années d'hégémonie du Parti social-démocrate (PSD), sous la houlette de M. Aníbal Cavaco Silva – qui avait d'ailleurs renoncé à conduire son parti à la bataille – doit-il être interprété comme une défaite du cavaquisme, une victoire du PS, ou comme le virage d'une jeune démocratie tentée de procéder à un solde de tout compte des acquis de la « révolution des œillets » de 1974 ?

L'élection présidentielle du 14 janvier 1996 apportera peut-être un début de réponse. M. Mario Soares ne pouvant, constitutionnellement, briguer un troisième mandat, se retirera alors de la vie politique. L'indicateur de la réelle

* Journaliste, Público, Lisbonne.

volonté de changement des Portugais sera le choix qu'ils opéreront entre les deux candidats en lice, le socialiste Jorge Sampaio, maire de Lisbonne, et l'ex-premier ministre Aníbal Cavaco Silva. Les résultats diront si le retour de balancier d'octobre exprime une mutation politique profonde ou s'il traduit le jeu rituel de l'alternance en démocratie.

Devenu premier ministre, M. Antonio Guterres s'est déclaré prêt « à écouter, écouter et encore écouter » tous les partenaires politiques et sociaux (1), attitude en contraste saisissant avec l'intransigence de son prédécesseur, érigée en ligne de conduite. Une des premières décisions du nouveau gouvernement – sauver des eaux les peintures rupestres découvertes à Foz Coa – est significative à cet égard. M. Cavaco Silva avait provoqué l'indignation des milieux culturels et scientifiques internationaux en acceptant de sacrifier ce patrimoine à la modernisation du réseau hydroélectrique du Portugal. En gelant, le 7 novembre, la construction prévue du barrage, M. Guterres met provisoirement fin à la polémique : les experts auront le temps de déterminer si les peintures datent vraiment de l'ère paléolithique, ce que certains contestent. De la même manière, le premier ministre a désamorcé une crise

avec les étudiants à propos des droits universitaires.

Dans un pays où la tolérance est une tradition, parfois pesante, la polémique récemment survenue avec un responsable du Fonds monétaire international (FMI) fait figure de petite révolution, car elle indique une mutation des mentalités. Lors d'un séminaire tenu le 30 octobre 1995 à Madère, M^{me} Teresa Ter-Minassian, l'une des spécialistes de l'économie portugaise au sein de cet organisme, a cru bon, au nom de l'orthodoxie budgétaire, de critiquer ouvertement le programme du PS qui préconise la création d'un revenu minimum garanti, la modernisation de

l'administration publique et une décentralisation accrue. « Au Portugal, seuls les Portugais peuvent donner des ordres », lui répondit M. Antonio Guterres dès le lendemain (2). Même changement de ton en matière européenne, domaine dans lequel le Portugal a fait figure d'élève modèle pendant neuf ans : s'exprimant sur le dernier accord de pêche entre l'Union et le Maroc, le ministre des affaires étrangères, M. Jaime Gama, a tenu des propos sévères visant la Commission de Bruxelles : « Un organisme à la dérive, sans direction, dont il faut combattre l'esprit arrogant et désordonné (3). »

Une frontière idéologique qui s'estompe

CETTE nouvelle fermeté a-t-elle accessoirement pour objectif de couper l'herbe sous le pied au Parti populaire (PP) de M. Manuel Monteiro ? Avec 9 % des voix, cette formation, qui tient un discours « patriotique » et antieuropéen, symbolise l'avènement d'une droite populiste s'assurant pleinement. M. Monteiro n'a pas, pour l'instant, réussi à sortir sa formation du statut de force d'appoint dans lequel resta confiné son ancêtre démocrate-chrétien, le CDS, dont il constitue la nouvelle appellation, après le changement de ligne décidé par son congrès de février 1995. A gauche, les forces d'appoint sont regroupées au sein du Centre démocratique unitaire (CDU), dominé par un Parti communiste en perte de vitesse, puisqu'il ne rassemble plus que 7,2 % des suffrages, contre 8,8 % aux élections de 1991.

Le paysage politique s'articule ainsi autour d'une bipolarisation PS-PSD. Mais la frontière idéologique entre les deux formations s'estompe au fil du temps. Ainsi, la politique économique de M. Guterres ne devrait-elle guère différer de celle de son prédécesseur, et la victoire socialiste découlerait plutôt du rejet du cavaquisme. Les Portugais ont peut-être voulu donner raison au président de la République, M. Mario Soares, qui a dénoncé à plusieurs reprises le danger d'une « dictature de la majorité » et de la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme, M. Cavaco Silva. Au cours des trois dernières années, le conflit s'est fait de plus en plus aigu entre ces deux fortes personnalités qui, pourtant, incarnent conjointement le tournant économique et politique qu'a constitué l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne le 1^{er} janvier 1986.

L'« État orange » – de la couleur fétiche du PSD – était devenu le bouc émissaire de tous les maux de la société portugaise : chômage (passé de 4 % à 7 % en moins de deux ans), crise sociale, crise d'identité nationale, avec le phénomène récent de l'apparition du racisme et des ratonades des skin-headers, et surtout corruption. La récession qui a frappé le pays en 1993, avec un recul du produit national brut (-0,4 %), succédant à six ans de croissance soutenue (de l'ordre de 4 % en moyenne annuelle), a ajouté au mécontentement. Malgré la reprise timide amorcée depuis 1994 (+1 %), une polémique feutrée s'est engagée sur

le bilan du cavaquisme, cependant crédité de la modernisation rapide d'un pays qui, en 1986, se trouvait encore coincé entre un modèle industriel et agricole archaïque et la logique libérale du marché. Les transferts communautaires – quelque 100 milliards de francs en neuf ans – ont évidemment joué un rôle important en alimentant la croissance à hauteur de 0,5 % par an. Dans le même laps de temps, l'inflation a été ramenée de 22 % à 5 %, mais au prix d'une chute de la production. Ce qui fait dire souvent aux Portugais : « Nous avons eu la croissance sans le développement. »

Le clientélisme reconnu du PSD a conduit M. Antonio Guterres à se faire le chantre de l'État impérial avec le slogan « Part de boulot pour les copains ! ». Mais le vrai problème est celui de l'absence de culture d'État dans un pays héritier de siècles d'expériences autoritaires. La jeune démocratie souffre d'une autre carence : l'absence de véritables débats parlementaires, reflétant des conflits de société et des visions différentes des priorités. De quoi réveiller un hémicycle où l'on est plutôt habitué à suivre de façon moutonnaire les consignes de la majorité. Le vrai changement qu'attend le Portugal est une réflexion en profondeur sur ces faiblesses de sa démocratie représentative.

(1) Público, Lisbonne, 16 octobre 1995.
(2) Diário de Notícias, Lisbonne, 1^{er} novembre 1995.
(3) Público, 7 novembre 1995.

A lire

• LE PORTUGAL, VINGT ANS APRÈS LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS, d'Yves Léonard. (La Documentation française, Paris, 1994, 242 pages, 120 F) Un bilan des vingt années écoulées depuis la césure qu'a constituée le 25 avril dans l'histoire portugaise. Deux chapitres particulièrement intéressants sur l'identité du Portugal dans l'Union européenne et sur sa place dans le monde. Un précieux appareil documentaire.

• L'ÉCONOMIE DU PORTUGAL, de Michel Drain. (« Que sais-je ? », PUF, Paris, 1994, 128 pages, 42 F) Une synthèse bien utile sur l'espace économique portugais et sur les différents secteurs d'activité.

• LE PORTUGAL – LA RENCONTRE DE TROIS MONDES, de Guy Martinet. (Éditions de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, Paris, 1994, 150 pages, 70 F) De 1415 aux années 1550, un pays d'un million d'habitants, ayant acquis la maîtrise des mers, met en relation l'Europe et les trois mondes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique ; une présentation claire du cycle portugais des Découvertes, avec une chronologie très fournie.

• HISTOIRE DU PORTUGAL, d'Albert Aírio Bourdon. (Éditions Chandeigne, Paris, 1994, 163 pages, 89 F) Dans un format de poche, un découpage de l'histoire du Portugal en trois grandes parties : « La formation de la nation », « L'âge des empires (XV^e-XVII^e siècles) » et « Une difficile régénération ».

• LE PORTUGAL DANS UNE EUROPE À GÉOMÉTRIE VARIABLE, de Charles Revex. (Éditions Albatros, BP 404, 75969 Paris Cedex 20, 1994, 78 pages, 30 F) Un pamphlet dénonçant « l'économie fictive, spéculative et assistée » du Portugal, simple membre périphérique de l'Union européenne. Le texte est publié en français et en portugais.

• PORTUGAIS À CHAMPIGNY, LE TEMPS DES BARAQUES, sous la direction de Marie-Christine Volovich-Tavernier. (Éditions Autrement, série « Monde/Français d'ailleurs », 1994, 155 pages, 89 F) Dans les années 60, tous les jours, par camions, arrivaient des Portugais pour grossir le bidonville de Champigny, qui comptait jusqu'à 10 000 habitants. L'évocation de ces « années de boue » et ce qu'il en reste dans la mémoire de la communauté portugaise.

ÉTUDES

Entre autres, dans le numéro de décembre 1995 :

La France et le monde. Dominique DAVID

Amérique latine : crise des modèles néo-libéraux ? Victor SIKUP

Chez les « retornados » du Guatemala Michel YAËCHE

Débats théologiques en Inde Michel FÉDOU

Choix de films, Chroniques de théâtre, Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages) : 55 F - étr. : 62 F Rédacteur en chef
Abon. (11 n°/an) : 470 F - étr. : 575 F Henri MADELIN

En vente dans les grandes librairies • Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ ETUDES ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES :

14, rue d'Assas - 75006 PARIS ☎ (1) 44 39 48 48

5522 من الاموال

ISSUE DE L'ANCIENNE

les prédateurs au pouvoir



Dans ces conditions, le futur développement de la Chine ressemblera à celui de la Russie dans la mesure où il y a symbiose entre les subventions du gouvernement central et les compagnies déficitaires, leurs responsables bénéficiant à la fois de ce qu'on appelle par euphémisme « économie de marché » et « économie de marché » (9). De nombreux chefs d'entreprise d'Etat ont, comme en Russie, commencé à transférer les secteurs les plus prometteurs ou rentables de leurs firmes à des joint-ventures privées (avec participation étrangère, le cas échéant) qu'ils possèdent en partie. Jusqu'au printemps de 1995, 10 000 de ces joint-ventures impliquant des firmes d'Etat avaient été créées, accaparant une part significative (mais non-complétée) de biens publics, ce qui équivaut à un « vol » des ressources. La réorganisation et la concentration d'entreprises - financement et fusion au sein de conglomérats plus efficaces, comme en Russie - est en cours (10).

Les enfants des plus hauts hiérarches communistes jouent un rôle crucial dans la formation de dynasties familiales qui sont les plus importantes bénéficiaires de ce système économique complexe. Tous les proches de M. Deng Xiaoping ont amassé des fortunes. De nombreuses sociétés de Hongkong ont nommé des rejets de ces dirigeants à des fonctions de responsabilité grasses rémunérées, et

quand la Chine a commencé en 1991 à vendre à bas prix quelque 15 000 kilomètres carrés de terre, officiels du parti et fils de hiérarchie ont engrangé des monceaux d'argent en profitant de l'absence pour spéculer. Ces dirigeants et leurs descendants constituent la nouvelle classe moyenne d'entrepreneurs, leur capital étant exclusivement constitué par leur pouvoir et leurs antennes politiques. Ainsi le léninisme à la chinoise est-il devenu un capitalisme bureaucratique, synthèse du politique et de l'économique.

La question se pose de savoir si un tel cours pourra être remis en cause quand les inévitables conflits politiques entre clans rivaux réapparaîtront au grand jour. Étant donné le poids qui a été leur dans le passé, étant donné aussi la vulnérabilité de ces « réformateurs » qui ont accumulé d'énormes fortunes, il est certain que la corruption et le clientélisme seront au cœur des rivalités qui ne peuvent que s'amplifier à l'approche de la succession de M. Deng.

Tel est le principal défi pour la Chine désormais : surmonter les fortes rivalités entre factions du parti et entre régions pour le contrôle du pouvoir, obtenir un maximum de rationalité dans la sphère économique et de stabilité politique. L'équilibre actuel reflète la nature précaire et l'improvisation des compromis successifs ; il interdit toute prédiction.

des membres du parti et leur entourage. Ce même parti reconnaît publiquement que « la plupart de ces hommes d'affaires privés sont des intellectuels, des gens instruits, et parmi eux des cadres, des membres du parti et des familles révolutionnaires » (13).

Dans les faits, et même sans auto-

risation légale, une part importante de l'économie est de la sorte transférée à une nouvelle classe. Comme en Russie et en Chine, une élite politique privilégiée se livre au pillage du socialisme au nom du « marché », cependant que, derrière elle, vit une société en pleine désorganisation et fort instable.

La corruption est devenue au Vietnam le plus important facteur de redistribution de la richesse tout en détruisant ce qui reste de socialisme. Certes la presse et la minorité du parti demeurant socialiste dénoncent sans cesse les auteurs de ces méfaits. Mais, comme le fléau est rarement sanctionné, il continue de proliférer. En fait, la corruption fait partie intégrante de l'alternative du « marché ». En août 1994, M. Do Muoi, secrétaire général du parti, admettait que la corruption et la contenance avaient atteint « des degrés relativement graves » (14). « Les membres du parti constituent une part significative de ceux qui sont corrompus », déclarait-il le 27 janvier 1995 devant le plénum du mouvement.

Créer une classe d'entrepreneurs à partir de qui dispose de protection politique de telle sorte qu'il y ait continuité entre les dirigeants et les nouveaux capitalistes ne peut que susciter tricheries massives et cynisme. Le Parti communiste se trouve ainsi rapidement privé de légitimité en attendant de disparaître. Tout indique que l'économie vietnamienne ressemblera de plus en plus à celle de Russie et de Chine, une classe exploitée émergente, synthèse du léninisme et du capitalisme.

Le *Quan Doi Nhan Dan*, quotidien de l'armée, déplorait en juin 1994 cette évolution, et craignait que le parti « ne

survive pas » et « se désintègre, comme cela est arrivé aux partis de nombreux pays » (15). De fait, le communisme vietnamien affronte le plus grand défi de son histoire, car il y a de fortes chances pour que les membres du mouvement alimentent massivement la nouvelle ploutocratie.

Ainsi, en Russie, en Chine, au Vietnam, plutôt que par des doctrines louangeant « le marché » auxquelles les dirigeants et le FMI rendent hommage avec cynisme, l'avenir va être façonné par une vive instabilité politique et un système gangrené par la corruption. Il n'est de cohérence ou de rationalité, socialistes ou capitalistes, dans ces programmes économiques improvisés partout et tellement péris de contradictions que leur échec paraît inévitable. Les conséquences n'en seront que plus graves pour les responsables et les partis qui les auront parvenus.

GABRIEL KOLKO.

(9) Lire Guilhem Fabre, « Réunifier une Chine qui se fragmente », *Le Monde diplomatique*, septembre 1995.
(10) *New York Times*, 8 mai 1993 ; *Financial Times*, 23-24 juillet 1994, 21 février 1995 ; *International Herald Tribune*, 26 avril 1995 ; K. Lieberthal, *op. cit.*
(11) *FMI, Vietnam Investment Review*, cité par l'US Foreign Broadcast Information Service (FBIS), *Daily Report: East Asia*, 8 juin 1995. En septembre, le dollar s'échangeait au cours officiel contre un peu plus de 11 dong.
(12) *Dai Doan Keo*, cité par FBIS, 20 juillet 1995.
(13) *Tap Chi Cong San*, cité par FBIS, 22 juillet 1994.
(14) Déclaration lors du 7^e plénum du parti, cf. FBIS, 17 août 1994.
(15) *Quan Doi Nhan Dan*, Hanoï, cité par FBIS, 20 juillet 1994.

Qui dit marché dit corruption

IL en va de même pour le voisin méridional de la Chine. Si, au Vietnam, le transfert au secteur privé de la propriété publique s'est, à plusieurs égards, produit dans des conditions différentes de celles de la Russie et de la Chine, les trois régimes ont en commun la volonté de créer ces inégalités qui sont, selon le FMI, la précondition d'une croissance économique. Mais le parti et, notamment, le bureau politique demeurent divisés sur bien des points. La stratégie économique décidée par la majorité a suscité l'hostilité d'un groupe non négligeable qui croit encore au socialisme, mais aussi celle d'une élite agressive et en expansion - constituée avant tout de jeunes membres du parti -, qui met la « réforme » et le « marché » au service de ses intérêts matériels. Le bureau politique est obligé de tolérer l'existence des socialistes traditionnels, omnipotents dans l'armée. Son idéal serait de faire la synthèse entre socialisme et « marché ». En pratique cependant, les « réformes » et les vastes concessions administratives faites aux provinces pour obtenir leur appui ont servi les intérêts d'hommes d'affaires après au gain et disposant d'une base politique. En conséquence se met en place une société aux classes très différenciées. Résultat d'une politique d'une extrême confusion tentant de trouver un équilibre entre des forces contradictoires.

Les Vietnamiens ont eux aussi beaucoup consolidé les entreprises d'Etat qui sont dans ce pays proportionnellement bien plus nombreuses à être rentables que leurs homologues russes et chinoises. Leur production a bien plus crû que celles des firmes privées, ce qui élimine l'argument habituel sur l'« efficacité ». A Ho Chi Minh-Ville, en 1994, pas plus de 15 % d'entre elles furent déficitaires. En l'absence d'un marché des capitaux comme d'un

mécanisme permettant la vente des sociétés d'Etat, la privatisation signifie en fait un transfert à des « initiés » qui ont déjà des liens avec elles, ce qui implique favoritisme.

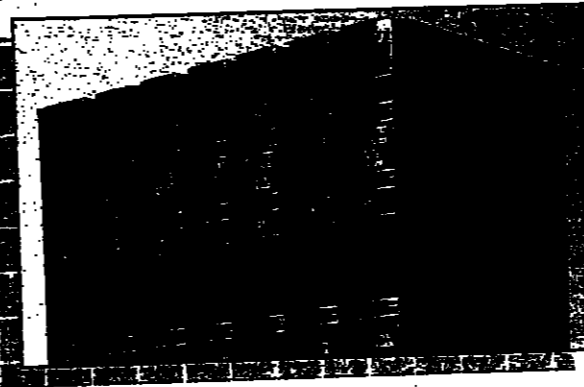
Le bureau politique parle d'actionnariat, et non de privatisation, et ses plans initiaux diffèrent radicalement des programmes russes et chinois. Il s'agit de créer un puissant et nouveau groupe de propriétaires en dehors des gestionnaires qui seraient remplacés en partie ou en totalité. Des actions seraient vendues non seulement aux travailleurs et aux responsables de la firme (avec des limites précises en ce qui concerne les salariés, à qui il n'est d'ailleurs pas offert de crédits), mais aussi aux employés des ministères supervisant l'opération. Des ventes qui s'opèrent, comme le note le FMI, « à des prix très bas et avec des prêts à taux réduits pouvant atteindre les 5 millions de dong » (11). Ainsi, plutôt que de voir les gestionnaires devenir les nouveaux propriétaires sans partage, les responsables du parti qui autorisent la cession peuvent obtenir le contrôle partiel ou total à très faible coût et sans prendre de risques. Le FMI n'a pas critiqué ce plan, car il veut de n'importe quelle façon en finir avec le mode de propriété socialiste en espérant ensuite maîtriser le phénomène capitaliste qui émergera.

La réponse à ce plan mis au point par et pour une bureaucratie étatique rapace a été la résistance organisée et efficace des salariés, et d'abord des gestionnaires politiquement influents, habitués de toute façon à exploiter au maximum les entreprises d'Etat et retirant de ce programme bien moins que leurs collègues russes et chinois ne le font des leurs. Ce plan fut lancé en 1992, mais, à la fin de 1994, 23 seulement des quelque 6 000 firmes concernées s'étaient dites intéressées et 9 seulement étaient en train de l'appliquer.

Le Grand Littre

Nos grands hommes ne s'y sont pas trompés

CHEZ VOUS DEMAIN POUR SEULEMENT 172 F PAR MOIS



Sept volumes in-quarto (21,5 x 28,5 cm). Reliure havane d'une pièce. Plats avec doublure mousse. Dos à 4 nerfs sautés avec pièces de titre vert empire cernées de filets or. Titre et tranche supérieure dorés. Typographie d'époque.

Combien sont-ils les Cocteau, Duhamel, Trojau, d'Osmont et bien d'autres qui ont puisé et puisent encore dans l'oeuvre de Littre ? Les poètes, philosophes, écrivains, chroniqueurs, enseignants, avocats, étudiants, érudits ou curieux... ? Simple dictionnaire, on l'aurait oublié. L'aurait-on même jamais lu ? Son auteur l'a compris qui nous dit tout des mots : à chaque définition s'ajoutent des citations multiples, un choix d'exemples, des observations sur l'orthographe ou sur la construction grammaticale s'il y a lieu, les synonymes, l'évolution historique, véritable arbre généalogique du mot.

7 volumes, 85.000 mots, un supplément de 5.000 mots nouveaux, ou ayant acquis un sens nouveau : on n'a jamais tant parlé notre langue !

Le Grand Littre, à lire absolument

Bon de commande à retourner à Littre-Encyclopédie Britannica, 2 rue du Pont Colbert, 78023 Versailles cedex.

15 JOURS D'EXAMEN GRATUIT

Je désire recevoir le **GRAND LITRE** en 7 volumes, édition de luxe. Je vous adresse donc 160 F, soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de vouloir m'expédier. Je régalai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

☐ Au comptant, avec un règlement de 2820 F, complétant les droits de réservation. Prix total des 7 volumes : 2980 F

☐ A crédit, en 12 mensualités de 172 F chacune (soit 3096 F, dont 278 F de frais de crédit, taux nominal : 12,02 %, taux effectif global : 12,02 %) complétant les droits de réservation. Prix total des 7 volumes : 3256 F. Veuillez me fournir les formulaires de prélèvements automatiques (entièrement gratuits) ☐ CCP, ☐ banque, ainsi qu'une offre préalable de crédit.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Profession _____

Code postal _____ Signature obligatoire _____

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour à réception de l'ouvrage pour y renoncer éventuellement, en vous avisant par lettre recommandée A.R. Le montant de mes droits de réservation ou des sommes versées me sera alors remboursé. Cette offre n'est valable que jusqu'à épuisement de la présente édition et ne concerne que la France métropolitaine. Pour toute autre destination, nous consulter.

DES CONFLITS ARMÉS AUX DÉCHIRURES SOCIALES

Sur tous les fronts, la Croix-Rouge

RÉUNIE à Genève du 3 au 6 décembre, la 26^e conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a eu notamment pour tâches de rappeler aux États l'obligation de respecter le droit humanitaire, et d'étudier les mesures de protection de la population civile en période de conflit armé. Elle s'est préoccupée à ce propos du sort des enfants, des femmes, des regroupements de familles, de l'approvisionnement en nourriture et en eau. Des « évidences » le plus souvent ignorées alors que, chaque année, le nombre de personnes vulnérables ne cesse, partout sur la planète, de gonfler.

Par notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Dans le flou... Il fut un temps où « passer les lignes » avait un sens, même quand la tentative échouait. Du moins connaissait-on les adversaires, qui s'identifiaient, portaient des drapeaux et présentaient des programmes. Les lignes s'affichaient : dans les textes, sur le terrain. Parfois, bien sûr, on s'y perdait quelque peu : « Dans telle affaire d'otages, au Liban, il fallut prendre contact avec, et obtenir l'accord de dix-sept groupes. » Du moins, groupes il y avait, aux prétentions politiques. Quant au bipolaire, il aidait à s'y retrouver, fut-ce très loin des deux quartiers généraux. A cette toute relative clarté s'est substitué un flou de plus en plus opaque (1) où elle n'est pas seule - la Croix-Rouge tatonne.

Certaines dates furent - si l'on ose dire - télévisées en direct, quand d'autres furent à peine notées par de rares experts. Novembre 1989 : dans la brèche du mur de Berlin s'engouffrent symboliquement la fin de l'Europe divisée et celle de la cassure Est-Ouest. Décembre 1989 : un obscur Charles Taylor débouche sur la scène politico-militaire libérienne transformée en jungle délinquante. « Une date-clé pour l'Afrique », souligne un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Au-delà de l'Afrique, une période-charnière pour la planète, car les nuages commencent à obscurcir le ciel yougoslave. « On croyait la sauvagerie désormais confinée à l'Afrique et la voici au cœur de l'Europe. Pourquoi s'arrêterait-elle aux Balkans ? », entend-on dire dans les services de l'organisation genevoise. Avec cette remarque : « Le droit international a échoué en Bosnie. Un tribunal va tenter de juger certains criminels de guerre, mais sa seule existence prouve l'échec du droit. »

L'image elle-même de la Croix-Rouge dans les opinions publiques ne brille pas par la clarté, d'autant que « son statut résiste à toute logique juridique » (2). Non sans tensions, coexistent, œuvrent ensemble au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (dont les statuts furent adoptés en octobre 1986 seulement) le CICR, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les 169 Sociétés nationales à ce jour reconnues. L'action humanitaire constitue bien le ciment de l'ensemble, mais que d'éléments disparates !

Le CICR est dirigé par vingt-deux personnes se recrutant par cooptation « parmi les citoyens suisses ». Au siège, quelque 640 personnes ; sur le terrain,

en 1994, un peu plus de 6 000 autres, expatriées ou recrutées localement, ou encore mises à la disposition du CICR par les Sociétés nationales. Une règle : la neutralité, la totale indépendance. Une mission : s'appuyant sur les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977, protéger les victimes civiles et militaires des conflits armés internationaux, des conflits armés internes, des « situations de troubles intérieurs ou de tensions internes ». Très vaste programme de départ qui ne cesse de s'élargir.

Tout autre est la Fédération. Un secrétariat à Genève et des délégations (environ 650 personnes) œuvrant avec les Sociétés nationales plus ou moins liées à leur État respectif, employant 275 000 personnes et ayant à leur service 128 millions de membres et de volontaires. Missions : organiser les secours en cas de catastrophes naturelles ou humaines, soutenir les programmes en faveur des populations les plus vulnérables, aider les victimes de conflits en dehors des zones de combat, favoriser des opérations de développement.

Entendre les responsables de la Croix-Rouge narrer leurs expériences ou égrener le chapelet des horreurs que suggèrent leurs rapports annuels d'activité remet en mémoire cette formule dont Albert Londres usa pour titrer un de ses livres : *Dante n'avait rien vu* (3). Avec, outre l'accumulation des catastrophes et troubles « classiques » et l'interminable apurement des crises anciennes, la multiplication des troubles de types nouveaux, la programmation quasi certaine des tensions futures, la part de plus en plus grande occupée dans les budgets par l'urgence, au détriment du long terme et du développement (dernier phénomène qui se retrouve partout ailleurs, qu'il s'agisse, par exemple, de l'Unicef ou des aides publiques accordées par les États).

Après avoir noté qu'on compte aujourd'hui près de 50 millions de réfugiés et de personnes déplacées « de l'intérieur » et environ « 100 millions d'émigrants économiques », un document préparatoire à la conférence de décembre ajoute : « En 1990, les programmes d'assistance à ces réfugiés et personnes déplacées représentaient 23 % du travail de la Fédération. L'an dernier [en 1994], cette proportion a atteint 67 %. Le budget du CICR, surtout consacré aux victimes de conflits armés et de violences internes, n'a cessé de croître ces dernières années. Et il n'y a guère d'apparence que la tendance s'inverse. Les atteintes au milieu naturel, avec ou sans réchauffement mon-

dial, l'insécurité alimentaire, le redoublement de la violence et l'affaiblissement du rôle de l'État se combinent pour faire des migrations massives une caractéristique constante de l'économie et de la politique mondiale dans un avenir prévisible. Les besoins des victimes augmentent et deviennent de plus en plus difficiles à satisfaire en ces temps de bouleversement politique et social et de mutation profonde des mécanismes étatiques et interétatiques traditionnels (4). »

Dans un texte, propre à la Fédération (5), il est dit : « Même quand les économies de certains pays commencent à se redresser, des groupes de misérables ou de quasi-misérables, frappés par les mesures d'ajustement structurel, continuent de périr. La hausse des indicateurs moyens que sont l'espérance de vie, l'alphabétisme et la santé cache des inégalités grandissantes - surtout entre les deux sexes - que subissent des millions de personnes vulnérables ». D'autre part, « plus de 850 millions d'habitants vivent dans des secteurs de forte dégradation écologique » et « sur 1,3 milliard de gens jugés [en 1993] vivre dans la plus grande misère (...), quelque 100 millions habitent des pays développés ».

Ainsi s'estompent les frontières entre catastrophes « naturelles » et humaines, entre les victimes civiles et les autres, entre ce qui, à l'ordinaire, ressort d'une situation du Sud et ce qui a trait aux dysfonctionnements sociaux des sociétés du Nord. Et s'il est vrai que, « chaque fois que s'impose la présence d'une institution intermédiaire neutre et indépendante, le CICR se charge de la direction générale des activités du Mouvement », la Fédération coordonnant les secours « en temps de paix et lorsqu'un conflit est terminé (6) », il est parfois difficile - et comment en irait-il autrement ? - de distinguer les actions des uns de celles des autres.

Somalie sans frontières

C'EST en Somalie que les frontières entre composantes du Mouvement ont pour la première fois sauté. Car si la Société locale, le Croissant-Rouge, fut la seule organisation nationale à échapper plus ou moins au chaos, « contrairement à la tradition », le CICR et la Fédération ont opéré en même temps aux mêmes endroits. Crise nouvelle, réponses nouvelles dans ce qui fut décrit comme « un no man's land (8) ». Puis vint l'ex-Yugoslavie et le Rwanda. Encore s'agit-il de situations où l'intervention demeure possible. Mais que faire dans le cas du Liberia et de la Sierra-Leone ? L'importance est soulignée au CICR de ces « conflits déstructurés ». Et tel responsable de citer l'exemple de groupes qui ne remplacent pas les États mais, sur leurs décombres, se créent des fiefs : jeu des sociétés pétrolières, des réseaux mafieux liés à la drogue, ou de cette firme de sécurité, Executive Outcome, basée en Afrique du Sud, dont les « mercenaires du diamant » se sont retrouvés en Angola comme en Sierra-Leone.

Flou des frontières encore lorsqu'il s'agit des sanctions imposées à l'issue d'un conflit - par exemple l'embargo décidé par l'ONU contre l'Irak et dont les conséquences dramatiques pour la



FRANS MASSEBEL - « Choses vues sur la Terre » (1997)

Ainsi lit-on dans un rapport d'activités du CICR à propos du Paraguay : « Au début de l'année, une certaine tension régnait dans les régions rurales en raison de litiges liés à la répartition des terres. Le délégué régional s'est rendu au Paraguay en avril et juin pour suivre la situation de près et visiter les régions affectées par ces troubles. » Et, à propos de l'Indonésie : « Le CICR a travaillé en étroite coopération avec la Croix-Rouge indonésienne à Timor-Orient dans le domaine de l'assainissement et de la santé publique. Le programme « eau et assainissement » a été lancé en 1988 par le CICR et la Société nationale en coopération avec le ministère de la santé à Timor-Orient, afin de permettre à des villages isolés d'avoir accès à l'eau potable (7). »

Mais comment mieux asseoir l'avenir, dans les zones touchées comme dans les sociétés dites riches, quand, partout ou presque, l'urgence expose de manière dramatique ?

Il est en tout cas un domaine où la Croix-Rouge est sortie de sa réserve, hors du schéma la condamnant dans la condamnation des « écarts » de violence : elle a publiquement demandé l'interdiction des armes aveuglantes (à l'étude) et des mines antipersonnel qui pullulent. Elle risque en effet de se transformer en producteur et distributeur de prothèses et de citer les chiffres de l'ONU, selon laquelle il faudrait onze siècles pour se débarrasser des 110 millions de mines déjà semées dans 64 pays et auxquelles s'ajoutent 2 millions d'autres chaque année - terrifiante invention à portée des lances les plus dégainées et qui peuvent rendre invivables des régions entières (12).

Il est d'autre part intenable pour la Croix-Rouge, solide et le méritant pas discussion : il concerne l'usage de l'humainité. L'humanité se fait pour refuser le droit d'ingérence considérée comme une fausse solution à très court terme, ne bénéficiant éventuellement qu'à une fraction des victimes, quand une approche plus longue certes, mais aussi plus équilibrée et sûre peut permettre d'espérer davantage d'efficacité, le spectaculairement dût-il en souffrir.

Unanimité aussi contre la douteuse confusion entre le militaire et l'humanitaire, contre l'intervention armée au nom du même humanitaire. Et les responsables du CICR de citer l'exemple des actions décidées dans le cadre de l'Irak et, plus encore, de la Somalie puis de l'ex-Yugoslavie. Ce qui est mis en cause ici, c'est bel et bien le choix hypocrite d'une « couverture » humanitaire pour ne pas avoir à trancher dans le vif politique et militaire et, quand la catastrophe ne peut plus être niée, en arriver à imposer des solutions qu'on ne soit pas parce que les haines, les déplacements de populations et le chaos ont pour longtemps dicté leur loi. Problème que l'on retrouve lorsqu'il s'agit de financer telle ou telle action, car aux appels les États répondent de façon sélective, et l'urgence (méditative) la meilleure presse que l'anonymat et la science prévention : qui jetterait un regard sur la rampe en place d'une conduite d'eau à Dili ou la livraison de moustiquaires à Juba ?

La Croix-Rouge continue ainsi de « passer les lignes ». Si elles apparaissent assez clairement à Jaffna (Sri Lanka), elles relèvent de l'usage sociologique quand le conflit de militaire, devient total parce que social : où sont les « lignes » là où migrent des millions d'humains, pour des raisons économiques, des campagnes vers les villes, d'un territoire pauvre vers un pays riche ?

- (1) Lire Massimo Aguirre, « Conflits fin de siècle », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.
- (2) Jacques Meunier, dans la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, dont il est directeur en chef, Genève, juillet-août 1995.
- (3) Albert Londres, *Dante n'avait rien vu*, Albin Michel, Paris, 1934.
- (4) Document intitulé « Principes d'intervention en matière d'assistance ou de protection dans le cadre de l'action humanitaire internationale », XXV^e conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 3-6 décembre 1995.
- (5) « Anticiper les conditions de plus en plus vulnérables. Plan de travail relatif à la santé pour les années 90 », Genève, 1993.
- (6) In document cité en note 4.
- (7) CICR, *Rapport d'activités 1994*, pp. 118 et 152.
- (8) « Somalie : travailler dans le no man's land », dans *Rapport sur les catastrophes dans le monde 1995*, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 1994, p. 14.
- (9) *Ibid.*, pp. 17 à 25.
- (10) CICR, *Rapport*, op. cit., p. 22.
- (11) François Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection de victimes de la guerre*, CICR, 1994.
- (12) Cf. Chateaubriand, « Mémoires législatives », *Le Monde diplomatique*, 22 août 1994.

LA TOUTE NOUVELLE RÉSIDENCE **SOFAP HELVIM**
À PARIS XV^e

... sur un site exceptionnel !

Avant Seine

la résidence

face aux 14 hectares du Parc André Citroën.

Pouvoir, en plein Paris, ouvrir ses fenêtres sur 14 hectares d'espace et de verdure, pouvoir profiter, jour après jour, du Parc André Citroën, tels sont les privilèges dont bénéficie l'Avant Seine, une résidence à l'architecture élégante et sobre.

Des appartements du studio au 5 pièces, la plupart avec balcon et vue sur le Parc, quelques duplex avec toit-terrasse privatif.

Groupe
SOFAP HELVIM

(1) 41 05 79 00

سكنيا من الاموال

Abonnement annuel:		
France:	300 FF	CEDEX 21, 21 Ter, rue Voltaire, F-75011 Paris. Compte Crédit Mutuel: 000-7217641
Belgique:	1.800 FB	Centre Tricontinental, Av. Ste Gertrude 5, B-1348 Louvain-la-Neuve. CPAGIRO 000-1306002-91
Suisse:	72 FS	ALTERNATIVES SUD, Case Postale 120, CH-1207 Fribourg 7. CPAGIRO 17-17912-0

هكذا آمننا بالأهل

هكذا من الاجل

SOCIALES

ix-Rouge

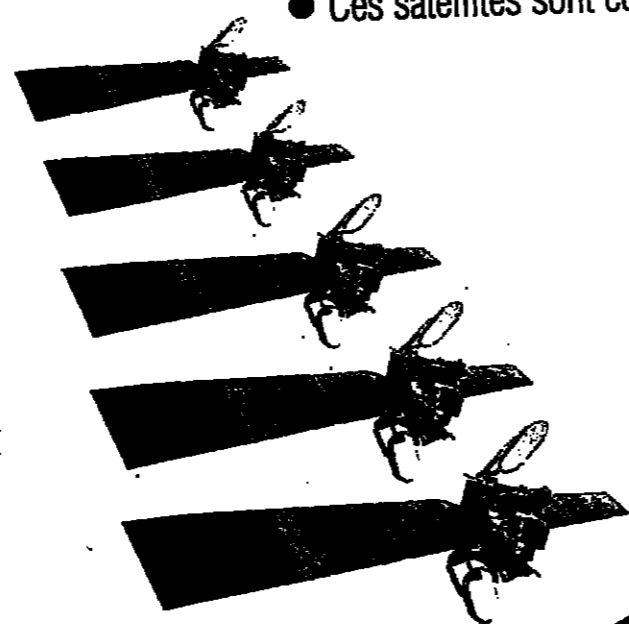


LE MONDE DIPLOMATIQUE - DÉCEMBRE 1995 - 15

15

LE DEFI NUMERIQUE!

- EUTELSAT a la plus grande expérience en Europe des technologies numériques par satellite. Depuis le début de son exploitation il y a 11 ans, EUTELSAT réalise des transmissions numériques sur ses satellites pour le téléphone, les réseaux d'entreprise et la télévision.
- En 1995, plusieurs bouquets de programmes de télévision numérique à destination des réseaux câblés sont entrés en service sur EUTELSAT.
- En janvier 1996, EUTELSAT lance en Italie le premier bouquet numérique européen à destination du grand public, et courant 1996, plusieurs bouquets numériques en France et dans d'autres pays d'Europe.
- Ces programmes sont transmis à partir de la position HOT BIRD à 13° Est, où EUTELSAT disposera fin 1997 de cinq satellites diffusant plusieurs centaines de programmes de télévision grâce à la technologie numérique.
- Ces satellites sont construits en France, à Cannes et à Toulouse.




EUTELSAT
LA SOLUTION NUMERIQUE!

ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE
TOUR MAINE-MONTPARNASSE - 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15 - FRANCE
TEL. 33 (1) 45 38 47 47 - FAX 33 (1) 45 38 46 79

L'AUTONOMIE PALESTINIENNE

Paix piégée au

(Suite de la première page.)

Le rabbin Moshe Levinger a été à l'origine, dès 1968, de l'installation de colons juifs à Hébron. C'est le premier ministre travailliste israélien de l'époque, Ygal Allon, qui lui permit - contre l'avis d'une partie de son gouvernement - de s'installer au cœur de la ville arabe et lui fournit personnellement... trois mitrailleuses Uzi (3). Ce même rabbin proclamait, en toute impunité, après le meurtre de trois étudiants du Collège islamique d'Hébron en 1983 : « Quiconque a commis cet acte a honoré Dieu publiquement. » De cette collusion entre le pouvoir et les extrémistes religieux est née Kiryat Arba, une colonie d'où est parti Baruch Goldstein, l'homme qui tua de sang-froid, le 25 février 1994, 29 Palestiniens en prière, et dont la tombe est devenue un lieu de pèlerinage pour tous les fanatiques juifs.

L'entente avec l'O.L.P. en 1993, a néanmoins suscité une forte contestation chez une minorité de colons, pour la plupart religieux, opposés à la restitution de la moindre parcelle de terre.

Pendant des mois, ils ont conspué « Rabin le traître », l'affublant même d'un uniforme nazi et ils ont dénoncé l'« abandon » de la terre promise par Dieu au peuple juif. Leurs inquiétudes sont-elles fondées ? Même après le massacre d'Hébron, le gouvernement travailliste israélien a obstinément refusé d'évacuer les 400 exaltés juifs qui occupent le centre de la ville et qui sont à l'origine de tensions permanentes avec les 130 000 Palestiniens de l'agglomération.

L'ensemble du réseau des colonies juives dans les territoires (...). Si Oslo I a donné aux Palestiniens dans la période intermédiaire tous sauf les colonies, Oslo II a renversé ce qui avait été accepté et laissé tout, à l'exception des villes palestiniennes, aux mains d'Israël (6).

Il suffit de lire le document pour s'en convaincre (lire, p. 19, l'article de Jan de Jong et, ci-dessous, l'encadré sur les principaux points du texte). D'ici aux élections palestiniennes, prévues le 20 janvier 1996, l'Autorité palestinienne contrôlera totalement six villes, plus Jéricho et, partiellement, la ville d'Hébron, soit 3 % du territoire et 20 % de la population. Dans 450 villages - 27 % du territoire et 70 % de la population -, elle ne disposera que de pouvoirs municipaux, l'armée israélienne, chargée de la sécurité, pouvant y pénétrer à tout moment au nom de la lutte contre le terrorisme. Tandis qu'Israël gardera, en plus de Jérusalem, la haute main sur 70 % de la Cisjordanie, ses colonies et son armée enserment ces flots palestiniens, permettant de les « bouclier » à volonté.

Par ailleurs, le gouvernement israélien a accéléré, sur de nouvelles terres arabes confisquées, la construction de routes de contournement - qui coûteront environ 100 millions de dollars - pour permettre aux colons de se déplacer en Cisjordanie sans rencontrer de Palestiniens. En Afrique du Sud, une telle politique s'appelait apartheid... Israël aurait-il entrepris de tels travaux d'infrastructure s'il avait l'intention, d'ici quelques années, d'abandonner les colonies ?

Car le but du gouvernement de Tel-Aviv, avec ou sans Itzhak Rabin, reste bien l'annexion de Jérusalem et de parties importantes de la Cisjordanie et, dans cette perspective, la majorité des

colons sont pour lui un atout, non un handicap. Intervenant devant le Parlement israélien pour défendre l'accord qu'il venait de signer le 28 septembre 1993, Itzhak Rabin précisait les revendications à long terme de son pays : annexion de Jérusalem auquel seraient rattachées les colonies de Maale Adoumim et de Givat Ze'ev, soit environ 15 % du territoire de la Cisjordanie ; installation de la frontière de sécurité d'Israël sur le Jourdain ; annexion des colonies de Gush Etzion et de bien d'autres.

« Nous pensons, disait le premier ministre, que le peuple juif a droit » au Grand Israël, même s'il y renonce parce qu'il ne veut pas d'un État binational où vivraient près de 3 millions de Palestiniens (en incluant les Arabes israéliens), qui pourraient réclamer des droits égaux à ceux des juifs. Selon ce plan, 70 % des colons de Cisjordanie (Jérusalem exclue) resteraient sous souveraineté israélienne (7). Bénéficiant d'un appui sans précédent de l'administration du président américain William Clinton et de la passivité d'une communauté internationale fascinée par le seul mot de « paix », le gouvernement pense que le moment est venu de faire accepter sa domination aux Palestiniens.

Pourtant, malgré ces réalités qu'aucun Palestinien n'ignore, M. Yasser Arafat a réussi, ces derniers mois, à consolider sa position en Cisjordanie et à Gaza. Selon le Centre de recherches et d'études de Naplouse, 72 % des Palesti-

niens approuvent l'accord d'Oslo II. Les élections au Conseil palestinien, prévues pour le 20 janvier 1996, suscitent une adhésion encore plus large : 81 % des habitants souhaitent s'inscrire sur les listes électorales, même si 40 % des sondés pensent que l'autorité palestinienne utilisera le scrutin pour mater l'opposition. Quant à la popularité d'Arafat, elle reste très forte, avec 58 % d'opinions favorables (8).

L'assassinat d'Itzhak Rabin a même créé un petit sursaut d'amour de M. Arafat. Pour la première fois depuis la signature de l'accord d'Oslo en 1993, le comité exécutif de l'O.L.P. a pu se réunir le 12 novembre 1995 au Caire en présence d'une majorité de ses membres (12 sur 18).

(3) Lire Robert I. Friedman, *Zionists for Zion, Inside Israel's West Bank Settlement Movement*, Random House, New York, 1992.

(4) Entretien à la radio israélienne, 12 octobre 1995, cité par SWB, 13 octobre 1995.

(5) Cité par Tanya Reinhart, « The Israel Government's Settlement Policies were created by Sharon », *Yedioth Ahronot*, 19 juillet 1995 (in *From the Hebrew Press*, Woodbridge, Essex-Unit, septembre 1995).

(6) *Davar*, 29 septembre 1995, cité par *News from Within*, Jérusalem, octobre 1995.

(7) D'autres plans similaires ont été formulés par le Centre Jaffee d'études stratégiques ou par le général Ariel Sharon (voir la carte publiée dans *Le Monde diplomatique*, février 1995) ou par le mouvement La troisième voie (lire, p. 19, l'article de Jan de Jong ainsi que la carte ci-dessous).

(8) Cité par la radio La Voix de la Palestine, Jéricho, 22 octobre 1995 (in SWB, 24 octobre 1995).

Construction massive de logements

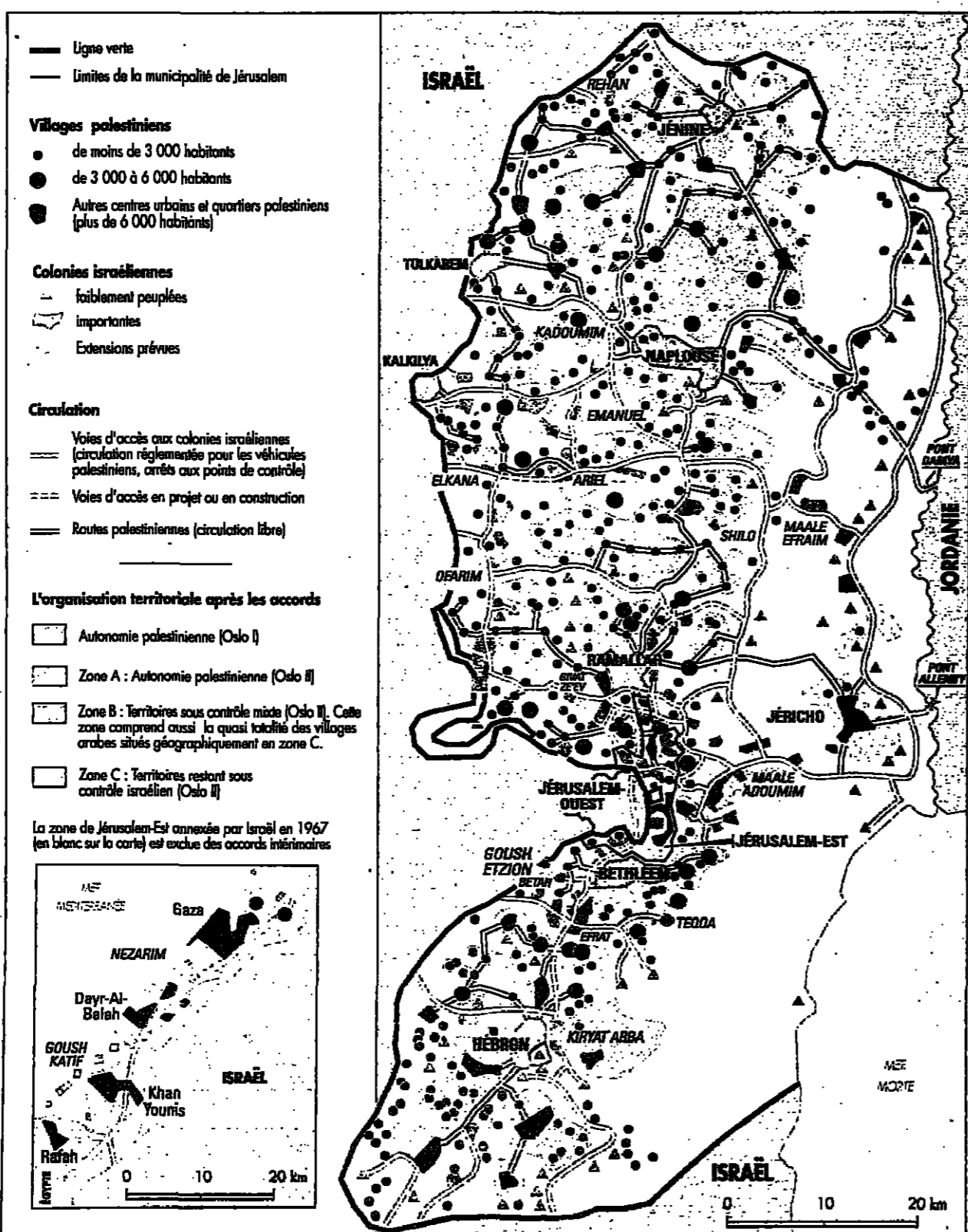
PARTOUT, et en contradiction avec la lettre et l'esprit de l'accord d'Oslo, signé le 13 septembre 1993, la colonisation s'est poursuivie. Selon le mouvement israélien La Paix maintenant, la construction de logements dans les colonies juives de Cisjordanie a atteint, en 1995, un niveau record - 6 000, auxquels il faut ajouter les milliers d'appartements achevés dans la région de Jérusalem. Le porte-parole de l'organisation pacifiste faisait remarquer que « sur le terrain, la politique actuelle est équivalente à celle que menait le Likoud (4) ». La Paix maintenant constatait, avec étonnement, que cette fièvre concernait aussi des petites colonies isolées dans le désert de Judée ou à côté de Jéricho, une ville que les troupes israéliennes ont évacuée le mois dernier.

Pour cette stratégie, le gouvernement

travailliste a reçu des satisfecit pour le moins surprenants. Dans un entretien au quotidien *Davar*, le 14 juillet dernier, le général Ariel Sharon, un dirigeant du Likoud et le principal responsable de l'invasion du Liban en 1982, notait que le plan qui était appliqué en « Judée et Samarie » (Cisjordanie) était celui-là même qu'il proposait depuis 1974 : « Certaines personnes à l'étranger pensent que Rabin a beaucoup cédé aux Palestiniens. Il n'en est rien. Il fait ces choses avec ruse (5). »

Le ministre de la police travailliste Moshe Shahal ne déclarait pas autre chose au lendemain de la signature du nouveau compromis israélo-palestinien à Washington, le 28 septembre 1995 (dit accord d'Oslo II) : « Arafat a été contraint de signer à la Maison Blanche un accord qui inclut la reconnaissance de facto et de jure, de

LA « PEAU DE LÉOPARD » D'OSLO II



Sources : archives municipales de Jérusalem, département des plans urbains ; administration civile Bet El ; plan routier « Arc-en-ciel », 1994-1995 ; Yedioth Ahronot, 6 octobre 1995. Cette carte a été élaborée par Jan de Jong à partir des textes et des documents de l'accord d'Oslo II.

Un accord léonin

SIGNÉ le 28 septembre 1995 à Washington, l'accord de Tabé (dit aussi accord d'Oslo II), comporte un texte principal, sept annexes et huit cartes. Ses principales dispositions sont les suivantes :

- Élection d'un conseil palestinien de 82 membres disposant de pouvoirs législatif et exécutif ainsi que du président du conseil, au suffrage universel. La date de l'élection a été fixée au 20 janvier 1996.
- La Cisjordanie (en dehors de Jérusalem) est divisée en trois zones A, B et C. La première comprend les 6 principales villes (Jéricho, Naplouse, Tulkarem, Kalkiya, Ramallah et Bethléem), Hébron qui fait l'objet d'un accord spécial, et Jéricho, autonome depuis mai 1994 ; elle couvre 3 % du territoire de la Cisjordanie et représente 20 % de sa population. D'ici aux élections, les troupes israéliennes se retireront de ces cités, qui passeront sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. La zone B comprend 27 % du territoire et la quasi-totalité des villages palestiniens. Les zones A et B, ainsi que Jéricho, constitueront 80 % de la population de la Cisjordanie. Elle passera partiellement sous autorité palestinienne, mais Israël aura la responsabilité de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Dans la zone C - plus de 70 % du territoire -, la mainmise israélienne sera totale.

- À Hébron, où résident 450 colons, Israël continuera de contrôler, totalement ou partiellement, de 25 % à 30 % de la surface municipale et 20 % de ses 130 000 habitants. Il n'y a aucun engagement d'un autre redéploiement israélien hors de cette ville.

- D'autres redéploiements de l'armée israélienne sont prévus dans la zone C, après la tenue des élections palestiniennes, à six mois d'intervalle, mais aucun engagement n'a été pris sur l'ampleur du retrait.

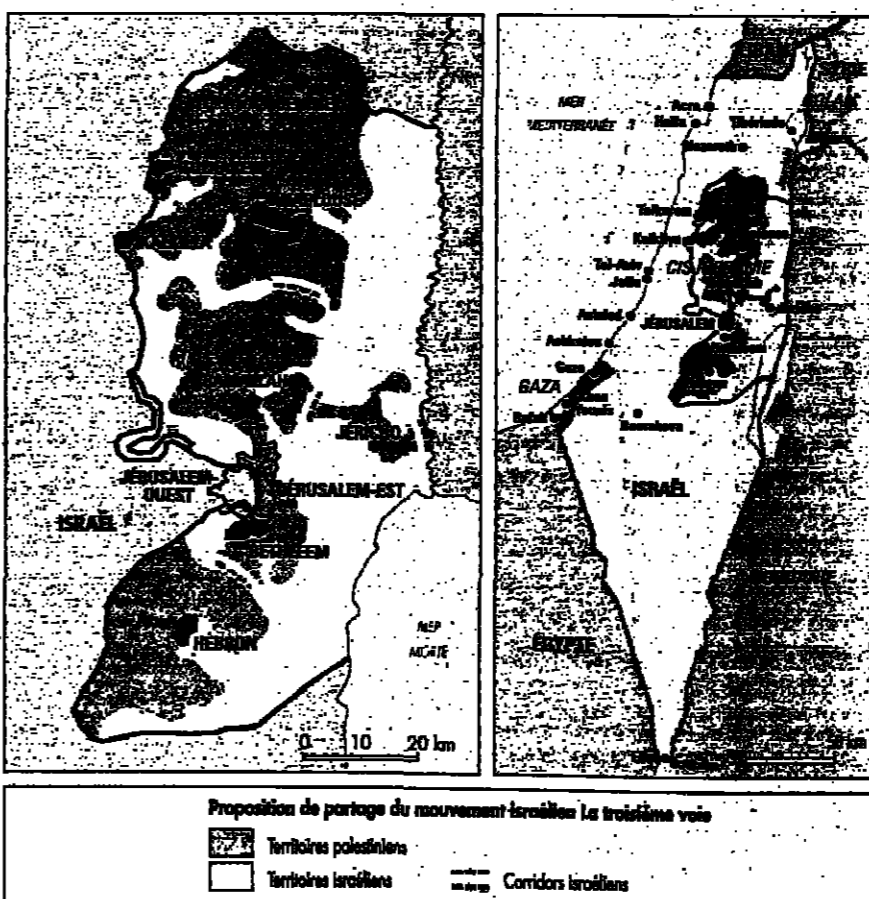
- La question de l'utilisation de l'eau de la Cisjordanie n'a pu être réglée. Israël continuera donc, jusqu'aux négociations finales, à accaparer l'essentiel de cette ressource.

- L'O.L.P. s'engage, dans les deux mois qui suivent l'inauguration du conseil palestinien, à abroger les articles de la Charte nationale palestinienne qui appellent à la destruction d'Israël.

- L'annexe VII prévoit une libération progressive des prisonniers politiques palestiniens. 1 100 ont déjà été libérés, un millier d'autres devraient l'être avant les élections, mais aucune date n'a été fixée pour les 3 000 restants.

- La 4 mai 1996 au plus tard commenceront les négociations sur le statut final, négociations qui incluront les problèmes en suspens (notamment Jérusalem, les colonies, les frontières, les réfugiés et l'eau) et qui devront s'achever avant le 4 mai 1999, date à laquelle doit prendre fin le régime d'autonomie inauguré à Gaza et Jéricho le 4 mai 1994.

VERS UN PARTAGE INÉGAL



PHILIPPE BESACHERVIZ

صكنا من الاصل

Au nom du Grand Israël

Par JOSEPH ALGAZY *

À partir de 1977, les gouvernements du Likoud vont multiplier ces colonies, dans le but avoué de créer un fait accompli écartant toute perspective d'État palestinien. Elles deviennent rapidement le bastion de l'extrême droite israélienne, qui s'appuie sur deux piliers idéologiques (2) : le nationalisme xénophobe (anti-« gentils » en général et, en particulier, anti-arabe) et le mysticisme religieux. Ce dernier se fonde sur une interprétation raciste du concept religieux selon lequel le peuple juif est un peuple élu, et sur une interprétation amérisonniste de la « Terre promise » par Dieu à Abraham.

Quatre mois après la guerre de six jours, le 14 octobre 1967, le député Meïr Vitvor, secrétaire général du Parti communiste israélien — la seule formation à avoir condamné la guerre déclenchée par Israël en 1967 — est grièvement blessé. Celui qui l'a poignardé travaillait à l'imprimerie du quotidien *Hayom*, organe du bloc Gahal, précédé du Likoud. Ce n'est qu'un début : des années durant, des groupes terroristes juifs, en particulier le DOV (Dikout Bogdim, Répression des Traîtres) et TNT (Terror neged terror, Terror contre terreur), vont menacer des militants et des dirigeants de gauche combattant le devoir critique les exactions des autorités militaires contre la population palestinienne. Malgré leur activité criminelle, la police ne prend pas ces deux réseaux au sérieux...

colonies consistent des milices armées. Mais c'est de l'aide et du financement accordés par les gouvernements du Likoud que l'idéologie et l'activité du Goush Emounim tirent leur légitimité (4).

Juin 1980 : les maires palestiniens de Naplouse, Ramallah et El Bireh sont victimes d'attentats sanglants. Le 26 juillet 1983, une nouvelle attaque fait trois morts et une quarantaine de blessés au collège islamique de Hébron. Pourtant les services de sécurité paraissent impuissants à mettre la main sur leurs auteurs. Début 1984, M. Teddy

« **U** N juif a tué un juif ! » : une phrase étrange a inspiré, de chaîne en chaîne, en France, la soirée durant, les commentaires sur l'assassinat du premier ministre d'Israël, Itzhak Rabin. Les journaux listent qui l'ont reprise à leur compte – et il furent nombreux, Daniel Susskindermann l'a montré dans son émission « Arrêt sur images » (1) – étaient-ils conscients de sa redoutable ambiguïté ?

La formule, il est vrai, reflète l'image que les citoyens juifs d'Israël se font d'eux-mêmes, et que l'assassin Yigal Amir a cristallisé. En 1973, avec la guerre de Kippour, les israéliens avaient découvert que leur pays pouvait être l'agresseur ; en 1982, devant Beyrouth assaillie, que leur pays pouvait être l'occupé ; et voici qu'en 1988, avec l'intifada, que les citoyens du pays occupé pouvaient être les agresseurs. Au soir de 1995, le temps de trêve coupe de feu, il ne se sentent plus « peuple élu ».

Mais que devaient penser les témoins témoins en France de ce surprenant détournement du slogan commandement ? Que les juifs seraient immuables, détournement de la punition de mort ? Comme s'il n'y avait pas, dans les prisons d'Israël et d'ailleurs, des criminels juifs ayant tué des juifs... Que les israéliens d'Israël et d'ailleurs, des criminels juifs ayant tué des juifs... Mais, de Vladimir Seroukhine miraculeusement vaccinés contre le fascisme et le Léhi, le mouvement sioniste aux colons fanatiques, en passant par l'orgueil et le Léhi, le mouvement sioniste à toujours compté dans ses rangs le plus extrême droite virulente... Prise au pied de la lettre, l'expression pouvait même suggérer qu'un juif

Interdit de tuer un juif, mais pas un « gentil »... Absurde et dangereux.

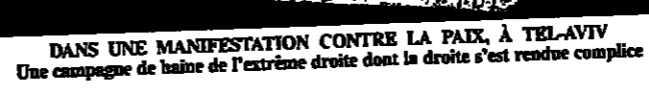
COMME, d'ailleurs, l'usage immodéré de l'expression « communauté juive ». Que recouvre-t-elle ? Les fidèles de la foi mosaïque ? Les membres juifs des institutions juives ? Dans leur grande majorité, les Français d'origine juive des institutions juives ne s'en délient à personne le soin de les représenter et ne s'y retrouvent guère qu'on les « ghettoïse », fût-ce par philo-sémitisme, n'appréciant systématiquement aux membres de la « communauté juive » de France de s'exprimer pour ainsi dire en citoyens israéliens à l'occasion du meurtre d'Itzhak Rabin, comme l'ont fait les grands médias, n'est-ce pas fournir de redoutables arguments à tous les extrémistes qui confondent haine d'Israël et antisémitisme ?

Pourquoi, pour présenter ses condoléances, le premier ministre français, M. Alain Juppé, s'est-il rendu non à l'ambassade d'Israël, mais à la grande M. Alain Juppé, de la rue de la Victoire ? Après l'assassinat d'Anwar El Sadate, le chef du gouvernement de l'époque avait-il visité la Mosquée de Paris ?

Ces dérapages, comme ceux, plus graves hélas, auxquels a donné lieu la récente vague des terroristes, incitent à le répéter : la République ne se résume pas à un conglomérat de « communautés » religieuses, encore moins ethniques. Depuis 1789, il n'y a de nation véritable, en France, que laïque.

DOMINIQUE VIDAL

(1) La Cinq. 11 novembre 1995.



ainsi). L'homme avait fait ses premières classes racistes et terroristes aux États-Unis, à la tête de la Ligue de défense juive. Arrivé en Israël en 1971, il est élu député en juillet 1984 et profite dès lors de son immunité parlementaire pour s'attaquer avec violence, verbalement et physiquement, aux Arabes des territoires occupés comme à ceux d'Israël, à la gauche, aux mouvements pacifistes. Il soumettra même au Parlement une législation raciste inspirée des lois anti-juives de Nuremberg promulguées par le III^e Reich en 1935 (5). Lors des élections de 1988, la Cour suprême interdit au parti Kach de se présenter, son pro-

population et, pis, s'appuyait à la Knesset sur le vote des députés arabes...

Quant aux héritiers du rabbin Kahane, ils se sont divisés en deux groupes : Kahana Hah (Kahane vivant), le mouvement des « bons fils Binyamin Kahane, et Kach, ses fils. Tous deux appelleront à d'innombrables manifestations contre les négociations de paix et multiplieront les violences, organisant des attentats mortels contre des Palestiniens. Après le massacre commis à Hébron en février 1994 par Baruch Goldstein, Kahana Hah et Kach sont mis hors la loi par les autorités. Ils continueront néanmoins leurs activités fâcheuses, sans faire l'objet de la moindre mesure répressive, et donneront naissance à de nouveaux groupes d'extrémistes. C'est le cas d'Eyal, dont plusieurs membres seraient impliqués dans le meurtre d'Yzak Rabin - le réseau projetait également de tuer M. Shimon Pérès et de commettre des attentats anti-arabes à la voiture piégée.

Tous ces éléments terroristes s'abritaient depuis longtemps derrière les déclarations des politiciens des partis de droite et d'extrême droite, Likoud en tête, ainsi que du Parti national religieux, représentés à la Knesset. Ils trouvent également une couverture dans les mouvements extraparlementaires, comme hier le Goush Emounim et aujourd'hui le noyau dur des colons, en particulier Zou Artzenou (C'est notre pays), dont les appels à l'insoumission civique ont trôné la rébellion ouverte à l'égard du gouvernement. À ces entreprises factieuses, des rabbins ont aussi pris activement part, contribuant par leurs discours et leurs décisions hалаhiques (religieuses) à délégitimer le gouvernement du pays. Quel aurait été illégitime dans la mesure où il ne représentait pas une majorité juive dans la

1) Voir Marius Schatzner, *Histoire de la droite israélienne. De Jabotinsky à Ahiaron coll.*, « Questions d'Israël », Complexe, Bruxelles, 1991 ; et Elud Sprinzel, *Beyn Hahats-Hats-Partizani-rit leterior ; ulman politit be Yisrael* (Les Liens entre les mouvements extraparlementaires et terroristes politiques en Israël), The Jerusalem Institute for Israel Studies, Jérusalem, 1992.

2) Lire Amnon Kapelkorn, « Sentinella de la foi, fer de lance de l'occupation » et « Discours naïvetés », *Le Monde diplomatique*, avril 1994.

3) Voir Hagga Segal, *Ahim Yekarim, Korot Hamassilitit Hayehudit* (Chers frères, l'histoire du réseau clandestin juif), Keter, Jérusalem, 1987.

4) Voir Danny Rubinstein, *Mi Ledonat Eliot, Goush Emounim* (Qui est avec Dieu me sauve, Goush Emounim), Hakdikboutz Hamoshavet, Tel Aviv, 1982.

5) Dans la perspective de l'expulsion de tous les Arabes d'Israël, le rabbin Kahana avait proposé notamment : la déportation de force de tous les non-juifs ayant refusé le statut (de seconde parité) de « résident étranger » ; l'expulsion aux classes) de « résident étranger » de Jérusalem ; la condamnation à la captivité aux de prison de tout non-juif ayant eu des relations sexuelles avec une juive ; l'insitution de « plages séparées » pour juifs et non-juifs...

6) Voir Simon Epstein, *Les Chémistes jaunes*, Calmann-Lévy, Paris, 1990.

7) Voir Ya'ar Kotler, *Hei Kahana*, Modem, Tel Aviv, 1992.

8) Nom des conseils juifs qui durant la seconde guerre mondiale en Europe, ont collaboré avec l'occupant nazi.

9) Haaretz, 17 novembre 1995.

حِكْمَةُ مَنْ الْأَهْلِ



À L'ÉTROIT

Proche-Orient

Depuis son installation à Gaza, M. Arafat a su édifier une structure de pouvoir solide. Ses ministres appartiennent pour moitié à la bureaucratie de l'OLP venue de Tunisie, pour moitié aux élites traditionnelles et aux grandes familles de Gaza et de Cisjordanie. Socialement, il s'appuie sur les propriétaires fonciers, qui ont toujours joué un rôle central dans l'histoire palestinienne et qui, désormais, le financent (9).

Quant aux militants de l'Intifada, ils ont été intégrés en grand nombre dans l'appareil d'État, notamment dans les multiples services de renseignement et la police - 20 000 hommes environ au total -, appointés - comme les 20 000 à 30 000 autres fonctionnaires - grâce à l'aide internationale, et qui constituent une clientèle totalement dépendante.

Mais son succès, M. Yasser Arafat le doit d'abord à la faillite de l'opposition.

Installées à Damas, les organisations nationalistes ou de la gauche palestinienne - notamment le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) - ont perdu tout contact avec la réalité et toute influence en Cisjordanie et à Gaza.

En se bornant à dénoncer « le traître Arafat », volontiers complotant au maréchal Pétain, elles ont sous-estimé tous les facteurs qui font de la nouvelle donne, inaugurée le 13 septembre 1993, une réalité politique inscrite sur le terrain. Porté par les États-Unis, soutenu par la communauté internationale et par une majorité des pays arabes, l'accord a été accepté, fâché de mieux, par « les Palestiniens de l'intérieur », épuisés par des années d'Intifada et qui ne souhaitent évidemment pas un retour de l'armée israélienne dans les quelques villes qu'elle a évacuées.

« Sous une tente dans votre cour »

QUANT à Hamas, fortement implanté dans les territoires occupés, sa stratégie terroriste s'est révélée impuissante à faire dérailler les négociations. Soumise aux blocs israéliens après chaque attentat, la population palestinienne s'est détournée des islamistes et a approuvé la répression menée contre eux par l'Autorité palestinienne. La communauté internationale a d'ailleurs fermé les yeux - et continue de les fermer - sur les multiples atteintes à la démocratie à Gaza - arrestations arbitraires, tortures, pressions physiques, lois et tribunaux d'exception -, au nom de la lutte contre l'islamisme.

Plus rapidement que l'opposition nationaliste, Hamas prend conscience que l'accord d'Oslo est désormais une réalité qu'il ne sert à rien d'ignorer. Sous l'impulsion de son aile modérée (10), le mouvement islamiste a entamé des négociations avec M. Arafat. Dans un entretien à la radio palestinienne, un de ses dirigeants, le cheikh Jamal Salim, expliquait qu'il fallait donner la priorité absolue à la réconciliation interpalestinienne (11). « Supposons que vous ayez été expulsés de votre maison, lui demande alors le journaliste, par quelqu'un de fort alors que vous êtes faible ; vous avez été jeté à la rue avec votre femme et vos enfants. Et

puis on vous donne la possibilité de vivre dans votre cour sous une tente. Qu'est-ce qui est mieux ? La rue ou la tente dans votre cour ? » Il n'existe pas de solution simple, répond le cheikh, mais « un homme peut accepter certaines concessions à court terme pour ne pas perdre tout profit à long terme ».

L'enjeu des négociations engagées entre Hamas et l'Autorité palestinienne est double : l'arrêt des opérations militaires menées contre des objectifs israéliens à partir des territoires autonomes ; la participation de l'organisation islamiste aux élections du Conseil palestinien du 20 janvier 1996.

Plusieurs rencontres se sont déroulées entre les deux parties à Kharotum d'abord, puis au Caire. Un des porte-parole de l'organisation à Gaza, le Dr Mahmoud El Zahhar, a indiqué à la mi-novembre que les négociations avançaient, que les derniers cadres de son mouvement emprisonnés par l'Autorité palestinienne seraient rapidement libérés et que Hamas formerait bientôt un parti politique ouvert, sur le modèle du Front d'action islamique de Jordanie, qui pourrait participer aux élections du 20 janvier (12). Mais un tel choix, surtout s'il s'accompagne d'un abandon de la violence, risque d'entraîner une scission de Hamas.

Paradoxalement, l'assassinat d'Yitzhak



PÈLERINAGE SUR LA TOMBE DE BARUCH GOLDSTEIN, ASSASSIN DE 29 MUSULMANS À HÉBRON. Les colonies juives de Cisjordanie, une véritable « bombe à retardement »

Rabin a renforcé en Israël le camp de ceux qui appuient les négociations avec l'OLP. En Palestine, M. Arafat a désormais la haute main sur les décisions et semble en mesure d'amener les islamistes à résipiscence. La véritable question n'est donc pas de savoir si l'accord d'Oslo sera appliqué, mais s'il ouvre la voie à une paix durable ou à une paix piégée. C'est en mai 1996, au plus tard, que s'ouvriront les discussions entre Israéliens et Palestiniens sur les questions en suspens les plus délicates : Jérusalem, les colonies, l'eau, les arrangements de sécurité, les frontières et surtout le sort des réfugiés palestiniens.

L'accord d'Oslo I prévoyait des discussions sur le sort des 200 000 à 300 000 « personnes déplacées » - c'est-à-dire chassées de Cisjordanie et de Gaza en 1967 -, qui vivent pour l'essentiel en Jordanie. Près de deux ans de tractations n'ont pas amené le moindre début de solution à leur

situation. Comment résoudre alors le sort des 3 millions de réfugiés de 1947-1948, dont la communauté internationale a reconnu le droit au retour ou à une indemnisation, mais qu'elle s'efforce désormais d'oublier ? Ces « damnés de la terre » représentent un important facteur d'instabilité - notamment en Jordanie -, et leur maintien dans des camps ne peut que contribuer à de futures explosions.

Dans ses Mémoires, Itzhak Rabin raconte la conquête des villes palestiniennes de Lydda (Lod) et Ramleh par la toute jeune armée israélienne, en juillet 1948 : « Nous marchions dehors aux côtés de Ben Gourion. Allon répète la question : « Que devons-nous faire de la population ? » Ben Gourion agita la main en un geste qui signifiait « Chassez-les ». Allon et moi avons tenu conseil. J'étais d'accord avec lui qu'il était essentiel de les chasser. Nous les mîmes à pied sur la route de Bet

Horon (...). Il n'y avait pas d'autre moyen que d'utiliser la force et les tris d'avertissement pour contraindre les habitants. » Ainsi furent expulsés de leurs foyers 70 000 Palestiniens (13). Cinquante ans plus tard, l'oubli suffirait-il à les chasser une deuxième fois ?

ALAIN GRESH.

(9) Lire Graham Usher, *Palestine in crisis. The Struggle for Peace and Political Independence*, Pluto Press, Londres, 1993, p. 73 et, de même, « Arafat on the top », *Middle East International*, Londres, 31 mars 1995.

(10) Lire Wendy Kristiansen Levitt, « Islamisme palestinien, la nouvelle génération », *Le Monde diplomatique*, juin 1995.

(11) Entretien à La Voix de la Palestine, Jéricho, 7 octobre 1995, in SWB, 9 octobre 1995.

(12) Entretien accordé à l'agence de presse égyptienne MENA, le 15 novembre 1995 (in SWB, 16 novembre 1995).

(13) Cité par Alain Gresh, Dominique Vidal, *Palestine 47. Un partage avorté*, Complexe, Bruxelles, 1994, p. 206. Ce passage des Mémoires de Rabin a été censuré dans la version définitive, mais publié par le New York Times du 23 octobre 1979.

Israël, maître de la Cisjordanie

SIGNÉ le 28 septembre 1995, à Washington, avec solennité par Israël et les Palestiniens, le document connu sous le nom d'Oslo II (lire ci-contre, les principaux points du texte) compte plusieurs centaines de pages. Le texte aborde chacun des détails imaginables relatifs au retrait israélien et au transfert d'autorité aux Palestiniens. Mais, en dépit de cette exhaustivité, sa signification réelle pourra se mesurer aux réponses qu'il apporte à ces trois questions : quelle sera la frontière définitive entre Israël et les Palestiniens ? Qu'advient-il des colonies juives ? Y aura-t-il un État palestinien indépendant ? En un mot, Oslo II pourra-t-il devenir l'instrument de la souveraineté palestinienne ?

La carte de l'accord (voir p. 18) permet d'esquisser les réponses. La Cisjordanie sera divisée en trois zones. D'abord, à l'exception de Jérusalem-Est, elle détermine les principales cités palestiniennes : Jérusalem, Naplouse, Tulkarem, Kalkilya, Ramallah, Bethléem et la majeure partie d'Hébron. Ces villes (zone A) passeront entièrement sous autorité palestinienne.

La zone B s'apparente à un archipel micronésien et se compose d'une douzaine de régions rurales distinctes, tantôt étendues, tantôt minuscules, éparpillées à travers tout le territoire, auxquelles il faut ajouter la quasi-totalité des villages palestiniens. Cette collection de poches isolées, qui - avec les six villes évacuées, Hébron et Jéricho - abrite environ 90 % de la population palestinienne de la Cisjordanie sera contrôlée, en partie seulement, par l'Autorité palestinienne. Ensemble, la zone A et la zone B couvrent à peine 30 % de la Cisjordanie.

Quant à la zone C - 70 % du territoire et pratiquement vide de Palestiniens -, elle englobe toutes les colonies juives, civiles et militaires, et doit être l'objet des prochaines tractations entre Israël et les Palestiniens. Depuis septembre 1993, l'État juif y a intensifié ses travaux d'infrastructure, espérant ainsi consolider sa mainmise. Il a notamment poursuivi la construction de routes de contournement qui permettront, sans traverser les principales enclaves palestiniennes, de relier entre elles la plupart des colonies juives. Ainsi la zone C acquiert la cohésion structurelle qui est en train de se définir dans les territoires éparpillés par l'Autorité palestinienne. Car, entre ces territoires, la libre circulation des biens et des personnes dépendra exclusive-

ment de l'accord de l'armée israélienne qui patrouillera sur les « routes de sécurité ».

C'est ici qu'apparaît l'un des aspects fondamentaux d'Oslo II. Israël est parvenu à se débarrasser du fardeau de l'administration des Palestiniens sans avoir pour autant à subir un affaiblissement de son contrôle sur la Cisjordanie. L'État hébreu et les Palestiniens sont séparés, et, désormais, 1 500 000 Palestiniens s'autogouverneront sur environ le tiers de la Cisjordanie, et se retrouveront encastrés dans le réseau des colonies dont la population est dix fois moins importante (si l'on exclut les colonies de Jérusalem-Est) que celle des Palestiniens, mais qui accapareront deux fois plus de terres.

Les Palestiniens ont perdu une bonne part du poids politique qui découlait du fait qu'ils résidaient à l'intérieur d'un territoire que la communauté internationale reconnaissait être, dans sa totalité, occupé. Après Oslo II, Israël peut discuter du sort de la zone C sans avoir à traiter du sort de la population palestinienne autochtone, à présent reléguée dans la zone autonome.

Bataille pour la terre

LA volonté des Palestiniens de récupérer l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza leur représente 22 % de la Palestine de 1947 se heurte à la détermination israélienne de rester le seul - ou le principal - pouvoir souverain. La contrainte de la zone C est au cœur de cet affrontement.

Les coups de feu qui ont mis fin à la vie d'Yitzhak Rabin rappellent assez le degré d'intransigence d'une partie des colons juifs, qui se préparent à transformer la zone C en un champ de bataille où va se jouer l'avenir du Grand Israël. Ils sont déterminés à s'opposer à la fois aux Palestiniens et à ceux des Israéliens qui ont fait de l'avenir de ces territoires une vision différente de la leur.

Dans l'affrontement politique consécuteur à l'assassinat du premier ministre israélien, beaucoup ont eu pour objectif d'imposer une interprétation particulière des accords d'Oslo, jugés confus non seulement par les colons, mais par de larges fractions de l'opinion israélienne, y compris par une partie de l'électorat travailliste. Avec le soutien d'un ancien chef d'état-major, M. Dan Shomron, deux députés travaillistes, MM. Avigdor Kahalani et Emmanuel Ziemann, eux-mêmes anciens officiers, avaient créé une nouvelle plate-forme politique, La troisième voie, pour s'opposer à la restitution du Golan. Puis, ils ont élargi leur programme aux territoires occupés : ils cherchent à se distinguer à la fois

des jusqu'au-boutistes du Grand Israël et de ce qu'ils appellent « la captivité totale de la gauche devant les exigences des Arabes (1) » - les deux élus ont voté contre les accords d'Oslo II. Ils souhaitent, après bien d'autres (2), définir beaucoup plus clairement les besoins de sécurité et de développement de l'État hébreu.

Or cela exige qu'une ligne rouge délimite précisément les frontières qui assureront la réalisation, de ces besoins. Les partisans de la troisième voie proposent d'annexer à Israël la quasi-totalité des colonies juives et leur population de 126 000 colons (93 % du nombre total). Cela signifierait que, à l'exception des 80 000 villageois palestiniens se trouvant dans les zones annexées, tous les autres Palestiniens vivraient dans les territoires autonomes. Mais, contrairement aux plus extrémistes des colons, La troisième voie propose une continuité territoriale de la zone autonome.

Ce plan (voir carte) suggère un retrait israélien de la centaine de villages palestiniens isolés dans la zone C et celui des quelques vingt colonies juives (les plus petites) dont la population totale atteint à peine 7 000 habitants. Ce redéploiement permettrait de regrouper dans des ensembles plus vastes, localisés autour de Naplouse, Ramallah, Bethléem et Hébron, les zones palestiniennes aujourd'hui séparées. Elles seraient reliées entre elles par un réseau de corridors étroits, et à la Jordanie par Jéricho. Cette vision déboucherait donc sur la création d'une entité palestinienne autonome comprenant un peu moins de la moitié de la Cisjordanie et sur l'annexion par Israël de l'autre moitié (3).

Cette proposition garantit explicitement le contrôle des richesses aquifères de la Cisjordanie. De plus, Israël conserverait le potentiel urbain cumulé des vingt plus grandes colonies de peuplement juives comme Ariel, Qadounim, Ofarim, Givat Ze'ev, Maale Adoumim, Betar et Efrat. Ensemble, elles constituent un espace précieux pour la métropole surpeuplée de Tel-Aviv. Mais, plus important encore, ce potentiel urbain assurera un lien solide avec les colonies de la vallée du Jourdain, jugées indispensables à la sécurité de la frontière orientale d'Israël.

De leur côté, les Palestiniens sont de plus en plus conscients que la zone C commande des ressources indispensables à leur économie, et nombre d'entre eux, notamment dans les organisations non gouvernementales, s'inquiètent à l'idée que les négociations pourraient déboucher sur une entité formellement indépendante mais dépourvue des ressources indispensables à son développement. Surtout que la population palestinienne devrait dou-

blier d'ici l'an 2010 et atteindre, en comptant Gaza, 4 000 000 d'habitants.

Ces ressources sont d'abord les terres agricoles situées dans la vallée du Jourdain. En utilisant les gisements d'eau actuellement détournés par Israël, la production agricole augmenterait de manière significative. D'autre part, la partie arabe de Jérusalem, dont le statut final est un des points litigieux laissés à la négociation finale, pourrait, grâce à sa position de principal nœud géographique, devenir un centre important de commerce, de transport et de développement urbain. Sa restitution aux Palestiniens permettrait à la fois de rétablir les liens menacés entre le nord et le sud de la Cisjordanie, mais aussi entre le port en eau profonde de Gaza et le nœud routier de Jéricho vers le monde arabe.

Le mirage de Singapour

TOUT cela donnerait un élan vital à la création d'un secteur agro-industriel, le seul qui pourrait, à cette étape, créer de vraies richesses. Mais la direction de l'OLP, même si elle s'affirme décidée à récupérer tous les territoires occupés - y compris la zone C - envisage un autre projet de développement qui pourrait la pousser à accepter un compromis territorial. En effet, les médias palestiniens insistent sur une idée, qui permet de reléguer au second plan les ressources en terre et en eau. S'inspirant de l'exemple de Singapour, ils soulignent que des petites nations dont la population est la seule capital, ont pu opérer comme des États souverains. Avec la même population mais moins de la moitié du territoire qu'Oslo II attribue à l'Autorité autonome, la ville-État asiatique réalise des performances remarquables dans des industries de pointe comme l'électronique et démontre ainsi qu'à l'ère des technologies modernes l'exiguïté du territoire n'est plus un handicap rédhibitoire.

Outre la fragilité de cette analogie entre la Palestine et les dragons d'Asie du Sud-Est, l'incapacité de l'Autorité palestinienne à tirer les conséquences (notamment en matière de plan de développement) de cette vision, souligne la légèreté de cette sorte d'inspiration, qui risque de transformer en mirage la perspective d'un minimum d'autodétermination palestinienne.

(1) *The Third Way - A New Hope for Israel's Future*, Tel Aviv, septembre 1995.

(2) Voir les cartes des différents plans dans *Le Monde diplomatique*, février 1995.

(3) *The Third Way*, op. cit.

* Géographe, Amsterdam. Consultant pour la société St Yves, Jérusalem.

Au Brésil, la droite conservatrice se renforce

LE président du Brésil, M. Fernando Henrique Cardoso, entré en fonctions le 1^{er} janvier 1995, semblait installé sur la même spirale descendante que ses prédécesseurs, annonçant des réformes puis condamné à l'impuissance. Mais, depuis le mois de mai, son gouvernement a réussi à faire voter une pléthore de réformes économiques néolibérales. Le Brésil est ainsi sorti d'une décennie de paralysie gouvernementale ; mais rien ou presque n'a été fait pour renforcer la cohésion sociale dans un pays qui reste l'un des plus inégalitaires du monde.

Par notre envoyée spéciale CATHERINE IFFLY *

Élu sur la base d'une alliance hybride entre son parti, social-démocrate (PSDB), et le Parti du front libéral (PFL), qui représente les oligarchies agraires du Nordeste et une partie des professions libérales (1), jouissant en théorie d'une majorité confortable au Congrès, M. Fernando Henrique Cardoso s'est heurté au même problème que les présidents antérieurs. L'absence de discipline de parti laisse le champ libre aux groupes d'intérêts ; l'adoption des propositions du gouvernement dépend de sa capacité à mener des transactions, de type clientéliste, avec les différents politiciens d'influence qui orientent le vote des autres parlementaires. L'équipe du président Cardoso a aussi commis à ses débuts une erreur politique en engageant, en même temps, différents projets de réforme, dont celui de la sécurité sociale, le dossier le plus délicat, qui ont coïncidé les mécontentements.

La rencontre de M. Cardoso avec M. William Clinton, en avril 1995, à Washington, a marqué un tournant. Elle a renforcé la position intérieure du président brésilien, alors que les États-Unis restent un modèle pour les médias. Ce succès a coïncidé avec la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie politique. Elle donne désormais la priorité aux amendements économiques, d'orientation libérale, avec l'appui de la coalition PSDB-PFL et le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre-droit), tandis que les autres réformes ont été provisoirement mises en veilleuse.

M. Cardoso s'était d'abord refusé à nommer un « coordonnateur politique », comme on l'en pressait ; désormais, le vice-président de la République, M. Marco Maciel (PFL), paraît s'imposer dans ce rôle. Soutien de la dictature militaire, ex-dirigeant du gouvernement Collor, M. Maciel est un renard rompu à toutes les manœuvres politiciennes. Le gouvernement a assuré sa base parlementaire par la distribution de charges administratives, c'est-à-dire par le retour au « physiologisme » (2), tant dénoncé naguère par M. Cardoso. Il joue même avec dextérité de l'arme des nominations, abattant ses cartes progressivement et gardant en main, pour l'avenir, des atouts maîtres.

Les parlementaires ont voté les amendements constitutionnels qui ouvrent au secteur privé, national et étranger, des domaines stratégiques de

l'économie, jusque-là réservés à l'État d'après la Constitution de 1988 (lire ci-contre l'article de Jean Ziegler). L'adoption de ces modifications de la Constitution supposait au moins trois cinquièmes des voix à la Chambre et au Sénat.

Les réformes les plus controversées ont été celles du pétrole et des télécommunications. Dans ce dernier secteur, les députés ont élargi la proposition d'amendement du ministre des télécommunications, et maintenant, avec l'introduction des autorisations et permissions, catégories dont le contenu reste à préciser, à peu près tout devient possible. Ce choix, s'il n'est pas restreint par la législation ordinaire, aura des conséquences fondamentales dans la bataille pour le contrôle des nouveaux supports médiatiques.

La défaite de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et plus généralement de la gauche ne s'explique pas seulement par un rapport numérique défavorable. La gauche a plaidé pour le *status quo*, refusant de participer aux débats sur les réformes, rejetées en bloc. Alors que, dans des secteurs comme le téléphone, les problèmes sont patents, cette position est apparue, aux yeux de l'opinion publique, comme une simple défense de privilèges corporatistes. « La gauche n'a pas joué son rôle de proposition, en présentant des projets de rechange qui auraient pu rallier des députés d'autres courants. Il n'y a pas eu de débat », nous dit le sénateur Roberto

Freire, du Parti populaire socialiste.

Un autre aspect du projet politique de M. Cardoso concernait la justice sociale, avec une priorité pour l'éducation, la santé et l'agriculture. Les déclarations de principe n'ont pas été suivies d'effets. Le problème agraire a pris une acuité particulière (lire, ci-contre, l'article de Plinio Arruda Sampaio). La mobilisation des paysans sans terre, qui occupent des domaines non cultivés en différentes régions du pays, les représailles et les massacres qui l'ont suivie, ont fait entrer en force cette question, jusqu'ici négligée, dans le débat politique. En novembre, en septembre dernier, son secrétaire particulier à la tête de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire, le président a voulu marquer sa détermination. Cependant, l'attribution du portefeuille de l'agriculture, comme dans les gouvernements précédents, à un représentant des intérêts de la grande propriété foncière (M. Andrade Vieira, dirigeant de la banque Bamerindus) (3), donne à penser que les changements seront minces.

À l'actif social du nouveau président, un élément fondamental : la stabilisation des prix. En effet, l'inflation a longtemps été la cause première de l'aggravation des inégalités sociales. Elle permettait une érosion de la part relative des salaires dans le revenu national. Ils avaient atteint, en 1991, un minimum historique, leur valeur étant, en termes réels, divisée par deux par rapport à 1982 (4). Ainsi, la fin de l'hyperinflation a soulagé la situation des plus démunis. L'augmentation cumulée du coût de la vie entre le 1^{er} janvier et la fin octobre 1995 n'a été que de 18 % (5), contre plus de 40 % par mois au début de 1994.

Vieux routiers de la dictature

UN des principaux bénéficiaires de la nouvelle donne politique est le PFL, qui tient le haut du pavé (6). Né d'une scission du PDS, parti de soutien au régime militaire, le PFL regroupe de vieux routiers de la dictature. Il demeure impopulaire et d'implantation régionale (7). Grâce à leur alliance avec M. Cardoso, ses dirigeants, qui ont toujours fait preuve d'une flexibilité très opportuniste, ont acquis des positions-clés dans l'appareil d'État, leur permettant de contrôler les ressources publiques et d'irriguer leurs réseaux clientélistes. Responsables de la politique désastreuse menée pendant plusieurs décennies, ils espèrent redorer leur blason. Ainsi, tandis que le chef du PFL, M. Antonio Carlos Magalhães, incarne une tradition autoritaire, à l'image des *coroneis* (8) d'autrefois, son allié, M. Cardoso, représente, pour

beaucoup de Brésiliens, les valeurs démocratiques (9). À moyen et long terme, le PFL escompte de larges dividendes électoraux. Les élections municipales de l'automne 1996 permettront de vérifier le bien-fondé de cette stratégie.

L'adoption par les parlementaires des amendements économiques témoigne d'une recomposition importante au sein des forces politiques (10). Les tenants du libéralisme économique sont devenus le groupe le plus nombreux au Congrès. Impuissant dans l'exercice de ses fonctions élémentaires de justice et de police, déficient dans le domaine social, l'État fédéral a joué très tôt un rôle important dans l'économie, au profit d'une minorité (11). Les exonérations d'impôt et les subsides (auxquels met fin l'actuel projet de réforme fiscale), les prix sub-

ventionnés des entreprises publiques, notamment dans le domaine de l'énergie, ont été les instruments privilégiés de la politique économique des militaires. La gabegie des années de dictature et l'endettement qui en est résulté ont amené, au début des années 80, le naufrage de l'État, qui n'est plus à même de transférer des ressources vers le secteur privé. D'où un certain nombre de reclassements idéologiques.

Après l'adoption des amendements économiques, le rythme des changements a marqué le pas. Le gouvernement a pu faire avancer son projet très controversé de réforme administrative, qui prévoit notamment la fin de la stabilité de l'emploi pour les fonctionnaires, rendant possible le licenciement lorsque la dépense salariale d'un État ou d'une municipalité représente plus de 60 % de son budget (comme cela est souvent le cas actuellement).

Les débats en vue de l'introduction d'un amendement constitutionnel permettant à un chef d'État sortant de briguer un second mandat consécutif montrent que la prochaine élection présidentielle influence déjà la conduite des affaires publiques. La mesure est combattue notamment par M. José Sarney, ancien président de 1985 à 1988, qui espère revenir au pouvoir.

Les résultats du plan Real dans la lutte contre l'inflation pourront difficilement être maintenus sans une réforme fiscale et budgétaire. La réduction des dépenses respectives de l'État fédéral et des collectivités locales, afin de rééquilibrer les comptes de l'Union, est particulièrement épineuse en raison du poids des groupes d'intérêts et de la situation plus que précaire des finances des États. Dans ce cadre est essentielle une

réponse politique, visant notamment à renforcer les partis et à diminuer leur nombre (une vingtaine au Congrès). Mais ce serait, pour les parlementaires, porter atteinte à leurs prérogatives. Autant dire que cette perspective est repoussée à un horizon assez lointain.

(1) Voir Luis Felipe de Alencastro, « Vieux du plan Real », *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.

(2) Pratique systématique de l'opportunisme.

(3) Cella, au ministère de la justice, de M. Nelson Jobim, avocat connu pour ses plaidoiries contre la démocratisation des terres indiennes, n'est pas non plus de bon augure pour les indiens. Le gouvernement souhaite abroger le décret régulant la délimitation de ces terres afin de donner à diverses entités (familles, entreprises d'extraction minière, petits agriculteurs) la possibilité juridique de la contraindre. Une telle mesure serait lourde de conséquences pour les populations indiennes, soumises à diverses formes de violence du fait de la richesse de leur sous-sol. Par exemple d'après un récent rapport de l'Unesco, les Kayowanas se suicident collectivement.

(4) D'après l'Indice Fiesp des salaires réels dans l'industrie de São Paulo.

(5) Selon l'Indice IBGE.

(6) Il contrôle la présidence de la Chambre des députés, celle du Sénat (à travers M. José Sarney, qui n'est pas membre du PFL mais qui, ex-président du PDS, appartient à la même coalition) la vice-présidence de la République, plusieurs portefeuilles de ministres, les présidences de commissions chargées d'étudier les amendements constitutionnels, etc.

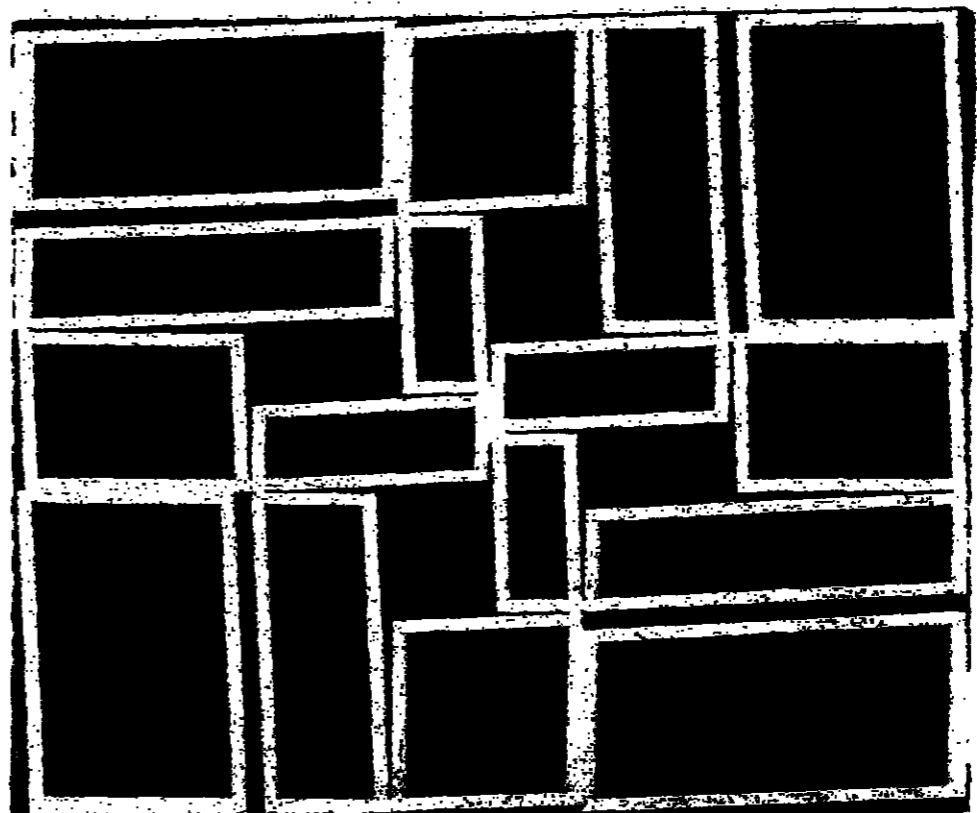
(7) Son candidat a recueilli 1 % des voix à l'élection présidentielle de 1989. Plus de la moitié des députés fédéraux du PFL sont des élus du Nordeste.

(8) Propriétaires terriens qui sont aussi des chefs politiques.

(9) Le PFL n'a, de fait, en rien modifié ses anciennes et contestables pratiques politiques.

(10) Cette recomposition n'est pas complète, comme en témoignent les résistances, voire les oppositions, au sein de la coalition gouvernementale.

(11) Cf. Elias Reis, « Interesses agro-exportateurs e construção do Estado (Brasil de 1890 a 1930) », in Fernando Henrique Cardoso et al., *Economia e Movimentos Sociais na América Latina*, Brasília, 1985.



HÉLIO OTHICICA - « Le blanc croise le rouge - Metacruzeira » (1998)

AVANT-PRÉMIÈRE **COGEDIM**

LE DOMAINE COLBERT
A SCEAUX

TEL. (1) 41 05 30 30
COGEDIM 75835 PARIS CEDEX 17

LA QUALITÉ FAIT LA DIFFÉRENCE

AU COEUR DE SCEAUX, À 5 MN À PIED DU RER.

Dans un beau domaine privé, trois grandes "Maisons de Ville" autour d'un ravissant jardin intérieur. Calme, verdure, terrasses ou balcons pour tous les appartements.

AVANT-PRÉMIÈRE **COGEDIM**

Le Parc de Seine

À COURBEVOIE, FACE AU SUPERBE PARC DE BÉCON À 6 MINUTES DE SAINT-LAZARE PAR LE TRAIN

Dans le quartier le plus résidentiel de Courbevoie, des appartements qui ouvrent sur le Parc ou sur des jardins privés.

TEL. (1) 41 05 30 30
COGEDIM 75835 PARIS CEDEX 17

LA QUALITÉ FAIT LA DIFFÉRENCE

حکومت الامم المتحدة

3/11

سكدا من الاحل

QUADRILLAGE DU PAYS ET DES ESPRITS

Le viol permanent du peuple birman

C E fut un espoir de très courte durée. La libération, après six ans d'assignation à résidence sans procès, de M^{me} Aung San Suu Kyi, allait peut-être permettre une renaissance de la liberté en Birmanie. Le 9 octobre, elle reprenait la direction de la Ligue nationale pour la démocratie. Le 23 octobre 1995, la dictature militaire décrétait illégale cette nomination. Un signe supplémentaire de la volonté des généraux, désormais soutenus par les milieux d'affaires étrangers, de continuer leur viol permanent du peuple birman.

Par RENALDO GASSI*

« Les droits de 45 millions de personnes dans le pays sont plus importants que les droits d'un individu », assurait au début de juillet dernier le général Khin Nyunt, secrétaire général de la junte birmane. Chef des multiples services secrets, il est aussi l'héritier spirituel de son mentor, le général Ne Win. Celui-ci, après s'être emparé du pouvoir le 2 mars 1962, avait mis en place un régime dictatorial qui, suite à une tentative de révolte et à la terrible répression de 1988 (3 000 morts et des milliers d'arrestations), perdure.

Le 11 juillet dernier, M^{me} Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix 1991, qui venait d'être libérée dix jours avant la fin de sa sixième année de résidence surveillée, lui répondait : « Nous devons continuer de respecter la volonté du peuple d'une manière qui soit acceptable par tous ceux qui peuvent vraiment œuvrer en faveur de la stabilité et du peuple. » Comme ses déclarations suivantes, celle-ci n'a pas été relayée après de la population. Elle faisait allusion aux résultats des élections du 27 mai 1990, organisées puis ignorées par la junte, 82 % des suffrages s'exprimant en faveur de la Ligue nationale pour la démocratie dont M^{me} Aung San Suu Kyi était alors secrétaire générale, un désaveu de la politique répressive du State Law and Order Restoration Council, dont l'acronyme - Slorc -, commente un résident, « commence par le syllabaire d'une balle et se termine par son impact... ».

Pour se maintenir au pouvoir, et trois jours avant le coup de force du 18 septembre 1988, les colonels (ils se sont ensuite autopromus généraux) avaient pris soin de renier le « socialisme » derrière lequel ils s'abritaient auparavant pour maintenir en place la dictature. Pour se transformer en « libéraux », il leur a suffi de saborder le Burma Socialist Program Party. Ils ont ainsi bénéficié, si l'on peut dire, du cuisant échec de la Voie birmane vers le socialisme du général Ne Win, dont ils furent... les principaux acteurs.

La junte, rajeunie, n'a jamais cherché à établir les responsabilités de ce désastre. Pour mieux conforter son pouvoir, elle s'est au contraire efforcée de reproduire, sous des appellations diverses, jusqu'à la caricature, les techniques et structures de contrôle de la population qui avaient fait leurs preuves pendant plus d'un quart de siècle : espionnage, menaces, délation, purge de fonctionnaires, propagande, désinformation, etc.

La disparition du paravent de l'idéologie socialiste et des rouages administratifs mis en place pour garantir le contrôle de la population a privé les généraux des courroies de transmission

nécessaires, et l'armée s'est vue contrainte d'apparaître au grand jour. Les massacres d'étudiants de 1988 (venant après ceux de 1965 et de 1974), les arrestations arbitraires, l'établissement d'un système de travail forcé, les rackets à tous les niveaux, la répression politique, les tortures et les disparitions, les déplacements et surtout l'exploitation systématique des populations ont définitivement terni l'image des militaires (1).

Pour tenter de redorer leur blason, les généraux se sont d'abord assurés l'appui de la hiérarchie bouddhique, devant laquelle ils se prosternent ostensiblement à l'occasion de cérémonies religieuses qu'ils organisent souvent eux-mêmes. Les généraux se sont lancés dans un programme de réparation des vieilles pagodes et de construction d'une multitude d'édifices religieux. Cette gigantesque opération de propagande permet aux militaires d'apparaître régulièrement à la télévision comme d'ardents défenseurs de la foi, des bâtisseurs de pagodes, des balayeurs de monastères, des peintres des enceintes sacrées, des collecteurs de fonds pour la religion.

Les fidèles sont systématiquement ractés pour financer ces opérations. Ces donations forcées peuvent atteindre 1 million de kyats, ce qui, même au taux parallèle, reste une somme conséquente dans un pays où le revenu annuel moyen par habitant ne dépasse pas 1 200 kyats (2). La grande majorité des quelque 400 000 religieux de l'Union (plus de 1 % de la population), qui bénéficient également d'un enseignement gratuit et de soins personnalisés dans les hôpitaux qui leur sont réservés, sont des habitants qui disposent du niveau de vie le plus élevé.

La population a conscience de l'utilisation faite de ses convictions religieuses : « Nous payons pour être tranquilles », entend-on dire. Les bikkhus - les moines - les plus engagés en faveur du régime reçoivent des sacs de riz, des postes de télévision, voire des voitures de luxe. Ils bénéficient d'aides pour réaliser leurs propres projets de construction, le plus souvent des édifices de prestige tendant à glorifier l'enseignement religieux qu'ils dispensent. Sans craindre la contradiction, les fidèles qui affirment haïr les militaires se déclarent satisfaits du comportement de leurs moines. Or la culture bouddhique prêche avant tout l'obéissance et la non-violence. Les bikkhus qui incitent les croyants à se livrer à des exercices de méditation quotidiens, se chargent de défendre l'ordre moral des maîtres de Rangoun.

Cellules et comité central

POUR se doter de nouveaux relais, la junte a décidé de faire resurgir, sous un autre nom, l'ancien Parti socialiste : il s'agit de l'Union Solidarity and Development Association (USDA), dont la naissance a été saluée par une série de manifestations organisées dans les stades. L'organisation est calquée sur celle de l'ancien mouvement, avec ses cellules dirigées par des « comités exécutifs de travail », coiffés par un « comité central exécutif ». Les religieux sont d'ailleurs organisés sur le même modèle avec des conseils locaux et régionaux supervisés par le State Maha Sangha Nayaka (Grand conseil d'États des bikkhus). L'USDA a fait savoir qu'elle n'était pas une organisation destinée à soutenir l'armée, les généraux ayant toujours précisé qu'ils ne faisaient pas de politique. Mais les patrons de cette organisation « apolitique » sont, outre le général Than Shwe, président du Slorc, tous les commandants de l'armée.

Le programme de l'USDA reprend mot pour mot la thèse des « trois principales causes nationales » par lesquelles l'armée justifie sa volonté de conserver la direction du pays : « non-désintégration de l'Union ; non-désin-

tegration de la solidarité nationale et perpétuation de la souveraineté ». Et elle fait siennes deux autres causes soutenues par l'armée : « émergence d'une Union prospère, pacifique et moderne ; promotion et vitalité de la fierté nationale ». La pensée du général Than Shwe, exprimée devant « les futurs dirigeants de l'État », suffira-t-elle à galvaniser les foules ? Il déclarait : « L'esprit national est un élément essentiel de l'esprit de l'Union. Et cet esprit est l'esprit birman qui enveloppe tous les nationaux résidant dans la patrie ; l'esprit de l'Union diffère de l'esprit égoïste et raciste, comme l'est et l'ouest diffèrent : vous devez donc tous éviter en permanence de penser, de dire et de faire ce qui courrait du tort à l'unité nationale. »

Les adhérents à l'USDA prêtent serment devant le drapeau de l'Union et les généraux responsables du secteur local. Parmi les devoirs à accomplir figure celui de dénoncer « les personnes sans scrupules qui font du tort et menacent la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale ». La promotion des jeunes sera assurée par « l'acquisition d'un sens aigu du patriotisme, la préservation et la protection de la culture nationale, l'assistance et le soutien aux forces de police chargées du maintien de l'ordre et l'émergence

d'une nation prospère et moderne ». Celle des femmes sera garantie par « une éducation qui leur donnera des capacités à la fois physiques et mentales pour assurer les tâches domestiques, maternelles, le soin des enfants et autres ».

Les activités de formation proposées aux futurs dirigeants relèvent du scoutisme élémentaire : cours de culture bouddhique pour occuper les vacances, creusement de réservoirs au cours du week-end. Pendant ce temps, les enfants des dignitaires de la junte au pouvoir étudient à l'étranger.

Il existe cependant une nouveauté qui reflète le « libéralisme » du Slorc : l'USDA, qui a hérité des biens immobiliers du BSP, n'est pas officiellement à la charge de l'État comme l'était l'ancien parti unique. Elle peut se procurer des revenus en créant des entreprises, ouvrir des comptes d'épargne, placer des dépôts, acheter des bons du Trésor. L'USDA se présente donc à la fois comme un organisme de tutelle et d'encadrement des « jeunes » et une courroie de transmission - qui faisait défaut depuis le sabotage du Parti socialiste - des ordres de la junte. Les tâches humanitaires, sociales et culturelles assignées à cette organisation - les mêmes que celles autrefois confiées aux Jeunesses socialistes -, sans que lui en soient réellement fournis les moyens, visent en réalité à masquer les négligences d'un Slorc uniquement préoccupé d'assurer sa sécurité (3).

La population déteste ces dirigeants qui lui ont confisqué sa victoire aux élections du 27 mai 1990, lorsque la Ligue nationale pour la démocratie a



DANS UN CENTRE COMMERCIAL À YANGON
Une dictature très ouverte à l'échange international

remporté 392 des 485 sièges que devait compter le Parlement. Mais celui-ci n'a jamais été convoqué car « le problème du transfert du pouvoir s'est posé après les élections ». C'est pourquoi « la Tamadaw [l'armée] a éteint les étincelles de la mèche qui conduisait au tonneau de poudre (4) ». Pour sauver les apparences, la junte a mis en place par décret une Convention nationale dont elle a nommé les 750 membres après en avoir exclu, sous des prétextes divers, les deux tiers des députés élus. Cette Convention, convoquée deux fois par an pour de courtes périodes, est chargée notamment de rédiger le texte d'une nouvelle Constitution, dont les grandes lignes lui sont fournies par le Slorc, et qui doit être soumise à référendum. Elle réserve aux dignitaires actuels les postes de président et de vice-président, ainsi que 25 % des sièges du Parlement.

Sous les baïonnettes

LES généraux sont bien au fait de la popularité de M^{me} Aung San Suu Kyi. Quand ils organisèrent leurs premières discussions avec elle, les 20 septembre et 28 octobre 1994, « les masses furent heureuses [d'apprendre] ces rencontres car elles anticipaient une solution à la crise. Les dirigeants du Na-Wa-Ta (non birman du Slorc) étaient eux aussi apparemment satisfaits et ravis de la perspective de réduire la tension dans ce secteur », écrivait la presse gouvernementale la veille de sa libération. Dans ces conditions, la junte préfère prendre des précautions : « Après le vote de la Constitution, la Tamadaw ne va pas se retirer en disant « Notre travail est fini ». Elle veut prendre des responsabilités appropriées (5) ».

Dans cette optique, la création de l'USDA est vitale pour le Slorc. Le jour de la libération de M^{me} Aung San Suu Kyi, le général Than Shwe se targuait d'avoir « près de deux millions de candidats à l'adhésion » : « La remarquable croissance de l'USDA en si peu de temps prouve l'amour profond du peuple, et surtout des jeunes, pour les intérêts nationaux, la paix et la tranquillité (6) ».

Le conditionnement des citoyens, la présence des baïonnettes et la crainte d'enfreindre les préceptes des moines ont pour résultat une soumission, au moins apparente, de la population. Cette peur et les exactions permettent la mise en coupe réglée du pays par la junte : rackets, ventes de terres, de bois, de ressources minières, favoritisme pour l'attribution de licences d'exploitation ou d'import-export, destruction des forêts, des fonds marins, des mangroves, etc. Avec le capital ainsi accumulé, les généraux créent des entreprises qu'ils contrôlent et qui, à terme, constitueront un État dans l'État selon le modèle thaïlandais. Ils investissent aussi pour leur propre compte dans les compagnies le plus rapidement rentables. De ce point de vue, l'afflux des sociétés d'hôtellerie et de tourisme est particulièrement bienvenu, puisque leurs activités génèrent des devises encaissées par l'armée et dont la population ne tire aucun profit (7). Les généraux, tout en assurant leur maintien au pouvoir, livrent le pays et ses ressources traditionnelles (bois, minéraux, pierres et métaux précieux) aux intérêts étrangers et favorisent une poussée chinoise sans précédent, qui n'est pas sans dangers (8).

La propagande du régime demeure cependant inefficace, car elle a perdu son contrôle total de l'information. La population écoute les radios étrangères et, quand elle le peut, regarde de plus en plus les programmes de télévision captés grâce aux antennes satellite. Et le brouillage, le 21 août dernier, pour la première

junte ? Des rumeurs persistantes font état d'une possibilité d'attentat télévisé qui, au prétexte de rechercher les coupables et d'éviter le chaos, fournirait à l'armée l'occasion de se présenter une fois de plus comme le sauveur de la nation. M^{me} Aung San Suu Kyi, consciente de cette menace, a demandé une protection officielle de son domicile - ce qui permet à la police de relever l'identité des visiteurs - et elle a exhorté ses collaborateurs et partisans à un « optimisme prudent ».

En Asie du Sud-Est, l'Union de Birmanie est le seul pays encore déchiré après cinquante-cinq ans de guerres et de luttes intestines. L'armée, qui accapare plus de 60 % du budget de l'État, continue de gonfler ses effectifs (plus de 400 000 hommes, autant que les moines) et de se procurer des armements en Chine pour mieux contrôler la production d'héroïne dans le Triangle d'or. Elle n'a pas intérêt à engager un processus de réconciliation tout azimut dont l'éventuel succès lui ôterait sa raison d'être.

- (1) Au sujet des atteintes aux droits de l'homme, lire notamment les documents publiés en 1990 et en 1992 par Amnesty International et Alan Clements, *Devenir noir Birmanie*, Éditions Dagbladet, Paris, 1994.
- (2) 1 kyat équivaut à 1 franc au cours officiel, mais, durant l'été dernier, le dollar se négociait aux environs de 120 kyats.
- (3) En 1983, le gouvernement consacrait en moyenne annuelle par habitant 87 kyats pour l'éducation, 47 kyats pour la santé. En 1992, ces chiffres étaient tombés respectivement à 72 et 31 kyats. Cf. *The New Light of Myanmar*, Rangoun, 25 juillet 1995.
- (4) *The New Light of Myanmar*, 8 juillet 1995.
- (5) *The New Light of Myanmar*, 15 juillet 1995.
- (6) *The New Light of Myanmar*, 11 juillet 1995.
- (7) Les groupes de touristes doivent s'inscrire dans des circuits contrôlés par les autorités. Les visiteurs individuels doivent changer leurs devises à l'aéroport et recevoir des *Foreign Exchange Certificates*.
- (8) Lire André et Louis Boucaud, « Pékin-Rangoun, nouvel axe asiatique », et « La dictature birmane sur la voie capitaliste », *Le Monde diplomatique*, respectivement de mai 1993 et de mai 1995.
- (9) Les investisseurs français, avec 465 millions de dollars, arrivent en seconde position. Total, GEC-Alsthom, Sofitel sont présents dans les secteurs de pointe (*Time*, 24 juillet 1995). Dans le domaine prometteur du tourisme, le voyageur Asie Voyages fut la première compagnie étrangère à signer, dès 1988, un contrat avec le Slorc pour construire deux hôtels, à Rangoun et Mandalay (*Working People's Daily*, Rangoun, novembre 1988). Les investisseurs étrangers dans l'hôtellerie se montent, selon le ministère du tourisme, à 788 millions de dollars.

LE MONDE diplomatique

INDEX 1994

Les références indispensables

Grâce à un découpage en trois parties - pays et entités géographiques ; concepts, conflits, organisations régionales ou internationales ; auteurs -, l'index du *Monde diplomatique* vous permet de retrouver les références des articles parus en 1994. De quoi accéder ainsi aux plus récentes informations et aux analyses en profondeur qui aident à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Les deux index regroupant, d'un côté, les références des articles parus de 1982 à 1992 et, de l'autre, celles des articles de 1993 sont toujours disponibles.

Index 1994 (ronéotypé, 60 pages) et index 1993 (ronéotypé, 60 pages) : chacun 25 F (port inclus), 30 F pour l'étranger. Index 1982-1992 (livre, 363 pages) : 170 F pour les pays d'Europe et d'Afrique du Nord ; 177 F pour les autres pays (port inclus).

En vente uniquement par correspondance

Le Monde diplomatique - Service Documentation
15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

* Universitaire.

MALGRÉ LA VICTOIRE DU « NON »

L'éclatement annoncé de

Le référendum sur la souveraineté du Québec du 30 octobre 1995 (50,6 % de « non » contre 49,4 % de « oui ») a contraint le reste du Canada à s'interroger plus fortement que jamais sur son identité.

Au fond, la question est simple : y a-t-il durablement place pour une spécificité canadienne dans un ensemble nord-américain parlant anglais, inondé de productions audiovisuelles de Hollywood et, de surcroît, fonctionnant comme un marché unifié au sein de l'Association de libre-échange nord-américain (Aléna) ? D'autant que l'éradication des différences est facilitée - au Québec comme dans le reste de la fédération - par des attaques en règle contre les institutions et les politiques contribuant à la solidarité et à la cohésion sociale. La balkanisation ethnique et culturelle, résultant de l'absence de vision commune de l'avenir du Canada, s'accompagne de la montée généralisée de l'exclusion et de la précarisation.

L'échec (provisoire ?) du « oui » n'a pas permis de soumettre à l'épreuve des faits le projet d'une patrie québécoise. Il reste que, pour tenir compte de la nouvelle donne, le Canada va devoir inventer des formules articulant souveraineté et interdépendances.

Michel CHOSSUDOVSKY *

ALGRÉ la courte victoire du « non » au référendum québécois, ni la stabilité de la Confédération ni l'avenir politique du Canada ne sont garantis. Le « processus constitutionnel » - qui inclut l'issue des négociations futures entre le gouvernement fédéral et celui du Québec - n'est plus le facteur décisif du maintien de l'unité du pays (1). Désormais c'est dans la « thérapie macroéconomique » que réside le ferment le plus déstabilisateur de la Confédération canadienne.

Une crise économique profonde a balayé le paysage politique du pays. Inspirées par les mesures votées par le Congrès américain, à majorité républicaine, des dispositions qui vont dans le sens d'une politique rigoureuse d'austérité frappent, depuis février 1995, le cœur même du système canadien, fédéral et provincial. Succédant à une décennie de pouvoir du Parti conservateur, la politique économique du gouvernement libéral de M. Jean Chrétien a accentué les problèmes du fédéralisme canadien.

Dans son discours télévisé de présentation du budget fédéral de février dernier, M. Paul Martin, ministre des finances, a d'ailleurs expliqué : « Depuis la démolition consécutive à la seconde guerre mondiale, cela constitue, de loin, l'ensemble le plus ambitieux de mesures de réajustement que le budget canadien... Logiquement, elles ont provoqué la récession la plus grave du pays depuis les années 30.

Les pressions de Wall Street s'étaient, il est vrai, traduites par une suite de relèvements des taux d'intérêt.

* Professeur d'économie à l'université d'Ottawa.

décidés par les grandes banques commerciales américaines et canadiennes (2). Ces augmentations avaient imposé au gouvernement d'Ottawa une progression spectaculaire du déficit budgétaire et du coût des charges d'intérêt liées à la dette publique. Les créanciers avaient aussitôt exigé la réduction du montant des crédits versés aux provinces et le démantèlement progressif de l'État-providence canadien.

Les effectifs de l'administration fédérale figurent, bien sûr, dans la ligne de mire : 45 000 fonctionnaires s'approprient ainsi à être licenciés ou contraints à la retraite anticipée (3). Simultanément, les subventions aux producteurs de céréales de l'Ouest seront supprimées ; et les transports, dégrèlés, ce qui pénalisera les régions les moins développées du pays. Par ailleurs, une part importante des actifs de l'État sera liquidée, dont l'ensemble du réseau de chemins de fer appartenant à la compagnie Canadienne National - vendu sur les marchés de capitaux internationaux.

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement libéral ont également déclenché une nouvelle vague de fermetures d'usines et de licenciements. Le géant des télécommunications, les Entreprises Bell Canada, entreprend la mise à pied de 10 000 employés, le quart de ses effectifs totaux (4). L'industrie du bâtiment est paralysée ; une cascade de faillites atteint, certains mois, plus de 7 000 entreprises (5). Dans plusieurs villes canadiennes, le marché de l'immobilier a chuté de près de 40 %. A Ottawa, le taux de chômage a atteint 10,6 %, niveau sans précédent depuis vingt ans. Croulant sous les dettes, la ville de Montréal vient d'annoncer des réductions d'effectifs qui pourraient affecter 20 % des fonctionnaires municipaux.

La pratique généralisée consistant à ne pas remplacer les salariés qui partent à la retraite transfère sur les épaules des

jeunes générations le fardeau de la crise et du chômage. Et l'environnement urbain change de visage : mendicants et petits délinquants essaiment désormais les centres-villes. Cet accroissement du nombre des sans-abri, des pauvres et des exclus explique en partie la fragmentation du melting-pot multiculturel canadien et la généralisation d'une atmosphère de conflit dont se nourrissent racisme et tensions ethniques. Au Québec, le nombre des « assistés sociaux » (800 000) a progressé de 60 % en cinq ans. En dépit du fait que 17,4 % de sa population vit au-dessous du niveau officiel de pauvreté (6), le Canada continue à être perçue comme une « terre promise » par la communauté internationale. D'après l'Indicateur de développement humain des Nations unies, le pays se situait même au premier rang mondial.

L'endettement brut cumulé du Canada (fédération, provinces, municipalités) atteint désormais 850 milliards de dollars. La part de la dette publique détenue par les étrangers et négociée sur les marchés internationaux de capitaux dépasse le total des dettes extérieures mexicaine et brésilienne. C'est donc bien entre les mains des marchés financiers que se joue une bonne part de l'avenir politique du Canada et du Québec. Exigées par Wall Street, les mesures d'austérité prises par le gouvernement libéral ressemblent fort à la thérapie de choc et aux programmes d'ajustement structurel que le Fonds monétaire international impose couramment aux pays endettés du tiers-monde.

Les agences d'évaluation financière Moody's et Standard & Poor's, qui, en

appréciant le risque que courent les créanciers, déterminent une bonne part du taux d'intérêt imposé aux débiteurs, avaient menacé de renchérir le coût de l'endettement canadien au cas où le pays n'aurait pas réduit son déficit budgétaire fédéral. En février dernier, dans la semaine qui suivit la mise au point du budget, le ministre des finances, M. Paul Martin, se rendit à New York pour y rencontrer les responsables des grandes banques d'investissement américaines, créancières d'une partie de la dette fédérale (7). Et d'autres que le gouvernement de la fédération subissent des pressions de cet ordre : un mois avant le référendum québécois, l'agence Moody's annonça que, au vu des « développements constitutionnels », un bilan de la « performance budgétaire » de chaque province serait requis sans délai.

Quand Ottawa se défait sur les provinces

LES réformes macroéconomiques ont fondamentalement transformé la relation entre la fédération et les provinces. La réduction des transferts fédéraux destinés au financement des programmes sociaux a en effet permis à Ottawa de se défaire d'une partie de son endettement. Le procédé (« transfert social canadien »), qui a creusé les différences régionales, permet au gouvernement fédéral de définir des « normes nationales » et d'abandonner ensuite à des provinces, aussi « autonomes » qu'elles sont dépourvues de fonds, le soin de les mettre en œuvre. Libres en somme de « restructurer » à leur guise éducation, santé et sécurité sociale (lire l'article page 29). Si ce modèle n'est pas encore identique à la dégradation totale en vigueur aux États-Unis, il suppose néanmoins l'échec du filet de sécurité fédéral

et la recherche, par les provinces, d'expédients financiers, en général à la charge des usagers.

Soumis eux aussi à la pression de leurs créanciers, les gouvernements provinciaux cherchent à gagner en souveraineté au détriment de l'État fédéral. La crise économique a ainsi favorisé le développement d'un nouvel environnement politique, dans lequel les tendances sécessionnistes ne sont nullement circonscrites au Québec. L'opposition parlementaire au Parti libéral au pouvoir est d'ailleurs composée de deux partis régionalistes, le Bloc québécois et le Parti réformiste. Ce dernier, essentiellement implanté à l'ouest du pays, a réclamé la reddition de l'État fédéral et accepté tacitement le droit du Québec à l'autodétermination. Dans la province de l'Alberta, les



RIOPELLE - « Electrochoc des neiges » (1993)

restructurations sociales ont pris une tournure exemplaire, et nombreux sont ceux qui voient là un modèle à imiter ailleurs, y compris au Québec. Depuis 1993, sous l'impulsion du gouvernement conservateur de M. Ralph Klein, l'ensemble du système de santé a été remis à plat, les « hôpitaux excédentaires » vendus à des établissements privés américains, et le personnel hospitalier, contraint d'accepter des « réductions volontaires de salaire ». Plusieurs milliers de « travailleurs médicaux en surnombre » ont été réaffectés ou licenciés (8).

En novembre dernier, dans l'Ontario, une restructuration brutale des programmes sociaux, conforme à un programme néolibéral, a été mise en œuvre par le nouveau gouvernement conservateur de M. Mike Harris. Les mesures prises - qui ont provoqué mouvements sociaux et manifestations de rue à Toronto - incluent la fermeture de 20 % des hôpitaux de la province, celle de certains départements universitaires et l'annulation de plusieurs textes relatifs

- (1) Lire le dossier « L'avenir du Canada », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.
- (2) NI la Réserve fédérale ni la Banque du Canada ne sont intervenues, arguant que des taux d'intérêt élevés étaient un bon moyen de « combattre les pressions inflationnistes ».
- (3) 45 000 sur un total de 220 000 employés fédéraux (en excluant ceux qui travaillent pour le ministère de la Défense).
- (4) Copeland, vice-président de Northern Telecom, BCE, s'oppose à la fois à créer des milliers d'emplois dans ses usines du Sud-Est asiatique et à développer ses opérations aux États-Unis.
- (5) Chiffres du ministère canadien de l'Industrie.
- (6) Cf. Stéphane Baillet-Latour, « Les absences de l'Inégalité », *Le Devoir*, Montréal, 1^{er} mai 1995.
- (7) Lire « Martin promet à des financiers influents un Canada débiteur », *La Presse*, 4 mars 1995.
- (8) Sidney Shimp, « Medicare on the Chivalry List », *The Financial Post Magazine*, Toronto, mai 1995.

DANS LES REVUES

o POLITICA EXTERIOR. Une réflexion sur « la crise de la démocratie » par Ignacio Sotelo ; et plusieurs articles à lire : « Bosnie, l'échec de l'Europe », par Tadeusz Mazowiecki ; « Sur l'intervention humanitaire », par Mariano Aguirre ; et « Capital social et économie mondiale », par Francis Fukuyama. (Vol. IX, N° 47, octobre-novembre, 1300 pesetas. - Padilla, 6, 28006 Madrid.)

o LA REVUE NOUVELLE. Sous le titre « Cinquante ans, rebondir », la revue belge fait le point sur les grands thèmes qu'elle a traités depuis un demi-siècle : économie dirigée, citoyenneté et politique, Afrique, solidarité planétaire, partage du travail, sécurité sociale, enseignement, figures du christianisme... (N° 10, octobre, mensuel, 340 francs belges, abonnement un an : 3 250 francs belges. - Boulevard Général-Jacques, 126, 1060 Bruxelles, Belgique.)

o UTOPIE CRITIQUE. Les origines de la crise financière : un entretien avec le réalisateur anglais Ken Loach ; quelques-unes des lettres adressées au sous-commandant Marcos. (N° 7, trimestriel, 60 F. - Éditions Syllepse, 42, rue d'Arrou, 75020 Paris.)

o PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. À partir de réponses très diverses, cette dernière livraison s'efforce de répondre à la question : « La science économique est-elle en crise ? ». (N° 2444-2445, 1^{er} novembre, hebdomadaire, 35 F. - La Documentation française, Paris.)

o TRANSVERSALLES SCIENCES CULTURELLES. Un dossier sur les échanges monétaires, et une note d'André Gorz sur la réduction du temps de travail. (N° 36, novembre-décembre, bimestriel, abonnement annuel : 400 F. - 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)

o DISSERT. Un dossier spécial consacré à l'« affirmative action » aux États-Unis ; le socialisme d'Oscar Wilde ; Todd Gitlin analyse la frénésie médiatique américaine autour du « politiquement correct ». (Automne, trimestriel, 7,50 dollars. - 521 Fifth Avenue, New York, NY 10017, États-Unis.)

o VOCABULAIRE. Un dossier consacré à la ville de Seattle, aux États-Unis ; les minorités

ethniques y représentent un quart de la population, la paix sociale est totale, les perspectives économiques, culturelles et artistiques brillantes. (N° 239, 9 novembre, bimestriel, 15 F. - 44, rue de Cérès, 75006 Paris.)

o NEW YORK REVIEW OF BOOKS. « Le linge sale de l'Italie » : sous ce titre Denis Mack Smith décrit l'évolution de la politique intérieure de ce pays depuis 1945, ainsi que les raisons de l'échec du système démocratique qui perdure. (Vol. XLII, n° 19, 30 novembre 1995, bimestriel, 3,25 dollars. - 250 West 57 Street, New York, NY 10017.)

o NEW LEFT REVIEW. Dans un important article sur « la théorie et la pratique néolibérales en Europe de l'Est », la revue dresse un premier bilan, économique et social, de la « thérapie de choc » et de l'intervention occidentale. (N° 213, septembre-octobre 1995, bimestriel, abonnement individuel un an : 26 livres britanniques. - 120-126 Lavender Avenue, Mitcham, Surrey CR4 3HP, Grande-Bretagne.)

o AMNESTY INTERNATIONAL. Avec un dossier sur l'« explosion des Balkans », qui attire notamment l'attention sur le sort des quelque 20 000 disparus de Bosnie et de Croatie. (N° 318, novembre, mensuel, abonnement un an : 600 francs belges. - Rue Beckmans, 9, 1060 Bruxelles, Belgique.)

o WAR REPORT. L'essentiel du bulletin est consacré à l'analyse critique de la « paix américaine » et de ses conséquences dans tout l'ex-Yugoslavie. (N° 37, octobre 1995, mensuel, abonnement annuel : 20 livres. - Institute for War and Peace Reporting, Lancaster House, 33 Islington High Street, London N1 9LE, Grande-Bretagne.)

o LA NOUVELLE ALTERNATIVE. « De la démocratie populaire à la démocratie libé-

rale », avec deux contributions transversales et huit sur plusieurs pays (Tchéquie, Biélorussie, Estonie, Pologne, Roumanie et Slovaquie). (N° 39, septembre 1995, trimestriel, 70 F., abonnement annuel individuel : 210 F. - 44, rue de l'Amiral-Mouches, 75014 Paris.)

o MONDE DU TRAVAIL LIBRE. Le journal mensuel de la Confédération internationale des syndicats libres consacre un dossier aux difficultés rencontrées par le syndicalisme en Europe centrale et orientale. (N° 12, novembre, mensuel, 155, boulevard Émile Jacquemin, 1210 Bruxelles, Belgique.)

o CENTRAL ASIAN SURVEY. Un riche ensemble sur la Tchétchénie ; le pouvoir au Turkménistan. (Vol. 14, n° 4, trimestriel, abonnement un an : 40 livres. - Corbis, PO Box 25, Abingdon, Oxfordshire OX 14 1UE, Royaume-Uni.)

o ALLIAGE. Une magnifique livraison double sur la science et la culture autour de la Méditerranée avec, notamment, des contributions d'Edgard Pisani, Pierre Lafitte et George Clapham. (N° 225, automne-hiver, trimestriel, 145 F. - ANALIS, 78, route de Saint-Pierre-de-Féris, 06000 Nîmes.)

o CARREFOURS MÉDITERRANÉENS. « Palestine : un avenir à construire ». (N° 1, octobre, trimestriel, prix non indiqué. - Cap Méditerranée, Université Paris-VII, Case 7061, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.)

o THE LEBANON REPORT. Les élections au Liban : la signification réelle de la crois-sance. (N° 3, hiver 1995, trimestriel, abonnement un an : 60 dollars. - Thyagar Center, PO Box 55215, Sin al-Fil, Beyrouth, Liban.)

o ALTERNATIVES ALGÉRIENNES. Cette nouvelle publication propose un texte de Pierre Bourdieu (« La parole du chimiste »), des articles sur la société algérienne (« Voyage

en Kabylie ») et un document : « Les consignes écrites aux médias ». (N° 1, 21 novembre, hebdomadaire, 10 F. - 1, rue de Stockholm, 75008 Paris.)

o VOLCANS. Un ensemble d'articles sur le Mexique et plus particulièrement sur la situation au Chiapas. A lire aussi : « Nicaragua, confusion préélectorale ». (N° 18, septembre-octobre, bimestriel, 25 F. - 21 Ar, rue Voltaire, 75011 Paris.)

o FAIM ET DÉVELOPPEMENT. Un dossier sur « Le Pérou à l'honneur Fujimori ». (N° 17, novembre, mensuel, 12 F. - 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

o PERSPECTIVES CHINOISES. Les débats sur la corruption à Pékin : économie et politique à Hongkong ; la presse quotidienne à Taïwan. (N° 31, septembre-octobre, 70 F. - 18F, Oriental Crystal Bldg, 46 Lyndhurst Terrace, Hongkong.)

o CROISSANCE. Une passionnante contre-enquête sur la mort d'Iqbal, ex enfant-esclave du Pakistan, assassiné en avril 1995. Et un dossier : « Les nouveaux chemins de la contrebande ». (N° 387, novembre, mensuel, 32 F. - 163, bd Malesherbes, 75009 Paris Cedex 17.)

o CAMPAGNES SOLIDAIRES. Un dossier sur les échanges paysans Nord-Sud pour un développement solidaire. (N° 91, mensuel, novembre, 18 F. - 17, place de l'Argonne, 75019 Paris.)

o CHIMÈRES. « Les indésirables », annonce en couverture la revue fondée par Gilles Deleuze et Félix Guattari, qui consacre ce dossier au sort des réfugiés dans l'Europe occidentale. (N° 26, automne 1995, trimestriel, 160 F. - 21 Ar, rue Voltaire, 75011 Paris.)

o PLEIN DROIT. Un numéro spécial de la revue du Groupe d'intervention et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) : cinquante

ans de législation sur les étrangers. (N° 29-30, novembre, 98 F. - 30, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris.)

o DÉFIS SUD. Les femmes après la conférence de Pékin. (N° 19, août, trimestriel, 125 FR. - 4, rue aux Laines, 1060 Bruxelles.)

o PALESTINE-ISRAËL JOURNAL. Cette excellente revue, dirigée par Ziad Abu Ziad et Victor Cypriani, consacre aux divers aspects du conflit israélo-palestinien, se penche, avec cette livraison, sur la place des femmes dans les deux sociétés. (Vol. II, n° 3, trimestriel, 12 dollars. - 4 El Hattir St, East Jerusalem, PO Box, 19639 Jérusalem.)

o LA LETTRE DE L'ASSOCIATION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU TRAVAIL. Le harcèlement sexuel : pourquoi se constituer partie civile ? Comment contourner les stéréotypes ? (N° 7, été 1995, trimestriel, 30 F. - 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.)

o NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES. Un ensemble sur psychologie et essentialisme, sur le retour en force des stéréotypes sexuels. (Vol. 16, n° 3, août, trimestriel. - C/O Delphy, Fresno, 59-61, rue Fouchet, 75009 Paris Cedex 17.)

o NOV'ART. Un dossier sur « la fiction immersive », des articles sur la réalité virtuelle, et un entretien avec Jean Clément sur « hyper-réalité et fiction ». (N° 18, octobre-décembre, trimestriel, 35 F. - Château de l'Églantine, 78360 Jouy-en-Josas.)

o 24 IMAGES. A lire : la seconde partie de l'étude de Julien Fontbonne sur « Le cinéma de Hong Kong ». (N° 58, décembre-janvier, bimestriel, 495 dollars canadiens. - 3962, rue Laval, Montréal, Québec, H2W 2J2.)

o MOUVEMENT. Cette nouvelle version d'un journal sur la danse et les corps, avec des variations américaines, et notamment l'« américain way of dance ». (N° 1, octobre, trimestriel, 20 F. - 58, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris.)

سكندرية

21

هكذا من الامم

MAINTIEN DES INÉGALITÉS

L'amère médecine du docteur Cardoso

Par
notre envoyé spécial
JEAN ZIEGLER *

JAMAIS l'élection d'un président du Brésil n'avait soulevé un espoir de justice sociale plus grand que celle, en octobre 1994, de M. Fernando Henrique Cardoso. Rarement les attentes autour d'un élu ont été aussi vite déçues. À l'image de cette foule de femmes aux visages émaciés par la faim, de *vagabonds* coiffés de chapeaux de cuir, d'enfants aux corps squelettiques qui se pressent sur la place centrale de Quebrangulo, petite cité rurale à la frontière entre les États d'Alagoas et de Pernambuco, pour suivre sur un écran géant la retransmission, depuis

* Sociologue, université de Genève; auteur, entre autres, de *Il s'agit de ne pas se rendre* (avec Régis Delbey), Actes, Paris, 1994.

Brasília, de la cérémonie de signature du décret présidentiel portant à 100 réals (environ 575 F) le salaire mensuel minimum garanti...

Quelques murmures tristes s'élèvent dans la nuit rose du Sertão. Connaissant l'emprise qu'exercent les grands propriétaires terriens sur le président Cardoso, les gens savent qu'ils ne bénéficieront en rien de ce décret. Pour des millions de travailleurs ruraux des États du Nord-Est qui, depuis des siècles, vivent comme des serfs sous la férule des barons du sucre et des *fazendeiros*, le salaire minimum « garanti » est un songe inaccessible. Il le restera sous le président Cardoso.

Au sommet des Nations unies, à Copenhague, en mars 1995, la délégation brésilienne a officiellement estimé à 40 millions le nombre de Brésiliens vivant « dans la pauvreté absolue ».

Mais la commission sociale de l'Église l'établit à 75 millions...

Le Brésil, dont les terres couvrent la moitié du continent sud-américain, dispose de fabuleuses richesses, d'un marché intérieur potentiel de 160 millions de personnes, de cadres et de travailleurs remarquablement doués, et d'un héritage culturel - africain, européen, indigène - d'une extraordinaire vitalité. C'est aussi l'un des pays les plus inégalitaires du monde, où les classes dirigeantes tirent leur pouvoir de la surexploitation des couches populaires.

La misère explose dans les grandes villes, où 60 % des habitants ont moins de vingt ans et où le chômage, la drogue, la faim et le désespoir ravagent les familles. A Rio de Janeiro, l'armée fédérale occupe les principales *favelas* (bidonvilles). Et depuis des années la guerre des bandes, les explosions incontrôlées de violence secouent cette mégapole de 7 millions d'habitants sans que les autorités aient la moindre solution à proposer.

La hantise des banques étrangères et des classes dominantes locales est que la masse des pauvres parvienne à s'organiser politiquement. Et cela, au moins partiellement, paraissait possible, au début des années 90, autour du Parti des travailleurs (PT) et de la puissante Centrale unique des travailleurs (CUT). Or, au milieu de l'année 1994, les créanciers étrangers et leurs alliés brésiliens étaient arrivés au constat suivant : aucun des vieux crocodiles de la droite ne pouvait espérer gagner l'élection présidentielle d'octobre 1994. La victoire étonnante du candidat du PT semblait inévitable. C'est ainsi que M. Fernando Henrique Cardoso, chef d'une petite formation

sociale-démocrate, le PSDB (10 sénateurs, 63 députés fédéraux), et ministre des finances en exercice, devint le recours providentiel contre la gauche radicale.

Les oligarchies financières nationales et internationales aidèrent à la mise sur pied d'un plan Réal, dont la paternité fut concédée à M. Cardoso, qui réussit à maîtriser l'inflation. M. Cardoso mit sur pied une alliance entre son parti, le PSDB, et le PFL (Parti du front de la liberté, droite) ainsi qu'avec une kyrielle d'autres partis conservateurs. Et fut élu dès le premier tour. Connaissant la faiblesse intellectuelle des principaux dirigeants de la droite, M. Cardoso était sans doute persuadé qu'il pourrait s'imposer à eux, une fois installé aux commandes de l'État.

Or le Brésil n'a pas de régime présidentiel. Il ne vit pas sous le régime parlementaire non plus. Un montage juridique complexe distribue les pouvoirs entre les deux instances. Otage donc de la droite la plus corrompue, le président n'a pas la tâche facile : il dispose de « mesures urgentes », qui lui permettent de prendre des décisions importantes sans les soumettre au Congrès, mais en même temps le système permet de fréquentes modifications des réformes élaborées par la présidence. Et surtout : ses alliés conservateurs disposent pratiquement d'un droit de veto sur les principales nominations dans l'appareil d'État. En matière de réforme agraire et de politique sociale, par exemple, l'immobilisme est ainsi garanti.

Les choix industriels effectués par M. Cardoso - sous la pression de Washington et des créanciers étrangers - l'ont définitivement coupé de la gauche.

Sacré « champion du libéralisme » par le président des États-Unis, M. William Clinton, lors de sa visite à la Maison Blanche en avril 1995, M. Cardoso a, dès son retour, proposé une série de lois visant à ouvrir au capital privé les sociétés du secteur public, et notamment les entreprises pétrolières, de télécommunications, de mines et d'électricité.

Ces réformes, conduites tambour battant et sans ménagement pour les partisans sociaux, ont été ressenties comme un bradage des richesses nationales par les syndicats et par une fraction de l'opinion publique. Exemple : la Petrobras. Société moderne et performante, Petrobras jouissait du monopole de la recherche, de l'extraction, du raffinage et du transport du pétrole. La loi votée par la Chambre le 7 juin 1995 a ouvert le secteur pétrolier (et ses dérivés) au capital privé. M. Cardoso est parvenu à briser la grève la plus dure depuis la fin de la dictature en 1985 : pour refuser le démantèlement du monopole, 47 000 travailleurs avaient paralysé les raffineries, les stations d'essence et les distributeurs de gaz domestique pendant trente et un jours...

Le philosophe José Arthur Gianotti, ami intime de M. Cardoso, résume ainsi l'actuelle situation politique : « Il faudrait que le président puisse briser le corporatisme syndical sans liquider les syndicats eux-mêmes (1). » La vision cynique de José Gianotti, inspirée par les grands modèles du « nouvel ordre libéral », paraît un peu courte. Car la question reste posée : comment éviter la cassure sociale du Brésil, et intégrer politiquement les 75 millions d'exclus ?

(1) *Isso* E, São Paulo, 7 juin 1995.

Aux normes de la mondialisation

« Le Brésil n'est pas un pays sous-développé, disait M. Fernando Henrique Cardoso durant sa campagne électorale de 1994. C'est un pays injuste. » Pour le rendre juste, son gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'éliminer les obstacles au bon fonctionnement du marché, et de s'attaquer aux injustices criantes par de simples mesures superficielles. Un mot magique résume son objectif : modernisation.

Selon M. Cardoso, la modernisation du pays dépend de l'arrivée massive de capitaux étrangers. Au cours de cette année de gouvernement, le président a fait quinze voyages à l'étranger dans le but de répéter un même message : le Brésil est un « port sûr », le gouvernement est fermement décidé à adopter les recettes du FMI et de la Banque mondiale pour ajuster son économie aux normes de la mondialisation. Ces paroles ont été suivies de faits : le gouvernement a obtenu du Congrès les réformes constitutionnelles qui suppriment les différences de traitement entre entreprises nationales et étrangères ; il a brisé les monopoles d'État dans les domaines du pétrole, des télécommunications, des mines et de la navigation de cabotage. Il a modifié, dans un sens restrictif, le système de sécurité sociale et le statut des fonctionnaires. Tout cela dans le respect le plus total des normes de la « ré-ingénierie » de l'État.

Toutefois, aucune de ces réformes n'a encore trouvé d'application pratique, en raison d'une inconnue au sein du gouvernement : quel parti (parmi ceux de la coalition au pouvoir) contrôlera les retombées économiques de la privatisation de Vale do Rio Doce, une mega-entreprise d'État propriétaire des immenses ressources minières du Brésil ? Quelles entreprises seront associées aux géants Petrobras, Telebras et Eletrobras ? Tout cela dépend d'arbitrages fort délicats, non seulement entre le parti du président, le PSDB, et son puissant allié de droite, le PFL, mais également entre ces deux formations et les capitaux étrangers. Ceux-ci, pour l'instant,

Par PLINIO ARRUDA SAMPAIO
ancien député à l'Assemblée constituante 1986-1990,
membre de la direction du Parti des travailleurs - PT.

ne se sont manifestés que pour profiter des taux d'intérêt les plus élevés du monde sans pour autant perdre leur mobilité, qui leur permet de fuir au moindre signe d'incertitude.

À cet égard, le gouvernement affiche une adhésion absolue à la théologie néolibérale et au sacro-saint principe de la stabilité monétaire. La monnaie nationale, le réal, s'est en effet maintenue stable, et M. Cardoso n'a reculé devant rien pour atteindre cet objectif : la dette interne a augmenté de 60 %, le chômage a continué de croître, et les dépenses sociales ont été sévèrement amputées.

PENDANT qu'il attend la modernisation, avec la même anxiété que la fiancée attend l'époux dans le *Cantique des cantiques*, le gouvernement doit gérer la réalité ancienne faite de misère, de faim, d'analphabétisme, de conflits agraires, de violence urbaine, de millions d'enfants abandonnés, etc. À l'égard de ces très graves problèmes, son attitude est identique à celle des gouvernements précédents.

Par exemple, le programme de réforme agraire vise à donner des terres à 280 000 familles en quatre ans. C'est très insuffisant, alors que la pauvreté rurale touche, selon le texte même du programme, 5 700 000 personnes... Comment ne pas comprendre la colère dans les campagnes ? En août dernier, un détachement militaire, agissant contre la lettre de la Constitution, a attaqué un groupe de paysans occupant des terres à Corumbiara, dans l'État de Rondônia. Deux soldats et dix paysans ont trouvé la mort. On a eu par la suite que plusieurs de ces paysans s'étaient d'abord rendus avant d'être ensuite abattus d'un tir dans la nuque. Aucun des responsables de ce crime odieux n'a été traduit devant les tribunaux. Une situation extrêmement dangereuse car il y a eu, ces derniers mois, quelque 198 conflits agraires, et environ 20 000 familles continuent d'occuper des terres litigieuses. Le gouvernement se tait, et vient à peine de proposer au Congrès des projets de loi visant à rendre plus impartiale l'intervention des forces fédérales dans les conflits agraires.

DANS les grandes villes, deux injustices criantes : les *favelas*, territoires gouvernés par les narco-trafiquants ; et les enfants qui vivent littéralement dans les rues. Au cours des derniers mois, six adolescents, en moyenne, ont été assassinés chaque jour ! Malgré cela, aucune action d'envergure n'a été lancée par le gouvernement de M. Cardoso, sous le prétexte qu'il n'y a pas d'argent, ou que « la stabilité monétaire exige l'austérité ».

Mais ces principes ne s'appliquent pas partout ; par exemple, 30 milliards de dollars ont été dépensés, ces deux dernières années, pour payer les seuls intérêts de la dette publique interne. Le gouvernement ne fait preuve de fermeté et d'intransigeance que dans des domaines où il peut démontrer à la communauté financière internationale qu'il défend le dogme néolibéral. C'est pourquoi il a réprimé implacablement la grève du secteur pétrolier (lire ci-dessus l'article de Jean Ziegler) ; il s'agissait d'envoyer à la finance internationale le message suivant : « N'ayez pas peur, le port continue d'être sûr. » Quelque mois plus tard, le gouvernement décidait de subventionner une ligne de crédit afin d'encourager les banques à en acquiescer d'autres, en leur permettant, de surcroît, de déduire de leurs impôts les pertes des banques rachetées... Cela représente, pour l'État, une dépense supplémentaire de quelque 10 milliards de dollars...

Dans son livre *Brésil : une construction interrompue*, l'économiste et sociologue Celso Furtado a très clairement décrit le dilemme auquel est confronté le pays (1). La volonté de s'inscrire dans la mondialisation économique a stoppé le développement. Ou bien le Brésil renforce sa cohésion sociale et nationale en incorporant tous ses exclus et s'affirme comme une société souveraine, ou bien il abandonne son identité culturelle et se dilue dans le grand marché global.

Placées devant cette bifurcation, les élites traditionnelles, acquiescentes soudain à la « modernisation », font tout pour engager le pays sur la seconde voie. Ce n'est pas simple, car cela exige, à la barre de l'État, un pilote capable de naviguer habilement entre l'ancien et le moderne. Tout au long de 1995, M. Cardoso s'est efforcé de le faire pour satisfaire les partisans de l'idéologie néolibérale.

(1) Celso Furtado, *Brésil : a construção interrompida*, Paz e Terra, São Paulo, 1995.

NOUVELLE FORMULE

Simple
sans être simpliste,
Complet
sans être
complaisant.

Réputé pour son information accessible, son sens critique et sa capacité à révéler les choix de société contenus dans les choix économiques, *Alternatives Economiques* va désormais plus loin : 16 pages supplémentaires, une présentation plus claire, plus aérée, une analyse renforcée de l'actualité économique et sociale, et l'ouverture au management.

Découvrez la nouvelle formule d'*Alternatives Economiques*, sans supplément de prix.



20 F.
Chaque mois chez votre marchand de journaux.

SERVICE ABOONNEMENT 12, RUE DU CAP VERT, 21800 QUETIGNY - TEL: (16) 80 48 10 25



IRMATION
RT A RENOUVER

LES LIVRES

ÉNIGME AU GROENLAND

Qui a tué l'enfant inuit ?

SMILLA ET L'AMOUR DE LA NEIGE, de Peter Hoeg
(traduit du danois par Alain Gnaedig et Martine Selva-
djan), Le Seuil, Paris, 1995, 466 pages, 139 F.

« **U**N des buts de ce livre est de l'interroger sur l'existence des Esquimaux polaires de Thulé. » Ainsi commence l'un des plus célèbres récits d'échographie, *Les Derniers Rois de Thulé*, de Jean Malaurie (1). A sa manière, le roman de Peter Hoeg, *Smilla et l'amour de la neige* reprend et prolonge cette légitime interrogation (2). Car Smilla, l'héroïne, est précisément née à Thulé, ou plutôt à Qanaak comme elle dit, au nord-ouest du Groenland, la ville la plus septentrionale du monde, cité mythique qui vit passer les plus grands explorateurs, de John Ross à Kaud Rasmussen, rêvant de conquérir le pôle Nord (3).

Qui est Smilla ? C'est la narratrice ; elle est la fille d'un médecin danois, amateur de golf, et d'une authentique Inuit, chasseuse de phoques qui « tirait à la carabine, naviguait en kayak et rapportait le gibier à la maison comme son homme ». Elevée au Groenland, après la séparation de ses parents, Smilla a gardé, de son père, le goût des sciences et la passion des mathématiques, et, de sa mère, le sens de l'orientation et l'instinct de la chasse. Elle devient géologue, une experte de réputation mondiale.

Un jour, à la veille de Noël, elle est témoin, à Copenhague, de la chute d'un enfant inuit du toit d'un immeuble. Apparemment, il a glissé sur les tuiles enneigées. La police classe l'affaire. Mais pas Smilla qui, ayant analysé les traces sur la neige, conclut à un assassinat. Et démarre alors une enquête absolument palpitante, à la manière de Sherlock Holmes et de sa thèse sur la disparition des dinosaures, de Lovelock et de sa thèse sur Gail ; on y décrit l'évolution des glaciers, les effets des météorites polaires, la formule mathématique de la formation des stalactites, etc.

Ce n'est pas anecdotique, au cœur du récit de Peter Hoeg (né en 1957) il y a une réflexion à l'égard d'une certaine science occidentale dont les caractéristiques sont : « Calcul, lois, espoir, peur, tentative de tout instrumentaliser. Et, par-dessus tout, plus fort que tout sentiment envers l'humanité : la soif de l'argent. » Qui peut conduire jusqu'à meurtre d'un enfant.

NANCY DOLHEM.

- (1) Jean Malaurie, *Les Derniers Rois de Thulé*, coll. « Terre humaine », Plon, Paris, 1975.
(2) Une allusion directe est faite au livre de Jean Malaurie, cité page 198, sur lequel Smilla porte un jugement injuste.
(3) Lire à cet égard le récit des quelques-unes des plus héroïques expéditions in Jean Mabire, *Il est révé du pôle (1852-1884)*, L'Ancre de marine, Saint-Malo, 1994.

IDÉES

LA DETTE DE VIE. Aux origines de la monnaie. - Philippe Rospabé (préface d'Alain Caillé)

★ La Découverte/Masson, Paris, 1995, 254 pages, 159 F.

L'objectif de cet ouvrage d'anthropologie, qui s'inscrit dans la perspective dite anti-utilitariste, est de montrer que les objets conventionnels qui entrent dans les prestations monétaires, le règlement des crimes de sang, les sacrifices et les dons sont une forme de « monnaie sauvage » liée à la vie, et qui serait à l'origine de nos « monnaies civilisées ». L'auteur recourt à une abondante et passionnante littérature ethnographique, dont le mérite est de montrer que les phénomènes économiques en cause sont qualitativement distincts de ceux que l'on connaît dans les sociétés marchandes et capi-

listes. Ce qui laisse perplexes, comme le préfère l'exprimer lui-même, quant à la nature monétaire des objets impliqués. En outre, si les objets destinés aux prestations monétaires et au paiement du sang sont souvent semblables, c'est moins fréquemment le cas en ce qui concerne ceux qui circulent à travers les dons et les sacrifices. D'où sans doute l'indifférence des sources de l'auteur vers certaines sociétés de Nouvelle-Guinée, où cette cohérence pourrait être préservée au prix d'interprétations symboliques parfois scabreuses. Ce qui devrait ressortir comme synthèse de cette riche documentation reste éparpillé jusqu'au bout dans des généralisations et ne débouche sur aucune conclusion.

CLAUDE MEILLASSOUX.

EUROPE

LE ROYAUME DÉSUNI. L'économie britannique et les multinationales. - Richard Farnetti
★ Syros, Paris, 1995, 119 pages, 79 F.

Il existe bien un modèle britannique. Encouragé par un tropisme de son histoire économique qui, dès le XIX^e siècle, privilégiait la « dynamique rentière » et le « commerce d'entrepôt des capitaux », le Royaume-Uni aborde sans vraiment la découvrir une ère d'essor sans précédent par les multinationales et la mondialisation. Eurodevises, fonds de pension, gouvernements démocratiques placés sous la surveillance des marchés : le pays qui fut autrefois le pionnier et l'atelier de la planète n'avait pas attendu l'arrivée au pouvoir de M^{rs} Margaret Thatcher pour montrer la voie à aussi. Le résultat, Richard Farnetti en démontre l'implicite cohérence : grâce à des coûts salariaux devenus inférieurs à ceux de l'Espagne, le Royaume-Uni s'est métamorphosé en plate-forme de montage pour les sociétés étrangères et est devenu à la fois le siège de 175 des 300 plus grosses entreprises européennes et le chantier avancé de la démolition sociale. « Pays de richesse privée et de misère publique », ce laboratoire du néolibéralisme réellement existant qui séduit tant l'Europe de Bruxelles, l'OCDE et la presse de marché permet au directeur général de British Gas, une société privée, de gagner chaque seconde dix fois plus que le salaire horaire des plus défavorisés.

S. H.

MAINS PROPRES, MAINS LIÈRES. France-Italie, le Japon des affaires. - Alain Vogelweith, Mario Vaudano, préface d'Antonio Di Pietro.
★ Austral, Paris, 1995, 304 pages, 130 F.

Pourquoi les affaires de financement illégal des partis politiques et de corruption ont-elles mis si longtemps à être traitées par la justice ? Mario Vaudano et Alain Vogelweith, magistrats issus de la gauche syndicale, commentent les évolutions intervenues en Italie et en France. Si, dans les deux pays, la volonté de quelques juges a été déterminante, en Italie le statut d'indépendance du parquet, son fonctionnement en équipe, ses prérogatives en matière d'enquête expliquent pourquoi la lutte contre la corruption dans le cadre de l'opération « Mains propres » a été beaucoup plus efficace. En France, les initiatives de quelques juges d'instruction se sont plus apparentées à des actions de guérilla que le statut des magistrats s'inscrivait dans une culture de dépendance par rapport au politique. On oublie aussi trop souvent les épandages profonds intervenus dans le comportement d'officiers de police judiciaire, sans lesquels les enquêtes ne pourraient aboutir. Il est encore temps d'éviter que nos démocraties ne soient minées par la corruption. Pour ce faire, si la répression doit tenir sa place, la prévention de tous les phénomènes de financement occulte doit devenir une véritable priorité par-delà les simples déclarations d'intention.

JEAN-PAUL JEAN.

AMÉRIQUES

INSURGÉS ET VISIONNAIRES D'AMÉRIQUE LATINE. - Arturo Uslar Pietri

★ Critérium, Paris, 1995, 256 pages, 98 F.

Voici enfin traduit l'essai majeur d'un des plus grands écrivains d'Amérique latine, le Vénézuélien Arturo Uslar Pietri, un grand des lettres qui a demeuré trop méconnu en France. Au départ de la réflexion d'Uslar Pietri, cette affirmation : « L'Amérique a été une création intellectuelle de l'Europe ». Qu'est-ce que cela signifie ? Sans ignorer l'importance et la richesse de l'apport des cultures indigènes et africaines, l'auteur, dans une préface spécialement écrite pour cette édition en langue française, répond : « L'Amérique latine n'est pas exactement un tiers-monde culturel, mais plutôt une partie vivante et créatrice de ce tout, pètri de particularités, qu'est l'Occident. »

Il analyse, tout particulièrement, l'influence dans cette région du Nouveau Monde de la pensée des Lumières aux XVIII^e et XIX^e siècles : « Ces idées nouvelles pénétrèrent en Amérique latine comme une héraie. La lutte engagée sera presque une guerre de religion, avec ses dissidents, ses martyrs et ses hérésies. » De cette dramatique histoire, Arturo Uslar Pietri retrace brillamment le parcours.

N. D.

LE BRÉSIL. - Hervé Théry

★ Masson, coll. « Géographie », Paris, 1995, 290 pages, 140 F.

Cette troisième édition, revue et complétée, du livre d'Hervé Théry, directeur de recherches au CNRS, rappelle d'emblée quelques caractéristiques capitales. Le Brésil est un pays de 160 millions d'habitants, qui occupe et compte de mieux en mieux un territoire de 8 511 965 km² (le cinquième du monde) et figure parmi les trois premiers producteurs et exportateurs de denrées agricoles et de minerais. « C'est aussi un grand pays industriel - précise l'auteur - se classant parmi les quinze premiers dans des secteurs aussi importants que la sidérurgie, la construction automobile ou aéronautique. » Ce livre insiste, en particulier, sur ce qui est en train de changer au moment où le Brésil cherche difficilement à passer d'un modèle de développement à un autre.

N. D.

MAGHREB

L'ALGÉRIE CONTEMPORAINE. - Bernard Cabertard

★ PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1995, 128 pages, 40 F.

Si l'ambition et la cohérence du projet de développement de l'ère Bourguiba compensaient et excusaient, aux yeux de la plupart des Algériens, l'autoritarisme du pouvoir, rassemblant autour du leader une réelle fièvre nationale, son effacement et la dissolution du mythe égalitaire a plongé l'Algérie dans des convulsions dont on ne voit pas encore la fin. Le livre de Bernard Cabertard vient d'être réédité afin de substituer à la présentation descriptive des premières éditions une approche plus analytique centrée autour de ce basculement majeur : l'impossible symbiose entre l'héritage autoritaire de la période Bourguiba et l'héritage libéral de la période Chadli, engendrant une crise profonde, crise de régime certes, mais surtout crise de légitimité.

Bernard Cabertard situe dans l'excessive hétérogénéité de la société algérienne, « divisée sur les questions essentielles des valeurs et du mode de vie », le fondement de cette crise de légitimité, mais les sociétés européennes en cours d'industrialisation n'étaient-elles pas foncièrement plus hétérogènes, plus stratifiées ? N'est-ce pas là confondre sentiment national et consensus ? Pour l'Algérie comme pour les autres sociétés du Sud, la clé réside au contraire dans la reconnaissance des dynamismes d'intérieur et l'organisation de leur expression pacifique au sein d'institutions après à dégarer un compromis. La démocratie, donc, fort éloignée du consensus dont beaucoup continuent en réalité, en Algérie comme en Afrique sub-saharienne, à rêver.

THÉRIER MICHALON.

LA TUNISIE À LA RECHERCHE DE SA SÉCURITÉ.

- Nicole Grimaud

★ PUF, coll. « Perspectives internationales », Paris, 1995, 222 pages, 149 F.

Sans trop se démarquer de la tradition conformiste des « sciences-po », Nicole Grimaud retrace l'enchevêtrement des événements qui, depuis l'indépendance en 1956, ont pu faire problème aux responsables de la défense tunisienne. En pleine guerre froide, lui-même en lutte contre ses opposants de l'intérieur, le futur président Habib Bourguiba avait fait le choix de l'Amérique avant même que son pays accède à l'autonomie. Existait-il une autre voie ? De quel prix la société tunisienne a-t-elle payé le soutien des États-Unis et de la France ? De telles questions ne sont pas abordées.

M. P.

NATIONS UNIES

LES NATIONS UNIES ET LA RESTAURATION DE L'ÉTAT. - Sous la direction d'Yves Daoust

★ Pédone, Paris, 1995, 190 pages, 150 F.

L'intitulé de cet ouvrage résume assez bien une des principales missions de la société internationale. Déjà, les Nations unies ne se contentent plus de « maintenir » ou de « rétablir » la paix, elles s'impliquent aussi dans l'ordre interne des États, allant parfois jusqu'à se substituer à eux ou à certains de leurs organes. Les auteurs montrent comment, au nom du respect des droits de l'homme et de la démocratie, l'organisation mondiale intervient notamment dans les processus électoraux, par l'envoi d'observateurs internationaux chargés de veiller au bon déroulement des opérations ; dans la reconstruction économique et sociale (organisation du retour des réfugiés, des personnes déplacées et des exilés ; déménagement des sols, etc.)

JEAN YANGOUMALE.

**21 500 F/m²*
A 150 M DE NEUILLY**

ARPÈGE

- Dans le Levallois résidentiel
- Résidence de grande qualité
- Du studio au 5 pièces
- Balcons et grandes terrasses

Exemples de prix à partir de** :

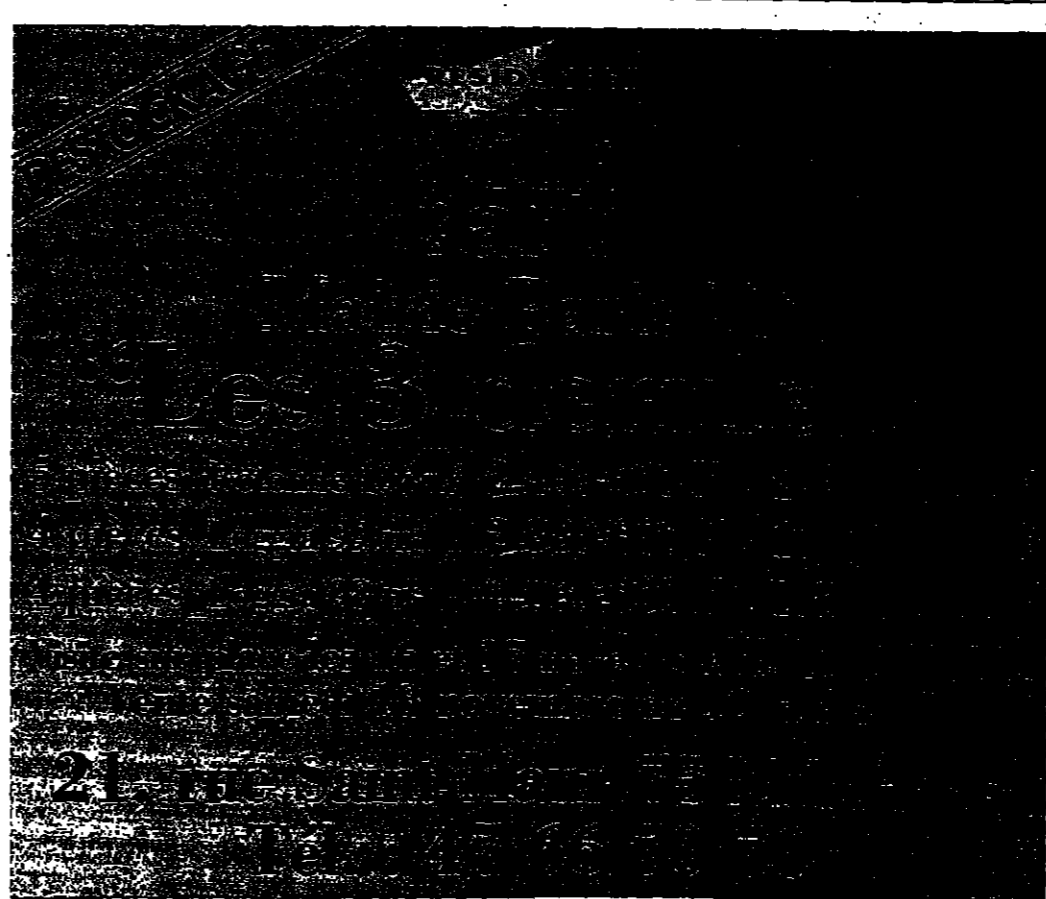
Studio :	515 000 F
2 pièces :	875 000 F
3 pièces :	1 460 000 F
4 pièces :	1 825 000 F
5 pièces :	1 930 000 F

Bureau de vente : Place de la Libération à Levallois (92). Tél. : 47 58 71 72
Ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 14 h à 19 h. Samedi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Daniel FÉAU - 132, bd Haussmann - 75008 Paris Tél. : 40 08 11 40

Commercialisation Co-réalisation

EAU **MEUNIER**



حسنة من الاصل

La memoir

هكذا من الاعمال

AU RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

la Confédération canadienne

au droit du travail. Malgré les clauses de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui supposent garantir les acquis de l'État-providence canadien, la tendance à long terme va donc dans le sens d'une « harmonisation » des programmes sociaux et de la législation du travail canadiens sur les « normes » établies aux États-Unis. La mise en cause de l'uniformité des règles jusqu'ici fixées par Ottawa encourage la déréglementation sociale.

Les perspectives du Québec ne sont pas meilleures sur ce plan. Réagissant à la réduction des transferts fédéraux, le gouvernement du Parti québécois (PQ) de M. Jacques Parizeau a annoncé en mai dernier, sans consultation sociale ou parlementaire préalable, la fermeture à Montréal de neuf hôpitaux. Cette décision affectera 9 500 employés, dont 1 500 infirmiers et 926 médecins. Car, pour reprendre les mots mêmes du porte-parole du ministère de la santé québécois : « Est-ce qu'on va attendre que le Fonds monétaire international vienne nous dire de fermer des lits (9) ? »

En dépit du nombre déjà important d'élèves et d'étudiants qui ne vont pas au bout de leurs études, malgré la dévalorisation des locaux d'enseignement, le gouvernement se prépare aussi à tailler dans les crédits alloués à l'enseignement primaire et secondaire. Dans les collèges, l'enseignement des humanités se verra en partie sacrifié à des « approches de marché » en matière de formation professionnelle. Quant à Radio-Québec,

créée sous le gouvernement de M. René Lévesque, elle va réduire ses effectifs de 23 % (10).

Politiquement, la situation devient paradoxale : alors que, pour le Parti québécois, c'est d'abord la préservation de la culture, de la langue et de l'identité nationale qui définit la souveraineté, le gouvernement de M. Parizeau, cédant à la pression des intérêts financiers dominants, a systématiquement mis à mal les budgets de l'éducation et de la culture. Tout en se réclamant de la social-démocratie, la direction du PQ a bien entendu sans réserve les fondements du discours néolibéral. Et, sur ce point, elle se distingue assez peu du gouvernement fédéral.

Pendant toute la campagne pour le référendum sur la souveraineté, droitement centrée sur des préoccupations d'ordre constitutionnel, les dirigeants indépendantistes ont évité le sujet de la souveraineté économique, qui les aurait conduits à traiter de la relation entre un Québec indépendant et ses créanciers. La question complexe de sa place dans l'Aléna n'a pas été davantage abordée avec le sérieux qu'elle méritait. Afin de ne pas compromettre un résultat favorable à l'indépendance, les syndicats, soutien constant du Parti québécois, ont permis au gouvernement de maintenir une paix sociale mensongère. L'échec du référendum replace donc les politiques d'austérité du gouvernement au centre des débats.

Avec l'Aléna, l'intégration continentale s'est largement alimentée de la

désintégration des marchés provinciaux et de la faillite des petites et moyennes entreprises, qui se retrouvent soit éliminées, soit transformées en succursales des grosses firmes. Au niveau local et provincial, les gros distributeurs nord-américains font désormais la loi. L'économie de filiales, qui s'était développée au Canada depuis la fin du dix-neuvième siècle, a pratiquement cessé d'exister : les entreprises locales opérant pour le compte des sociétés américaines ont été fermées ou transformées en autant de bureaux de vente régionaux de ces sociétés. Compte tenu des flux de capitaux canadiens et du démantèlement des sièges sociaux de Montréal à Toronto, la situation est encore plus préoccupante au Québec. D'autant que la délocalisation vers le Mexique des industries manufacturières a provoqué une aggravation du chômage (11).

Les économies canadienne et québécoise ont à présent pour fournisseur le cœur industriel des États-Unis. La levée des restrictions aux mouvements de biens et de capitaux a d'ailleurs mis en lumière la persistance de barrières économiques entre les provinces du Canada. En juin 1994, la signature par le gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney d'un accord sur le commerce interne (ACI) entre Ottawa et les provinces devait « corriger les déséquilibres résultant de l'Aléna qui avait accordé aux milieux d'affaires américains un traitement plus favorable que celui des autres provinces (12) ». En pratique, l'ACI, au lieu de rectifier ces

déséquilibres, a contribué à consolider les droits des entreprises et à restreindre la capacité des gouvernements provinciaux et fédéral à les réglementer, qu'elles soient américaines ou canadiennes.

Quelle peut être l'« identité nationale » des sociétés du Canada dans le cadre de l'Aléna, alors que la vague de fusions de la fin des années 80 a déjà créé un réseau de relations dépendantes entre les firmes américaines et canadiennes : plusieurs grosses entreprises canadiennes ont démantelé leur siège social vers les États-Unis ; avec la création d'entreprises mixtes et la fusion des conglomérats canadiens et américains, les intérêts américains ont pénétré la quasi-totalité des secteurs de l'économie canadienne. Même si l'Aléna garantit le contrôle par le Canada des « secteurs protégés » (ressources naturelles, forêts, pétrole) et des industries culturelles (télévision, cinéma), les obstacles pratiques à l'entrée du capital américain dans ces secteurs restent plutôt rares.

Le poids croissant de l'endettement public affaiblit les structures provinciales et fédérales, et favorise l'intégration politique des régions canadiennes dans la logique de la zone de libre-échange nord-américaine. Même si leur contrôle sur les ressources financières est affaibli, les provinces canadiennes deviennent des entités politiques de plus en plus « indépendantes » et « souveraines », opérant dans le cadre commun que constitue l'économie continentale. Au Canada, les transferts de ressources

entre la fédération et les provinces seront supprimés d'ici à la fin du siècle. Et si, formellement, la fédération subsiste, la tendance à long terme s'inscrit dans la perspective de l'État continental au sein duquel le pouvoir réel du centre, y compris celui des institutions de réglementation économique, sera (comme, par exemple, la Réserve fédérale) localisé à Washington.

Favorisées par l'absence d'un mouvement social déterminé à mettre en cause le programme économique du parti au pouvoir, les exigences toujours plus pressantes des marchés financiers vont déboucher sur des pratiques budgétaires, de plus en plus restrictives. Dans ces conditions, les années à venir pourraient voir une accélération de la balkanisation économique, un creusement des divisions sociales et la fracture des entités souveraines, politiques et économiques, du Canada comme du Québec.

MICHEL CHOSSUDOVSKY.

(9) La Presse, 27 mai 1995.

(10) Communiqué de presse, Radio-Québec, 16 mai 1995. Plus de 1 000 emplois vont également être supprimés à Radio-Canada. Cf. Le Devoir, 23 novembre 1995.

(11) Sur l'Aléna, lire Jean-Michel Lacroix, « Les tribulations du marché unique nord-américain », Le Monde diplomatique, mars 1993, et Serge Halimi, « Triomphe ruineux pour l'administration démocratique », Le Monde diplomatique, décembre 1993.

(12) Cf. Canadian Center for Policy Alternatives, CCPA Monitor, vol. 2, n° 1, mai 1995.

De la pauvreté traitée comme une maladie

Par MICHEL PARAZELLI*

AFIN de remédier à la profonde restructuration qui découle de la mondialisation des marchés, le gouvernement canadien a engagé une « lutte contre la pauvreté ». Sous couvert de « partenariat », de « prévention », de « action communautaire » et de « promotion de la santé », c'est un virage dans l'orientation des services sociaux destinés aux citoyens canadiens les plus démunis qui se dessine (1). Plutôt que de prévenir les risques sociaux en facilitant l'accès aux services et leur développement, les appareils d'État et les associations communautaires doivent privilégier des « objectifs de résultats » dans une perspective médicale et épidémiologique. Cette perspective vise à atténuer la « prévalence » (les conditions d'apparition) de comportements non désirés, et à agir sur les « déterminants environnementaux ». Dans certains cas, les résultats sont estimés en pourcentage de réduction de problèmes (« diminuer de 4 % le taux de naissances de poids inférieur à 2 500 grammes dans toutes les régions du Québec (2) »). L'Ontario, par exemple, a financé un projet de recherche visant à évaluer, dans onze communautés dites « à risque », l'impact d'un programme de prévention précoce (« Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur ») destiné aux enfants âgés de moins de 8 ans et à leur famille. Une telle orientation s'inspire largement des expériences américaines et de la théorie dite de l'« écologie du développement ».

Cette manière de procéder revient en effet à analyser et à traiter les problèmes sociaux comme on procéderait pour les pathologies biologiques, les épidémies virales ou les catastrophes écologiques. Outre les facilités de gestion qu'elle procure, une telle approche permet de circonscrire la réalité sociale non désirée en l'isolant (tel un virus ou un contaminant environnemental) et de normaliser les types de problèmes sans se soucier de leurs contextes socio-culturels, afin de calculer leur « taux de réduction » grâce à un suivi informatique (« monitoring »). Que ce soit à l'aide de programmes de prévention précoce des troubles de comportement parentaux ou de l'alimentation, on espère réaliser des économies en comprimant la demande de services.

Derrière les motivations généreuses affichées par les auteurs de cette stratégie préventive, se profile une nouvelle forme de violence technocratique. L'État utilise une métaphore biomédicale, l'« épidémiologie sociale », pour guider son analyse de la société : et il fait appel aux techniques utilisées pour le traitement des maladies, violence et rougeole confondues. Pourtant, l'analogie est douteuse : les rapports sociaux

ne fonctionnent pas comme un organisme vivant susceptible d'être infecté ou de développer des pathologies. La normalisation médicale des problèmes sociaux revient alors à traiter les personnes en responsables de leurs « pathologies » ; plutôt que de leur permettre d'acquiescer un pouvoir sur leur existence sociale, on les invite à suivre une thérapie qui modifiera leur comportement à risque. C'est là que le dérapage se produit : on occulte les causes collectives et on met l'accent sur la culpabilité individuelle.

Le plan canadien pour les enfants, Grandir ensemble (3), illustre bien cette tendance (que l'on observe, même si c'est de manière inégale, dans l'ensemble des provinces). L'objectif majeur est de favoriser les conditions d'un développement « sain » des enfants « à risque » et d'aider les parents « vulnérables ». Pourtant, lorsqu'il s'agit d'envisager les moyens d'améliorer la situation d'ensemble des familles en difficulté, le document observe : « En 1989, le Parlement a résolu d'éliminer la pauvreté chez les enfants au Canada d'ici à l'an 2000. [...] Même si la solution à long terme la

plus efficace est d'améliorer le revenu familial et de prévenir ainsi ce fléau, il n'est guère probable que cela se produise dans un avenir rapproché. Entre-temps, nous nous devons de réduire les effets nocifs de la pauvreté chez les enfants et de favoriser un développement sain chez ces derniers. » Ainsi, la pauvreté, située hors du champ politique, est présentée comme un « fléau » contre lequel il faudrait immuniser les enfants en favorisant chez eux un « développement sain ». Les fondements naturalistes et moralistes de la fin du XIX^e siècle viennent secourir l'imaginaire d'une « santé sociale publique ».

Au nombre de ses priorités, louables mais limitées, le ministère de la santé et du bien-être social du Canada entend réduire le taux de naissances prématurées et de bébés de faible poids (4), le nombre de blessures et d'abus infligés aux enfants et la fréquence des troubles de comportement dès d'un complexe d'infirmité. Le programme privilégie explicitement le recours aux interventions de « dépistage précoce » et de « stimulation dans le milieu naturel de l'enfant ».

Pour partir d'un bon pied...

LE Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario (qui regroupent plus des deux tiers de la population totale du pays) sont à la pointe de cette gestion préventive. Le programme québécois OLO (un Ouf, un litre de lait et une Orange par jour) cherche à prévenir le nombre de naissances d'enfants de poids insuffisant (c'est le cas de 21 000 bébés par an au Canada). Il s'agit ici, grâce à un programme diététique, d'améliorer la nutrition des mères à risque afin que leur bébé atteigne un poids normal à la naissance. La situation économique des mères n'est pas visée par ces interventions, mais au moins, se dit-on, les bébés partiront du bon pied en naissant d'un bon poids...

Grâce à ses Initiatives pour la petite enfance (1993), le Nouveau-Brunswick compte, de son côté, développer six projets de dépistage précoce des problèmes de l'enfant né dans une famille à risque. Il s'agit de favoriser, de la grossesse à la maternelle, des programmes de réhabilitation nutritionnelle et de suppléments alimentaires. On retrouve aussi, au Québec et dans l'Ontario (5), des mesures visant à prévenir, dès la maternelle, les comportements antisociaux des jeunes enfants, des visites à domicile de travailleurs sociaux à la distribution de petits déjeuners dans les écoles.

Au Québec, des interventions en périnatalité ont été pratiquées auprès des mères issues de milieux défavorisés et considérées à risque à la suite d'observations indiquant, par exemple, un taux élevé de comportements agressifs envers leurs enfants (6). Des agents travaillant dans des Centres locaux de

services communautaires (CSLC) leur proposent alors de pratiquer des exercices moteurs (chanson, berceuse, massage, etc.) afin d'améliorer la qualité de leur relation avec leur enfant. Et des séances de « formation » cherchent à diminuer leurs « scores de comportements coercitifs ».

L'approche de type épidémiologique comporte trois niveaux : le dépistage, le traitement et la réadaptation. En transformant le concept de prévention en un continuum d'interventions curatives, elle répond davantage aux souhaits d'un État avant tout soucieux de contenir les coûts financiers des services publics, qu'aux besoins des citoyens marginalisés et exclus. Pour avoir accès à une ressource, les individus en seront donc réduits à traduire leurs désirs de socialisation en pathologies ou en facteurs de risque. D'ailleurs, les associations communautaires autonomes ont plus de mal à justifier le financement public de leurs projets, dès lors que ceux-ci ne privilégient pas une thérapie des problèmes sociaux identifiés selon les priorités de l'État.

La même idéologie préventive se retrouve au ministère canadien de la justice. Pour contenir la criminalité des jeunes, on y suggère désormais des cours de « gestion de la colère et de règlement non violent des conflits ». Ainsi, il suffirait d'être « exposé à la consommation de drogues et d'alcool » pour éprouver des difficultés de comportement ou pour basculer dans la criminalité (7). Pourtant, l'orientation psychosociale des programmes de prévention est loin d'être aussi inquiétante au Canada qu'aux États-Unis où le National Institute for Mental Health a

développé un traitement à base de psychotropes auprès de « 100 000 jeunes des écoles primaires, âgés de 5 à 9 ans, pouvant être identifiés comme porteurs d'une prédisposition génétique à la violence ou aux toxicomanies (8) ».

Ainsi sera-t-il plus facile de dissimuler les violences économiques et l'amputation des prestations sociales. Le Québec a adopté des mesures punitives dans l'espoir – en déniant d'éventuelles fraudes – d'économiser environ 60 millions de dollars. Pour faciliter le travail des enquêteurs, une campagne de publicité va inciter les Ontariens à utiliser une ligne téléphonique gratuite destinée à la délation des cas de fraude. Selon M. Tsoubouchi, ministre des services sociaux et communautaires, « l'économie escomptée serait de 25 millions de dollars (9) ». M. George Kennedy, président du Daily Bread Food Bank (la plus grosse banque alimentaire du pays) redoute que, bientôt, la plupart des assistés sociaux « ne pourront plus satisfaire leurs besoins en termes de nourriture, de logement et de vêtement (10) ».

Ces mesures gouvernementales s'accompagnent d'une réduction de la couverture médicale et de la privatisation des services. L'idéologie de la prévention permet alors à l'État de donner l'illusion qu'il s'occupe réellement des problèmes urgents en partie créés par les effets négatifs de ses mesures d'austérité.

A défaut de pouvoir démocratiser l'accès au marché du travail, le Canada préfère ainsi privilégier la « restauration » sanitaire de l'environnement social de la nouvelle génération. Ce

choix est politique : le combat contre la pauvreté ayant perdu son caractère prioritaire (au profit de la lutte contre le déficit), il reste alors à en gérer les effets nocifs, à s'y adapter, à refouler dans le privé les causes des problèmes liés à l'exclusion.

(1) Les services sociaux et de santé sont sous la responsabilité des provinces (10 provinces et 2 territoires). Toutefois, le gouvernement fédéral soutient la prestation de services en versant des paiements de transfert aux provinces. Il peut ainsi harmoniser les politiques des provinces en les invitant à adopter une politique concertée.

(2) Gouvernement du Québec, ministère de la santé et des services sociaux, Politique de Périnatalité, Québec, 1993, p. 47.

(3) Gouvernement du Canada, Grandir ensemble. Plan d'action canadien pour les enfants, Ottawa, Ontario, 1992.

(4) Ottawa a annoncé, le 26 juillet dernier, la mise en place d'un programme spécial de nutrition prénatale doté de 8 millions de dollars pour les quatre prochaines années.

(5) Voir, pour le Québec, les rapports Un Québec fou de ses enfants (1991) et La politique québécoise de périnatalité (1993) ; et, pour l'Ontario, Better Beginnings, Better Future Project, ministère des affaires sociales, Ottawa, 1994.

(6) Hélène Cloutier et Jacques Moreau, « L'intervention précoce auprès des clientèles à risque : un investissement qui a ses exigences. Résultats préliminaires d'une recherche auprès de dyades mère-nourisson vulnérables », Apprentissage et Socialisation, vol. 3, n° 3, Montréal, 1990.

(7) Gouvernement du Canada, ministère de la justice, Objectif : sécurité communautaire. Lutte contre la violence et la récidive des jeunes, Ottawa, 1993, p. 7-9.

(8) Pierre Hamel, « Dr. Breggin, psychiatre : psychiatrie et contrôle social », Vie ouverte, Montréal, Québec, janvier-février 1993, p. 38. Lire aussi : W. Weyt Gibbs, « Seeking the Criminal Element », Scientific American, mars 1995.

(9) Cf. « Aide sociale : des « boubou macoutés » contre la fraude en Ontario », La Presse, 24 août 1995.

(10) Lire Suzanne Dussaveau, « Les organismes de lutte contre la pauvreté en Ontario sont outrés », La Presse, 8 octobre 1995.

futuribles

revue mensuelle d'analyse et de prospective

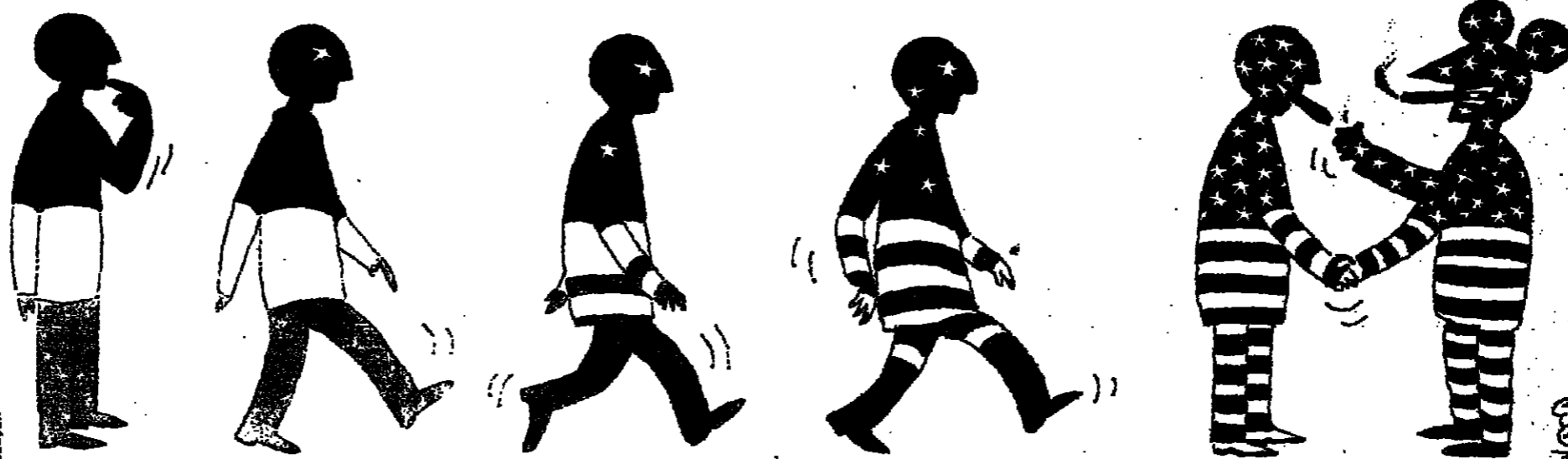
Au sommaire des derniers numéros

- Les nouveaux risques infectieux, G. Ducloux n°203
- Population de la France. Chronique d'une implosion annoncée, P. Bourcier de Carbon n°203
- La planification par scénarios, Axa France 2005, P. Benassouli, R. Monri n°203
- Diversité culturelle : une question de survie, M. Elmandjra n°202
- L'« islamisme » en Algérie : origines et perspectives, A. Chorfa n°202
- L'Algérie au cœur des passions françaises, B. Stasi n°202
- SOS jeunesse ! M. Godet n°202

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél : (33 1) 42 22 63 10 - Fax : (33 1) 42 22 65 54 - Minitel : 36 15 S.J.FUTURIBLES
Prix du n° France : 70FF - Étranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 n°) France : 630FF - Étranger : 680FF

* Chercheur, Université du Québec à Montréal.

Lettre aux « majors » d'Hollywood...



... et à leurs zéloteurs français

A mon ami John Hunt,
Américain réveillé, dont l'esprit
me rapproche des vraies richesses
de mon pays.

NOTRE siècle a inventé un art : le cinéma. Il nous faut le préserver pour les générations futures. Je ne suis pas un historien de la culture ; ni un sociologue penché sur les orientations prochaines de la communication de masse. Je suis un producteur de cinéma, c'est-à-dire un saltimbanque, convaincu par cinquante années dans cette activité que le cinéma est un art qui ne saurait s'épanouir dans l'uniformité imposée par l'industrie audiovisuelle dominante d'un seul pays. Or il est aujourd'hui, en France, fortement menacé d'extinction par ce qu'il faut bien appeler l'invasion hollywoodienne.

Nul anti-américanisme dans mon esprit. Car je pense aussitôt aux grands pionniers du film américain qui, à Hollywood, dès 1914, ont fait d'un divertissement de foire le véhicule d'une esthétique au service d'une interrogation éthique. C'est-à-dire une œuvre d'art.

Et je veux saluer l'accueil constant, à Hollywood, d'écrivains, de cinéastes et d'acteurs européens qui, de diverses manières, y trouvaient refuge et ont tant apporté au septième art américain. Je pense particulièrement aux années sombres quand la survie de l'intelligence et de la culture courait les plus graves périls en Allemagne nazie ou ailleurs en Europe.

Mais il me faut lancer un cri d'alarme. Depuis vingt ans, l'histoire de l'exploitation des films en France révèle une terrifiante continuité. Continuité des pouvoirs publics qui, de gauche ou de droite, affirment leur souci de défendre le cinéma français, d'aider une production pluraliste, et d'assurer une saine concurrence entre les salles indépendantes et les grands circuits (Gauguin, Pathé et UGC). Continuité des instances administratives et de certains tribunaux qui, par une suite de décisions perverses, appliquant les règles fixées par le pouvoir, condamnent pour la forme - les atteintes à la concurrence qui leur sont signalées.

Continuité, enfin, des grands circuits qui, jour après jour, absorbent les indépendants, suppriment par des ententes abusives toute concurrence entre eux, et transforment, au

bout du compte, les meilleures salles en chasses gardées du cinéma hollywoodien.

« L'intérêt de nouer une relation régulière avec une « major » américaine est la conséquence du phénomène de concentration de l'industrie française », reconnaissait M. Alain Sussfeld, directeur d'UGC, au lendemain de l'accord de codistribution que sa compagnie venait de signer avec la Twentieth Century Fox (1). Les grands circuits français d'exploitation n'ont cessé de justifier leur politique de concentration en expliquant que seuls les groupes puissants seraient capables d'assurer une protection contre la mainmise d'Hollywood (2). Les récents accords signés entre Gaumont et Buena Vista, distributeur international de Disney, UGC et Castle Rock, filiale du groupe Turner, puis UGC et Fox montrent clairement à quoi menait cette stratégie.

En 1981, le candidat François Mitterrand fustigeait les monopoles du cinéma et promettait une vaste réforme afin de restaurer le pluralisme dans la création et la diffusion des films. À l'instigation du nouveau ministre de la culture, M. Jack Lang, la mission conduite par M. Jean-Denis Bredin se faisait l'apôtre d'une politique de la concurrence pour le cinéma, mais préconisait l'adoption d'une loi qui, au nom de la spécificité de cet art, le protégerait contre le droit commun de la concurrence. De ce principe, naquit une loi en trompe-l'œil, la « loi Lang » de 1982 - qui, dans la pratique, permet aux grands circuits d'échapper aux condamnations pénales. (Les plaintes de certains exploitants et la saisine de notre syndicat - l'Association française des producteurs de films, AFPP - avaient motivé, en 1979, un solennel aversissement de la Commission de la concurrence.)

Les grands circuits disposaient dès lors de multiples tactiques pour accroître leur parc de salles : programmer des salles indépendantes ou, au contraire, les racheter après avoir dévalorisé le fonds de commerce en ne leur four-

nissant plus de films, ou construire de nouvelles salles grâce aux fonds collectifs de l'aide au cinéma (3) !

Même si elle a entraîné provisoirement la dissolution du GIE Gaumont-Pathé, la loi Lang a, de fait, légalisé les nouvelles ententes soumises formellement à l'agrément du Centre national de la cinématographie (CNC).

En 1990, M. Jérôme Seydoux, frère de M. Nicolas Seydoux, président de Gaumont, devint, avec l'appui des pouvoirs publics, propriétaire de Pathé. Ainsi renouait-il ses liens avec le défunt GIE. Un an et demi plus tard, au terme d'un échange d'actifs, les deux circuits se partageaient la France : à Gaumont, le marché parisien ; à Pathé, les grandes villes de province. Affirmant sans ambages leur volonté d'éliminer toute concurrence entre eux, les frères Seydoux n'en ont pas moins obtenu la bénédiction des pouvoirs publics. Les poursuites judiciaires engagées par les exploitants indépendants restent vaines grâce aux étranges lacunes de la loi de 1982.

En 1992, le verrouillage des écrans de France est achevé. Singulier paradoxe pour ceux qui invoquent sans cesse les lois du marché. Et, comme on pouvait s'y attendre, le monopole français est vite devenu l'otage des géants hollywoodiens. Le combat pour l'« exception culturelle » masque la réalité économique. Le maintien du système d'aide au cinéma est assuré, mais les produits d'Hollywood sont désormais distribués sous couvert de compagnies « françaises », ou plus exactement américano-françaises (GBVI et UFD), qui se livrent au « blanchiment » de l'essentiel des recettes en provenance de notre marché.

Fin octobre 1995, M. Jack Valenti, représentant des grandes compagnies américaines (les « majors »), s'est rendu aux Journées de Beanne, sur l'invitation de l'ARP (4). Les intentions proclamées de M. Valenti en faveur du cinéma européen sont jugées hypocrites, et la grande réconciliation franco-américaine n'a pas lieu. Les zéloteurs de

M. Valenti laissent supposer qu'il abandonnerait sa lutte contre le système des quotas : il démentira vigoureusement dans *Le Monde* du 10 novembre 1995 ce prétendu revirement.

Le temps est venu d'une « déclaration d'interdépendance », signée par les grands noms du cinéma du monde. Une déclaration de solidarité qui affirmerait la nécessité du pluralisme culturel pour la défense de toutes les industries nationales du cinéma, menacées d'asphyxie par la surdomination américaine. Cette déclaration réclamerait aussi un renforcement des règles de concurrence en vue d'empêcher que les grands groupes de communication parviennent à dominer les réseaux de diffusion mondiaux des images et des films.

DÉFENDRE le cinéma en tant qu'art, c'est accepter qu'il soit soumis aux mêmes considérations que les autres arts, et non à l'unique critère mercantile du retour rapide sur l'investissement. Existe-t-il vraiment une contradiction insurmontable entre les deux dimensions - art et industrie - du film ?

Il nous faut dépasser la réflexion économique traditionnelle qui fait du cinéma considéré comme une forme de l'art une sorte de luxe que l'on ne pourrait plus s'offrir. J'ai construit ma carrière en favorisant la production de films à moyen ou petit budget, et j'enonce, autant comme un acte de foi que comme un principe économique, que si le cinéma de création était appelé à disparaître, disparaîtrait avec lui la rentabilité globale de l'industrie cinématographique. Le pluralisme culturel constitue le meilleur garde-fou contre la mort par noyade d'un art dans l'océan des images standardisées et unidimensionnelles.

Les cinémas nationaux se trouvent en danger. Aussi n'est-il pas temps de défendre le pluralisme culturel par des mesures urgentes, restreignant provisoirement la libre circulation des films ? Cette forme de protectionnisme est largement préférable au suicide culturel.

(1) Cf. *Le Film français*, 16 juin 1993.
(2) Lire Charles Fauré, « La création au secours du cinéma français », *Le Monde diplomatique*, mai 1994.
(3) Une taxe spéciale est prélevée sur chaque ticket vendu en salle et alimente un fonds de soutien reversé à la profession.
(4) Société civile des auteurs, réalisateurs, producteurs.

Par ANATOLE DAUMAN

Producteur, entre autres, de : *Hiroshima, mon amour*, d'Alain Resnais ; *Le Jérémy*, de Chris Marker ; *Mouchette*, de Robert Bresson ; *Masculin Féminin*, de Jean-Luc Godard ; *L'Empire des sens*, de Nagisa Oshima ; *Le Tambour*, de Volker Schlöndorff ; et *Les Attes du désir*, de Wim Wenders.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Les Nouveaux Maîtres du monde, par Philippe Herzog.
Courrier des lecteurs.

PAGES 3 à 5 :

L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE : Menaces percées, par Rinke van den Brink. - En France : Désespérance populaire et démagogie populiste, par Alain Eihlé. - En Autriche : Un guide au temps des médias, par Brigitte Pitzold. - En Russie : La dynamique des patriotes, par Denis Paillard.

PAGES 6 et 7 :

L'ANTISÉMITISME DU III^e REICH : Un Vatican lucide et timoré, par Henri Madelin. - L'autre face du génocide, par Philippe Burstin. - Pourquoi Staline liquida le Comité antifasciste juif, par Laurent Rucker.

PAGES 8 et 9 :

RUSSIE : Sous la pression de l'Occident, par Paul-Marie de La Gorce. - Toropets, une petite ville face aux réformes, par Jean Radvanyi.

PAGES 10 et 11 :

Moscou, Pékin, Hanoï : les prédateurs au pouvoir, par Gabriel Kolko.

PAGES 12 et 13 :

PORTUGAL : Un pays rattrapé par la normalité libérale, par Boris Mareq. - Faiblesse de la démocratie, par Ana Navarro Pedro. - À la recherche de l'âme oubliée (A. N. P.). - Une griffe du Thas-de-Montes, par Odile Jankowski.

PAGE 14 :

Sur tous les fronts, la Croix-Rouge, par Jacques Decorney.

PAGE 16 :

Montée des périls pour le colonel Kadafi, par Bruno Calles de Salles.

PAGES 17 à 19 :

PROCHE-ORIENT : Au nom du Grand Israël, par Joseph Alkazy. - Attention, ghetto ! par Dominique Vidal. - Paix piégée, suite de l'article d'Alain Gresh. - Un accord léonin. - Israël, maître de la Cis-jordanie, par Jan de Jong.

PAGE 20 :

Introuvable Papouasie-Nouvelle-Guinée, par Jean-Pierre Clerc. - « Sale guerre » à Bougainville (J.-P.C.).

PAGE 21 :

Le viol permanent du peuple birman, par Renaud Gend.

PAGES 22 et 23 :

BRESIL : La droite conservatrice se renforce, par Catherine Elly. - L'ambère médecine du docteur Cardoso, par Jean Ziegler. - Aux sources de la mondialisation, par Filipe Arruda Sampaio.

PAGES 24 et 25 :

CANADA : L'éclatement annoncé de la Confédération, par Michel Chossudovsky. - De la pauvreté traitée comme une maladie, par Michel Parazelli. - Dans les revues.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS. - « Smilla et l'ennemi de la neige », de Peter Hoeg, par Nancy Dolben. - Les intellectuels et la question kurde, par Timour Mublidine. - La mémoire en cendres de Madagascar, par Françoise Raison-Jourde.

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1995
a été tiré à 248 500 exemplaires

Décembre 1995

502 من الامم

DU MOIS

POLITIQUE

LES ÉLUS ET L'ARGENT. - Jean-Luc Uguen
★ Syros, Paris, 1995, 292 pages, 98 F.

En ces temps de crise des systèmes de représentation et de la multiplication des affaires de financement occulte, peut-on aborder sereinement la problématique des rapports entre la politique et l'argent ? Sous une approche technique, cet ouvrage d'un conseiller référendaire à la Cour des comptes, par ailleurs élu local et membre de différentes sources (légitimes et illégitimes) de financement des partis, constitue un plaidoyer pour une réhabilitation de la fonction d'élu sous condition de la prise en charge de son coût d'une façon claire et assumée par la collectivité. Jean-Luc Uguen dresse un inventaire documenté des dispositions relatives au statut de l'élu et des moyens dont celui-ci dispose pour exercer ses mandats, en distinguant très concrètement la situation des élus de base et celle des cumulards déjà à la tête d'une collectivité territoriale. Pour l'auteur, la suspicion généralisée envers les élus soupçonnés de profiter du système et la non-résolution de l'imbroglio politico-judiciaire sur les affaires en cours, malgré cinq lois successives intervenues entre 1988 et 1995, risquent d'entraîner une crise des vocations électorales, et donc empêcher le nécessaire renouvellement des élites politiques.

J.-P. J.

LA V^e RÉPUBLIQUE (1958-1995). De de Gaulle à Chirac. - Arnaud Teyssier

★ Pygmalion, Paris, 1995, 557 pages, 150 F.

Proche de Philippe Séguin, secrétaire général adjoint de l'association des anciens élèves de l'ENA, l'auteur, né avec la V^e République, dresse une chronique alerte des événements majeurs qui l'ont marquée. L'ouvrage ne veut pas apporter d'information nouvelle, mais une mise en perspective du débat institutionnel depuis la filialisation de la Constitution de 1958 jusqu'au socle des valeurs et aux pratiques politiques qui la font vivre. Si l'on peut être en désaccord avec nombre d'analyses, il est cependant particulièrement intéressant de posséder la grille de lecture de ceux qui, à droite, sont profondément attachés au service public et à la défense de l'intérêt général face aux corporatismes et aux effets de mode que suscitent les médias.

J.-P. J.

L'ÉTAT FRANÇAIS ET LE PLURALISME. Histoire politique des institutions publiques de 476 à 1792. - Norbert Rouland

★ Odile Jacob, Paris, 1995, 377 pages, 130 F.

Parcourant quinze siècles d'histoire de France, dans un ouvrage à la fois pédagogique et scientifique, Norbert Rouland se propose d'éclaircir d'une analyse historique la question cruciale de la gestion des différences dans la démocratie. La volonté centralisatrice de l'État, beaucoup plus marquée que dans les autres pays européens, s'est inscrite dans une lutte permanente contre le pluralisme juridique, lutte que la Révolution française paracheva en consacrant le principe d'égalité civique. L'agent de cette lutte traduit peut-être, à contrario, le caractère structurellement divers de la France. C'est en réinventant des formes de collaboration et de coexistence que pourrait être pensée aujourd'hui la montée des revendications plurielles. Pour l'auteur, loin de nier l'histoire de France, le pluralisme, en partant sur la capacité de la société à s'auto-organiser sans nier l'État, permettrait alors à la France de se projeter dans une identité renouvelée.

ANNE-CÉCILE ROBERT.

LA FRANCE DE CHIRAC. - Patrick Jansau

★ Flammarion, Paris, 1995, 125 pages, 95 F.

Après la série de livres écrits dans la hâte et publiés à chaud dans les jours et semaines qui ont suivi l'élection de M. Chirac, Patrick Jansau propose, lui, une étude raisonnée sur la France, plus précisément la France politique, avec laquelle le nouveau président va devoir gouverner. Après un rappel de la campagne, sont passées en revue les différentes factions, tendances et formations de la majorité comme de l'opposition. Évidemment, l'auteur relève la contradiction fondamentale entre le discours électoral anti-« pensée unique » et le pessimisme des forces sociales qui ont soutenu le maître de Paris. Sans parler de la fameuse « contrainte » européenne. « Entre la France qu'il porte en lui et celle dont il a su attirer les suffrages, la rencontre pourrait n'avoir duré que le temps d'une campagne », conclut Patrick Jansau. En faisant amende honorable et en revenant aux valeurs du balladurisme, M. Chirac confirme la justesse de ce pronostic.

B. C.

DRIT

VIOLENCIA NECESARIA ? La intervención Humanitaria en Derecho Internacional. - Consuelo Ramon Chornet

★ Trotta, Madrid, 1995, 120 pages, 1200 ptes.

La violation des droits de l'homme est-elle une affaire intérieure des États ? La communauté internationale doit-elle s'en tenir à la tradition de non-ingérence ? A l'occasion de graves affaires récentes - Irak (Kurdistan), Bosnie, Somalie, Haïti, Rwanda - on a pu voir ces questions évoluer (parfois dangereusement) alors que l'évocation d'un « droit d'ingérence » était esquissée aux Nations unies.

L'auteur de cet ouvrage, professeur de droit international à l'université de Valence (Espagne), fait remarquablement le point sur cette question controversée. Elle évoque les précédents juridiques établis par Grotius et le Pape Victor, rappelle l'œuvre récente de Mario Bettati, qui le premier formula et défendit le « principe d'intervention humanitaire ». Dans une dernière partie, Consuelo Ramon Chornet expose les thèses de ceux qui s'opposent, avec des arguments non moins fondés, au « droit d'ingérence » qui n'a jamais été invoqué en faveur de la Palestine, et au nom duquel furent condamnés, jadis, toutes les colonisations.

N. D.

HISTOIRE

RÉFLEXIONS SUR LE GÉNOCIDE. - Pierre Vidal-Naquet

★ La Découverte, Paris, 1995, 251 pages, 160 F.

Troisième volume de la série « Les juifs, la mémoire et le présent », *Réflexions sur le génocide* rassemble une douzaine d'études consacrées par Pierre Vidal-Naquet à l'antisémitisme dans l'entre-deux-guerres, et surtout au génocide des juifs durant la seconde guerre mondiale. Il reproduit également le journal tenu par son père, Lucien Vidal-Naquet, à l'époque de la déportation à Auschwitz. Au fil des pages de livres se tisse une réflexion sur l'évolution du regard porté sur la Shoah : de la prise de conscience de la spécificité du génocide des juifs à l'appréciation de sa place dans la seconde guerre mondiale, de la différenciation des camps de concentration et d'extermination à la question de la culpabilité allemande, de la querelle des historiens aux modalités du combat contre le révisionnisme, etc. Pierre Vidal-Naquet accorde une particulière attention, dans l'historiographie de l'Holocauste, aux rapports étroits qu'entretiennent le témoignage et l'analyse.

D. V.

LA PROCLAMATION DU NOUVEAU MONDE. - Philippe Vidler

★ Paroles d'Aube, Vénissieux, 1995, 93 pages, 95 F.

En préface à la première édition française du *Manifeste du Parti communiste*, Philippe Vidler relate l'étrange histoire de cette traduction de l'œuvre de Marx et d'Engels. Si, dès 1848, Marx crut à l'existence d'une version française, il fallut attendre cent cinquante ans pour conclure définitivement à son caractère fantomatique. Car, d'abord traduit en suédois - avec pour devise « La veine du peuple, c'est le droit de Dieu » - le *Manifeste* ne fut publié en français qu'en février 1872, dans un périodique de New York destiné aux naufrages de la révolution de 1848. Et cette traduction se fonda sur un texte anglais, publié lui aussi aux États-Unis, cette fois dans le journal d'une militante féministe, agent de change à New York. L'adresse aux prolétaires n'y avait d'ailleurs pas paru à la « une », entièrement réservée à la publicité des banquiers de Wall Street.

S. H.

RÉSISTANCE EN TURQUIE

Les intellectuels et la question kurde

Alors que les intellectuels turcs avaient été incapables de se mobiliser contre le parti islamiste Refah (arrivé au pouvoir dans les grandes villes en mars 1994) et ses projets rétrogrades, le conflit à l'est - autrement dit la guerre au Kurdistan - semble en revanche avoir délié les langues.

En octobre 1994, le romancier Yachar Kemal organise en compagnie d'une vingtaine d'écrivains, de journalistes et d'hommes de loi une conférence de presse. Il s'insurge contre l'application de la loi sur la « lutte contre le terrorisme » et réclame une véritable liberté d'expression. Au début de 1995, un premier ouvrage, *La Liberté de pensée et la Turquie* (1), paraît aux éditions Can, dont le directeur, M. Erdal Oz, participe depuis plusieurs années aux mouvements démocratiques. Les noms les plus prestigieux de la littérature turque y figurent : Yachar Kemal bien sûr, Aziz Nesin, Tahsin Yücel, Leylâ Erbil, Orhan Pamuk, mais aussi le président du Pen-Club turc et celui du syndicat des journalistes. Le recueil de textes consacrés à la « sale guerre », aux violations des droits de l'homme et aux possibilités d'ouverture démocratique est rapidement interdit par le tribunal de sûreté de l'État, ses auteurs sont poursuivis, mais il circule de manière clandestine et connaît même l'honneur d'une édition pirate.

En mai 1995, une suite lui est donnée : les auteurs sont en partie différents, mais Yachar Kemal (entre-temps engagé dans de longues poursuites en raison d'un article jugé diffamatoire publié dans le *Spiegel* et dans *Index on Censorship*) y publie son plaidoyer devant la cour du 5 mai 1995. Accusé de séparatisme, il sait trouver les mots justes : « N'oublions pas que l'honneur des habitants d'un pays est au moins aussi sacré que la terre de ce pays. » Figurent dans le livre d'importantes contributions au combat contre la fuite en avant du gouvernement : Ozdemir Ince, Adalet Agoglu, la grande romancière contemporaine, mais aussi des intellectuels comme Mehmed Uzun, tous capables d'expliquer sans haine l'apport kurde à la société turque (2).

Images d'une volonté démocratique au sens large, ces deux ouvrages (le second n'a pas été interdit) soulignent l'incapacité de l'État à museler une opinion de plus en plus largement partagée.

TIMOUR MUHIDINE

(1) *Özgür Düşünce ve Türkiye*, Can Yay., İstanbul, 1995, 140 pages.

(2) *Yine Özgür Düşünce, Yine Türkiye* (De nouveau la liberté de pensée, de nouveau la Turquie), Can Yay., 1995, 167 pages.

(SEDES, Paris, 1995, 285 pages, 100 F.). Les chiffres-clés de la planète...

● **ETHNOCIDE TOUAREG** : La réalité (Tamazgha, 47, rue Bénard, 75014 Paris, 1995, 118 pages). Six mois de lutte touarègue à travers la presse.

● **LES NOUVELLES SOCIOLOGIES**. - Philippe Corcuff (Nathan, Paris, 1995, 126 pages, 49 F.). L'état des courants et des débats.

● **SOUFRANCES ET PRÉCARITÉS AU TRAVAIL**. - Ouvrage collectif (Syros-Matthieu française, Paris, 1994, 357 pages, 160 F.). Des médecins du travail témoignent des dégâts sur la santé qu'occasionne une double précarisation : celle de l'emploi et celle au sein de l'organisation du travail.

Organisations internationales

● **LES RÉFUGIÉS DANS LE MONDE**. En quête de solutions (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, La Découverte, Paris, 1995, 263 pages, 130 F.). Bosnie, Irak, Rwanda, Somalie, Tchétchénie... : le sort des quelque cinquante millions d'hommes déracinés par la guerre.

● **NOTRE DIVERSITÉ CRÉATRICE**. Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement (Unesco, Paris, 1995, 299 pages). Pour repenser le développement, conçu comme partie intégrante de la culture des peuples.

● **RAPPORT ANNUEL 1995 (Fonds monétaire international, Washington, 1995, 300 pages)**. Les perspectives de l'économie mondiale au 30 avril 1995. Avec les indicateurs-clés de plusieurs dizaines de pays.

● **RAPPORT ANNUEL 1995 (Association internationale du transport aérien international, Genève, 1995, 48 pages)**. Le cinquantième anniversaire du transport aérien moderne se présente, pour les membres de l'IATA, sous le signe du profit.

LITTÉRATURE

ARAGON. La liaison déliée. - Valère Staraselski

★ L'Harmattan, Paris, 1995, 365 pages, 180 F.

Pierre Daix avait écrit - et, récemment, réécrit - une belle biographie de Louis Aragon (1). Chronologique lui aussi, le livre de Valère Staraselski se fixe un autre objet : la liaison « déliée », précise son titre - entre la vie et l'œuvre, et singulièrement entre politique et écriture. Loin des banalités d'usage, hagiographiques ou haineuses, auxquelles l'immense écrivain est si souvent réduit, l'auteur propose un regard renouvelé, approfondi, contradictoire, fondé sur le retour méthodique au texte. Socialisme, communisme, stalinisme, Résistance, désillusion : l'itinéraire clair-obscur de l'intellectuel, du journaliste et de l'homme politique chevauche celui de l'écrivain, dont les écrits sont omniprésents dans le livre. Aragon ne confiait-il pas lui-même : « Et à ceux qui me demandent : À la fin, qu'étais-vous d'abord, communiste ou écrivain ? Je réponds toujours : Je suis d'abord écrivain, et c'est pourquoi je suis communiste. »

D. V.

(1) Pierre Daix, Aragon, Flammarion, Paris, 1994.

LOUIS SÉBASTIEN MERCIER. Un héritage en littérature. - Sous la direction de Jean-Claude Bonnet

★ Merveurs de France, Paris, 1995, 530 pages, 140 F.

Parmi les « hérésies littéraires » - selon ses propres termes - de Louis Sébastien Mercier, il est désormais possible de lire aisément le *Tableau de Paris* et *Le Nouveau Paris*. L'ouvrage maintenant consacré à cet auteur enfin relégué à sa juste place présente seize brillantes analyses d'une œuvre à la fois cohérente et polymorphe. Intéressante photographie des usages, Mercier fut aussi un dramaturge fécond (plus de cinquante pièces), un journaliste, un mélomane, un urbaniste utopiste et, bien sûr, un philosophe. Quatre études montrent le rayonnement extérieur de l'homme et de sa création : en Italie (où les recherches doivent être affinées), en Angleterre, en Russie et surtout en Allemagne. « Extraordinaire passeur entre deux siècles », selon la formule de Jean-Claude Bonnet, Mercier « finit par ne plus obéir qu'à une seule sommation, mais si neuve : regarde ». Ce regard du XVIII^e siècle demeure aujourd'hui exemplaire.

J. D.

La mémoire en cendres de Madagascar

Par FRANÇOISE RAISON-JOURDE *

QUEL familier de Madagascar, quel simple voyageur pourrait oublier l'enceinte royale qui domine de 200 mètres la ville de Tananarive ? Elle abritait un admirable ensemble composé de cinq palais de bois et du temple royal. Tous ont brûlé, en une nuit, le 6 novembre 1995. Ce lieu de mémoire était aussi cher aux Malgaches que Saint-Denis et Versailles aux Français. Quatre jeunes gens sont d'ailleurs morts dans l'incendie, en tentant de sauver des souvenirs irremplaçables.

Depuis la fin du XVIII^e siècle, chaque souverain avait eu à cœur de laisser une maison symbolisant son rôle dans l'édification du royaume. La grâce aérienne de la Maison d'argent comme la masse grandiose du Palais de la reine disaient la continuité de ce désir et la volonté de faire l'unité de l'île pour accomplir le vœu énoncé par Andrianampoinirina : « La mer est le limite de ma rizière. » L'ensemble, visible de quarante kilomètres à la ronde, donnait à la ville l'air d'une antique acropole.

Le matin même de l'incendie, en basse ville, les archives du ministère des finances avaient également brûlé. L'opinion fut d'emblée convaincue du caractère criminel de ces feux, sur fond de changement de gouvernement tout récent (M. Emmanuel Rakotovahiny remplaçant M. Francisque Ravony).

* Professeur d'histoire à l'université Paris-VII

et au lendemain de l'élection à la mairie de Tananarive de M. Guy Willy Razanamasy, ancien premier ministre de la transition (1).

Le lendemain, des foules innombrables montèrent jusqu'au site inscrit il y a peu au titre du patrimoine mondial par l'Unesco, et désormais découvert. Les tombeaux de pierre ayant éclaté dans la fournaise, des restes, identifiés trop vite peut-être comme ceux de Ranavalona III, furent descendus jusqu'au stade de Mahamasina et veillés comme on le faisait avant 1895 pour le corps du souverain défunt. Un rituel s'improvisait dans le contact avec la masina (corps saint), dont la vertu efficace n'est plus à démontrer à Madagascar.

Le 17 novembre, sous la poussée de l'opinion, les autorités reconnaissent le caractère criminel du feu. Les conséquences de ce drame, qui ébranle des pièces majeures du patrimoine culturel de Madagascar, ont été sous-estimées par la presse française. Ce qu'il révèle, c'est d'abord l'état du pays. Su fond de paupérisation des services publics (des pompiers sans matériel et sans eau) et de mécontentement social intense, un incendie a peut-être été allumé sur les pentes de la haute ville comme partout dans l'île actuellement. Anonyme, le feu est généralement le signe d'un mécontentement populaire qui n'arrive pas à se faire entendre des politiques.

Mais ce signal, qui accompagne dans le passé toutes les périodes de fracture (1948-1947 ou 1972), n'a-t-il pas été utilisé en vue d'une opération politicienne ? On aurait ainsi voulu détourner l'attention de la destruction des archives financières. Pis

encore, on aurait voulu susciter un affrontement entre Merinas (2), dont l'histoire, la mémoire, sont inséparables de ce patrimoine, et les « côtiers », supposés indifférents, voire hostiles à ces signes du passé dans lesquels certains résument à tort l'histoire de toute l'île. L'incendie des palais aurait donc eu pour but de ranimer les braises des passions ethniques qui furent une des composantes de la rébellion de 1947.

Le retentissement du drame est incalculable, tant il touche au cœur de la construction nationale. Il révèle l'anarchie dans laquelle a glissé un pays dont les gouvernements n'ont pas su répondre à la mobilisation de 1991. L'absence de ligne de conduite, le rapport continu des négociations avec le FMI et surtout la Banque mondiale, le recours aux financements parallèles ont fait place libre à l'ethnisation du champ politique, c'est-à-dire à une régression vers la lecture de tout événement en termes d'affrontement entre Merinas et côtiers. On est passé le 7 novembre 1995 très près d'affrontements de style ethnique.

Chacun est conscient du danger. Parmi les côtiers, beaucoup admettent qu'avec le recul du temps ces hauts lieux signifiaient l'unité nationale et que Tananarive, enrichie de nombreux apports de migrants côtiers, est en passe de devenir une métropole représentative de tous les Malgaches. Un langage commun se cherche aujourd'hui à la faveur du traumatisme. Il alerte sur les conduites suicidaires fréquentes à Madagascar. Un ami côtier affirme : « Nous avons brûlé nos forêts, nous brûlons nos palais, supports de notre mémoire, et nos ancêtres royaux. La prochaine fois, nous nous brûlerons



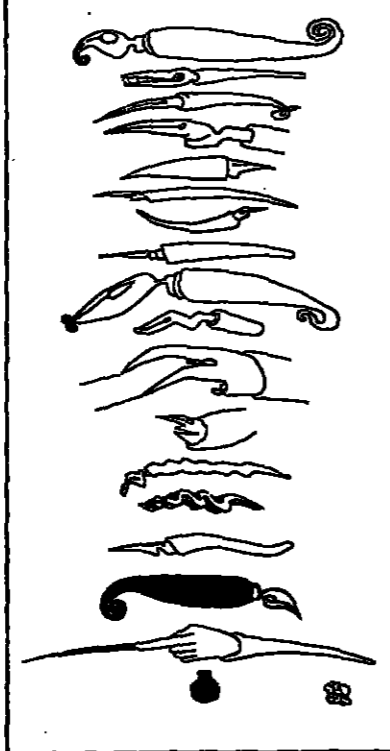
L'entrée du palais, vue par le Journal Illustré (1995)

nous-mêmes. Donnons-nous trente ans et reconstruisons le pays entier et non plus un palais. Portons certes le deuil de nos palais, mais plus chère encore doit nous être l'unité nationale. »

(1) Lire Philippe Leymarie, « Longue patience à Madagascar », *Le Monde diplomatique*, octobre 1993.

(2) Nom du royaume qui, fondé au centre de Madagascar, a exercé sa domination sur les deux tiers de l'île avant d'être annexé par la France.

COURRIER DES LECTEURS



Publicité

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour s'étonner de voir des annonces immobilières dans nos pages : ainsi M. Rouil Caplan, d'Angers, nous dit :

J'ai été très choqué par la prolifération d'annonces immobilières dans votre numéro de novembre. Tant de « belles résidences » dans les « plus belles avenues de Paris », de Boulogne à Auteuil, parsemées entre vos articles sur le déclinisme algérien et le conflit en ex-Yougoslavie, n'est-ce pas quelque peu indécents ? Et que dire de la juxtaposition de cette offre de « très beaux appartements du studio au 7 (sic) pièces » avec cet article sur les difficultés (y compris de logement) du peuple cubain ?

Bref, ma question est : Le Monde diplomatique a-t-il vraiment besoin de ce type de publicité ? Ceci n'ouvre-t-il pas la voie à des compromissions (surtout lorsque l'on sait que derrière les façades de ces magnifiques résidences destinées au « beau peuple », très bien éclairées, il y a (trop) souvent de vastes espaces d'ombres : affaires, scandales, etc.) ?

[Le Monde diplomatique a choisi, volontairement, de limiter le volume de publicité dans ses pages, et de donner la priorité aux annonces de caractère culturel (livres, revues, manifestations artistiques, etc.). Ses recettes publicitaires représentent moins de 5 % de son chiffre d'affaires. Réduire davantage ce taux se traduirait inévitablement par une augmentation de son prix de vente et mettrait notre journal hors de portée des plus modestes de nos concitoyens. C'est cela ou passer quelques annonces immobilières qui n'ont nul caractère « indécents ». Entre deux maux, nous avons préféré le moindre. - I. R.]

● PRÉCISION. - Une erreur s'est glissée dans le « chapitre » de l'article de Boris Marq, « Le Portugal rattrapé par la normalité libérale » (Le Monde diplomatique, décembre 1995) : le parti de centre-droit qui a perdu les élections était, bien entendu, le PSD et non le CDS, ce qu'expliquait d'ailleurs l'article.

Le mouvement social de décembre et l'important dossier que Le Monde diplomatique lui a consacré dans son numéro de janvier ont suscité un courrier exceptionnellement abondant. Quelques lecteurs nous ont transmis des réactions critiques. Ainsi, M. Guy Gouyet (Pantin) fait part de sa déception.

(...) Vieux lecteur du Monde diplomatique, je suis sensible au côté « poil à gratter » des articles de la revue. On aime ou on n'aime pas, mais cela invite toujours à la réflexion. Mais attention : il ne faudrait pas, au nom de l'action contre la pensée unique, nous proposer des analyses à sens unique et par trop partisanes. Prétendre, comme le fait notamment Philippe Vidélier, que Nicole Notat n'a eu de cesse de s'opposer à l'expression du mouvement syndical m'a heurté, et avec moi probablement d'autres militants de la CFDT.

Militant de la CFDT, M. Jules Brou-

tin (Lille) ne partage pas cette opinion :

(...) Je n'ai pu approuver la position de Nicole Notat et de la direction confédérale concernant le plan Juppé. (...) Ce fut donc pour moi une agréable surprise de lire Le Monde diplomatique quelques jours après m'être adressé à des responsables CFDT. Votre position sur la mondialisation de l'économie est d'autant plus importante que vous êtes une des seules publications, sinon la seule, à ouvrir ce débat capital. (...) L'Europe sera sociale ou ne sera pas. (...)

Employé dans la fonction publique, M. Jean-Paul Huet (Pleurville) n'en conteste pas moins l'appréciation de l'éditorial d'Ignacio Ramonet selon lequel les Français ont collectivement exprimé leur refus d'un modèle de société :

(...) Il me paraît légitime d'écrire qu'une catégorie de Français a exprimé sa protestation. Ce vieux principe républicain par lequel les citoyens préfèrent le désordre à l'injustice ne me semble pas trouver sa place lors de cette réforme sociale. L'injustice n'est-elle pas dans le fait qu'une minorité de citoyens bénéficie de privilèges (appelons un chat un chat) et veut continuer à vivre sur ses avantages acquis sans regarder son voisin ? Nous avons assisté à un mouvement de révolte n'ayant pour seul but que la défense d'intérêts catégoriels. Je ne me rappelle pas avoir vu en 1993, lors du passage pour le privé à quarante ans, la naissance

d'un mouvement de solidarité du public et des syndicats. (...)

Professeur émérite de l'université Nancy-II, M. William Grossin (Tours) reproche à M. Edgar Pisani (« Tous ensemble contre la mondialisation », page 32) de se tromper de cible :

(...) Ce processus inéluctable s'accroît aujourd'hui. Certes, de manière anarchique. Il atteint parfois des valeurs telles que la liberté, la démocratie, l'équité. (...) Un gouvernement de l'ombre se constitue à l'échelon mondial au mépris de la règle démocratique, c'est-à-dire sans le contre-pouvoir d'une représentation des peuples auxquels s'adressent ses arrêtés. Edgar Pisani est sûrement préoccupé de ce problème, mais le résout mal. Ce n'est pas le refus - rétrograde et illusoire - de la mondialisation qui est à l'ordre du jour, mais l'instauration d'un Parlement mondial responsable, élu au suffrage direct. (...)

Philosophe, Yvon Quiniou (La Roche-sur-Yon), d'accord avec l'essentiel du numéro, fait état d'une réserve sur l'article de Philippe Vidélier (« Des intellectuels sonnants et trébuchants ») :

(...) Il oublie l'existence en France d'un pôle intellectuel qui résiste au conformisme qu'il décrit : il s'agit, tout particulièrement, des intellectuels qui continuent à se réclamer de Marx et que l'on retrouve dans des revues comme *Actuel Marx*, *M. Faur*, *Amis* ou *Autour du PCF* avec la revue *La Pensée* ou encore avec *Regards*. On peut ajouter à cette liste la revue *Raison présente*. L'étonnant succès du colloque « Marx international » de septembre 1995 a prouvé la vitalité de ce courant de pensée à la fois intransigeant et productif sur le plan théorique.

M. Pascal Brégeon (Tours), qui partage, lui aussi, l'approche du journal, témoigne :

(...) Travaillant à France Télécom, j'ai fait grève et j'ai manifesté à plusieurs reprises contre le plan Juppé et contre le contrat de plan SNCF. C'est vrai que, parfois, j'avais tendance à culpabiliser (et je n'étais pas le seul) vis-à-vis des millions de chômeurs et d'exclus et aussi des usagers gérés au quotidien par ce mouvement. De nombreux journalistes entretenaient plus ou moins cette culpabilité (...). Même si, actuellement, j'ai la sécurité de l'emploi, je suis loin d'être privilégié (surtout après la lecture du *Monde diplomatique*) : je travaille à temps partiel

(80 %) depuis dix ans et je touche net 7 500 francs par mois. (...) La seule chose que je regrette, c'est que cette forte mobilisation contre le plan Juppé n'ait pas eu lieu contre les essais nucléaires. (...)

D'autres lecteurs développent leur réflexion sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Ainsi le docteur Patrick Nivet, du Centre hospitalier de Libourne, insiste-t-il sur les dangers que comporte la budgétisation des dépenses de santé :

(...) Le système actuel de sécurité sociale a, depuis cinquante ans, l'immense intérêt de permettre en premier lieu l'approche du malade et de sa souffrance. Le médecin, à son chevet, prescrit, et la Sécurité sociale assume les conséquences financières de cette rencontre « entre une conscience et une confiance ». Demain, avec la réforme Juppé, l'approche de la santé sera d'abord budgétaire. Le médecin prescrira dans la contrainte financière que la crise économique et/ou les critères de Maastricht feront peser, n'en doutons pas, sur les choix des parlementaires. (...)

Sur la question de la réforme, M. Antoine Manassis (Grenoble) estime :

(...) Ce mouvement social n'est qu'une répétition générale de mouvements sociaux encore plus amples et sans doute beaucoup plus durs si rien de fondamental ne bouge ; que personne ne se trompe, il existe un point de rupture du corps social, et cela dans tous les pays occidentaux. Personne parmi les grévistes, me semble-t-il, ne s'oppose à la réforme. Ceux qui s'y opposent sont ceux qui tirent profit de la manière dont les gouvernements gèrent la formidable mutation de notre société : la Bourse, les marchés, la grande finance, les privilèges qui voient leur situation prospérer tandis que l'immense majorité du peuple vit l'angoisse du chômage, le chômage, voire l'exclusion. Mais évidemment il ne faut pas confondre réforme et régression sociale. Rien n'est indéfectible : ni faire payer la crise aux pauvres, ni le monétarisme, ni l'ultra-libéralisme, ni l'immobilisme. Une autre politique est possible, souhaitable et nécessaire. (...)

Pour sa part, M. Bernard Drevon (Lyon) met l'accent, au terme d'une longue analyse, sur les solutions :

(...) Les solutions résident dans la remise en cause de la logique de la mondialisation et plus globalement de la logique capitaliste : régulation de l'activité économique dans le sens du plein emploi (croissance) à l'échelle européenne et même mondiale (G 7) ; réglementation et taxation des mouvements de capitaux ; organisation d'un véritable système monétaire international sous contrôle politique ; réduction massive de la durée du travail en Europe avec augmentation du pouvoir d'achat des bas revenus ; réduction des inégalités (...); arrêt du démantèlement des services publics et mise en place de politiques audacieuses en matière de formation, de logement social (...), de lutte contre la

pauvreté ; lutte contre le sous-développement à l'échelle mondiale (...).

De Québec, M. Yvonnick Roy s'interroge :

Par-delà l'Atlantique, les événements politiques survenus en France au cours de l'automne 1995 ne sont pas immédiatement compréhensibles. Pourquoi le peuple français (...) fut-il accusé d'écarter dans la rue pour se faire entendre ? Pourquoi une si grande colère ? Les raisons sont vraisemblablement multiples. Peut-être que la duplicité à quelque chose à voir avec cette fureur. Duplicité d'abord des pouvoirs en place et de leur évangile libéral, néo-libéral, mondialiste et puis au diable les exclus, les culs-tournez, les gueux... Duplicité encore, et c'est la pire, celle de toutes les gauches, cette gauche qui, une fois installée au pouvoir, a fait en sorte que la réimmersion du capital augmente plus vite que celle du travail (...). Vraiment, de loin, je crois comprendre la colère du peuple français contre les loups qui veillent sur la bergerie.

Du Canada également, mais de Montréal, M. Jean-Michel Paronoff juge « incomplète » l'explication de Paul-Marie Collin sur la libéralisation du marché de l'électricité (« Défense et illustration des services publics ») :

(...) En mettant en avant seulement la sauvegarde des obligations du service public d'EDF, il évacue une raison sous-jacente plus importante. C'est-à-dire la volonté politique de mettre à l'abri de toutes considérations économiques et environnementales les investissements dans la technologie nucléaire réalisés par l'Etat et le complexe militaro-industriel français depuis les années 50. Cette raison inavouée ne saurait échapper aux observateurs de la scène énergétique européenne, et particulièrement aux responsables de pays tels que la Suède, qui a décidé démocratiquement d'abandonner l'usage de l'énergie nucléaire dans un avenir rapproché, tout en désintéressant le marché de l'électricité. (...)

A Athènes où il vit, M. Frédéric Bendali a reçu le numéro de janvier comme « de l'oxygène ». Car, se plaint-il, il était difficile de comprendre le mouvement en cours en France au travers des seules télévisions françaises retransmises par TV 5 :

(...) Les chaînes nationales françaises ne font ni plus ni moins que de l'index. (...) M. Bidalan a parlé de « Français » gênés par les « grévistes ». Les premières manifestations que nous avons vues ici, à Athènes, étaient celles de ces « Français » anti-grévistes. L'accent a été systématiquement mis sur la gêne occasionnée, laissant dans l'ombre l'immense bouffée d'espoir que la majorité des Français a dû ressentir à cette occasion. (...)

Dans le même esprit, M. Boris Halpern (Paris) s'étonne que « les opinions de [votre] journal aient été si peu exposées à la télévision pendant toutes ces grèves ».

Colloques et rencontres

● STRATÉGIES POUR L'EMPLOI. Organisé par le Centre Gallée, en collaboration avec Transversales Science Culture et Le Monde diplomatique, une soirée-débat, le mercredi 7 février à 18 h 30, au FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris.

● COMMUNES ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE. Plusieurs communes d'élus sont conviées par le Réseau de l'économie alternative et solidaire, les 7 et 8 février, à Chevilly-Larue. (Aline Archimbaud, REAS, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin. Tél. : (1) 49-15-04-03.)

● TÉLÉVISION ET POUVOIRS. Le CRAC, scène nationale, prépare à Valence, pour les 8, 9 et 10 février, un colloque sur ce thème, avec la participation du Monde diplomatique. (CRAC, 35, boulevard du Général-de-Gaulle, 26000 Valence. Tél. : (16) 75-82-44-10.)

● LES PAYS MÉCONNUS DE LA CIEL. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizistan, Moldavie, Tadjikistan, Turkménistan sont à l'ordre du jour du séminaire du Centre français du commerce extérieur, à Paris, le 9 février. (Michel Kefeli, CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 40-73-37-30.)

● STATISTIQUES ET SONDAGES, ORACLES MODERNES, RÉALITÉS CONTESTÉES. La Faculté libre d'anthropologie de Paris propose d'en discuter les 9 et 10 février, à Paris. (Falap, 3, square Lamarck, 75018 Paris. Tél. : (1) 42-51-20-90.)

● FEMMES AFRICAINES EN FRANCE. La Société des africanistes organise une journée d'étude, le 12 février, à Paris. (Sophie Blanchy, 87 bis, rue de Coulmiers, 45000 Orléans. Tél. : (16) 38-62-85-97.)

● MONDIALISATION ÉCONOMIQUE ET DESTRUCTION SOCIALE. A l'initiative du collectif « Les autres voix de la planète : solidaires face au G 7 », un colloque le vendredi 16 février à 19 h 30 à la Bourse du travail, 29, bd du Temple, 75011 Paris, avec notre collaborateur Bernard Cassen, sera d'un week-end d'études thématiques, les 17 et 18 février, à la Bourse du travail de Saint-Denis, métro Porte-de-Paris. (Renseignements week-end : (1) 43-71-09-11.)

● L'EMPLOI : QUELLE STRATÉGIE ALTERNATIVE AU SERVICE DE L'HOMME ? Organisé par Initiative gauche citoyenne, une soirée-débat, le vendredi 23 février à 20 h 30, Maison de quartier de Fin d'Oise, 25, avenue Gallieni, 75700 Conflans-Sainte-Honorine. (Renseignements : (1) 39-19-62-82.)

● MARX L'INTEMPESTIF. A l'initiative de la Fondation Marcel-Liebmans, Daniel Bensaid fera dix heures de cours public à l'Université libre de Bruxelles, du lundi 26 février au vendredi 1^{er} mars. (Fondation Marcel-Liebmans, 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles. Tél. : (1932) 630-33-85.)

Retrouvez une liste plus détaillée des colloques et rencontres sur le site Internet du Monde diplomatique.

Adresse : <http://www.ima.fr/CP/MondeDiplo>

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Désormais, chaque mois, vous pouvez retrouver Le Monde diplomatique sur un centre serveur multimédia francophone, mis en place par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), accessible sur le réseau Internet. Ce centre permet la consultation de tous les numéros du Monde diplomatique depuis janvier 1994. Les articles sont disponibles, avec un index par pays, par thème et par nom d'auteur. Sur Internet, vous trouverez également le sommaire du numéro du mois en cours ainsi que plusieurs rubriques « étendues » par rapport à la version papier : les manifestations organisées par Le Monde diplomatique ; une liste détaillée des principaux colloques ; le sommaire de plusieurs dizaines de revues françaises et étrangères.

Adresse : <http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo>

Ce mois-ci, Le Monde diplomatique accueille en outre sur son serveur des groupes de discussion sur des thèmes traités dans le journal. Le premier de ces échanges portera sur Internet et les rapports Nord-Sud, à partir de l'article publié en pages 24 et 25. Pour y participer, vous pouvez envoyer un courrier électronique à forum-diplo-info@ina.fr

SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

n° 37 (février 1996)
TERRITOIRES FRONTALIERS
Discontinuité et cohésion

Approches théoriques - Global/local - Europe
Effets de frontière - Conflits et coopération
Réseaux - Discours, pratiques et représentations

Presses universitaires
du Mirail
56, rue du Taur
31000 TOULOUSE
Tél. : (33) 61-22-58-31
Fax : (33) 61-21-84-20

Prix au numéro
100 F + 15 F (port)
Abonnement 3 numéros
Particuliers : 290 F (port inclus)
Institutions : 320 F (port inclus)

n° 34 - LES RÉGIONS DANS L'EUROPE
n° 35 - TERRITOIRE, SOCIÉTÉ ET COMMUNICATION
n° 36 - TRAVAIL - EMPLOI - FORMATION

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directeur
et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde,
Association Centre Humanitaire,
Association Les Amis du Monde diplomatique

Directeur : Ignacio RAMONET, président,
directeur de la publication ;
Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESPI
Rédaction : Christian DE BRILL, Bernard CASSEN,
Jacques DEBORD, Serge HALIMI,
Dominique VIDAL

Secrétaire de rédaction et conception artistique :
Serge BRAND
Documentation : Marie HERARDI
Secrétariat : Joëlle CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Robert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs :
François BONTI (1984-1972)
Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance :
Jean-Marie COLOMBANI, président ;
Alain GRESPI, vice-président

RÉDACTION
15, rue Falguère, 75011 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16 - Télécopieur : 40-65-29-77

Courrier électronique :
Secrétariat : CP@MondeDiplo.com

PUBLICITÉ
Le Monde diplomatique SA
133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08
Responsable : Nausica Horrogon
Tél. : 44-43-76-23 - Fax : 44-43-77-30

Le Monde diplomatique
est imprimé sur papier recyclé.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, lecteurs solidaires, nous avons pu
abonner depuis janvier 1994, 500 centres de lecture
collective, dont 227 en Afrique et au Proche-Orient,
81 en Amérique latine, 143 en Europe de l'Est et dans
l'ancienne Union soviétique et 49 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union
soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies
interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la
réflexion sur la démocratie et la justice sociale, les échanges d'expériences sont ainsi
freinés. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture
collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs
et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir « Le Monde diplomatique »,
participez au fonds « Lecteurs solidaires »

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Ville : _____ Pays : _____
Code postal : _____
Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de :
☐ 320 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 375 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F
destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

سكندرية